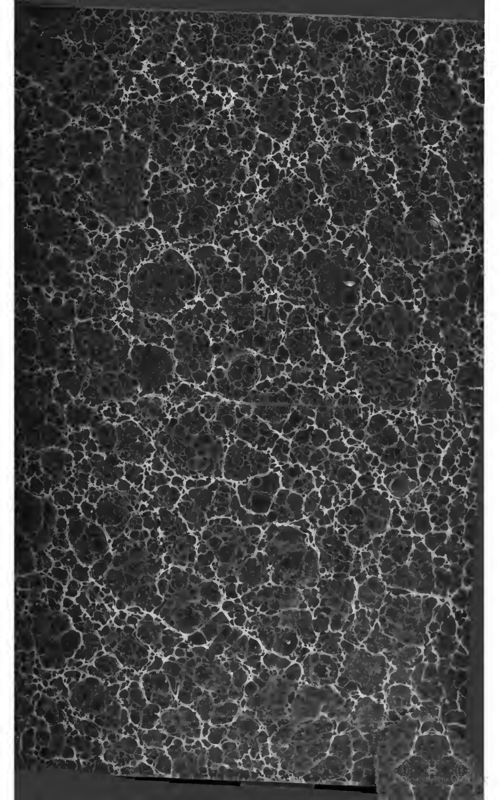

VITT. EMANUELE III



NAZIONALE
BIBLIOTECA
FONDO
DORIA
XIII
40
VITTORIO EM. III
NAPOLI

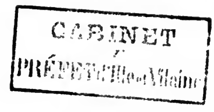


1 VOL. | PRIX : 35 +

Rare et
fort curieux



3f



MÉMOIRES DE GRISCELLI DE VEZZANI

DIT LE

BARON DE RIMINI

MÉMOIRES

DE GRISCELLI DE VEZZANI

DIT LE

BARON DE RIMINI

EX-AGENT SECRET

DE NAPOLÉON, CAVOUR, ANTONELLI,
FRANÇOIS II ET DE L'AUTRICHE



BRUXELLES
IMPRIMERIE CH. ET A. VANDERAUWERA,
rue de la Sablonnière, 8.




Biblioteca Nazionale V. E. III NAPOLI

AVANT-PROPOS.

En 1866, je fis la connaissance d'un homme, petit de taille, mais trapu, d'une physionomie agréable et spirituelle, quoique laissant passer parfois, comme un éclair, une lueur de férocité.

Cet homme avait la parole vive et imagée. Sa conversation était agréable et variée. Il connaissait à fond tous les petits secrets de la politique, parlait des hommes les plus marquants comme s'il eût vécu dans leur intimité et citait les anecdotes les plus secrètes sur leur vie intime.

Le fond de son caractère était un souverain mépris pour tous les hommes, qu'il considérait comme des êtres également vils, capables des plus grandes lâchetés pour satisfaire leur ambition.

Il disait volontiers que si les rois n'existaient pas, on les inventerait, parce que les ambitieux ont besoin d'un roi pour satisfaire leur ambition. « Les rois, disait-il, sont des miroirs qui renvoient l'éclat qu'on leur prête. Supprimez les miroirs, un tas de gens se plaindront de ne plus voir les oripeaux dont ils sont couverts. Le fond de l'homme se résume en vanité et bêtise. »

Au bout de quelque temps, j'étais devenu le compagnon indispensable du baron de Rimini et la confiance que je lui inspirai fut telle qu'il me confia tous les détails concernant sa vie passée et qu'il me remit un manuscrit volumineux contenant ses mémoires. Il me fit même un acte régulier de vente. C'est ce manuscrit que je livre à l'impression.

Je préviens le lecteur que je ne change pas un seul mot à la rédaction de l'auteur. Le style est resté intact, avec toutes ses imperfections, mais aussi avec toute son originalité.

Au commencement de 1867, le baron de Rimini disparut subitement de la petite chambre qu'il occupait rue de la Fiancée, n° 51. Qu'était-il devenu? Je ne l'ai jamais su. Mais quelque temps après, je fus appelé chez le juge d'instruction qui, après plusieurs questions sur le baron, finit par me demander le manuscrit qu'il savait en ma possession.

Je ne niai pas le fait, seulement je ne crus pas devoir obtempérer à l'injonction de remettre les mémoires à la justice. Je résistai même à une menace de saisie.

Plus tard, je fus assigné au tribunal de 1re instance et j'assistai à la condamnation par défaut d'Arthur de Vezzani, ayant porté illégalement le nom de baron de Rimini.

Je ne me suis jamais expliqué les mobiles de cette condamnation, le soin extrême de la faire prononcer par défaut et le peu de souci de la police et de la justice devant cette disparition mystérieuse.

Je suis persuadé qu'il y a là une phase nouvelle de la vie aventureuse de notre héros et que plus tard j'aurai l'explication de la conduite de la justice.

En attendant, je publie les mémoires du

baron de Rimini, jusqu'en 1866, et je suis persuadé que le lecteur y trouvera de quoi satisfaire amplement sa curiosité.

J.

Bruxelles, le 4 février 1871.

SOMMAIRE :

Ses voyages en Italie, Allemagne, Angleterre, Espagne, Suisse, etc., etc., divisés en 50 chapitres : Sa Vie. — Naissance, militaire, prisonnier. — Commensaux de Napoléon III : Piétri, de Morny, de Persigny, Bacciochi, Conneau, Fould, Saint-Arnaud, Baroche, Troplong, Collet-Maigret, Rothschild, de Glimes, de Glaves, Deux-Décembre, Opéra comique, Menschikoff, Palmerston. — Femmes célèbres : Howard, Castiglioni, de Cardonne; Les Marceau, Doche. — Assassinats : Sinibaldi, l'homme de Calais, Pianori, Orsini, prince Camerata. — L'Italie, les hommes et les choses depuis 1859 : Victor-Emmanuel, Cavour, Garibaldi, François II, Trapani, Pie IX, Antonelli, de Mérode, Matteucci, Congrès de Malines, Congrès de Francfort, François-Joseph, de Metternich, la bataille de Custozza, Voyages, anecdotes inédites.

MÉMOIRES

DE GRISCELLI DE VEZZANI

DIT LE

BARON DE RIMINI

CHAPITRE PREMIER.

NAISSANCE.

Je suis né à Vezzani (Corse), petit village situé entre les montagnes de Tanno et Cali, presque au milieu de l'île qui donna naissance au plus grand capitaine des temps modernes.

Mes parents jouissent dans tout le canton, de l'estime la mieux méritée.

Le maire et le curé du pays sont deux Griscelli de ma famille.

Mon père, bien qu'il ne fût pas jurisconsulte, était très-souvent nommé par le juge de

paix du canton et par le président du tribunal, juge-arbitre pour trancher certaines questions de limites ou des procès de famille. Il a toujours si bien contenté les parties adverses que jamais une d'elles n'en a rappelé au tribunal.

Ma mère, ange de bonté et de charité, très-aimée dans le pays, pour tout le bien qu'elle y faisait aux pauvres et aux infirmes, et les services qu'elle rendait à tous ceux qui s'adressaient à elle, fut pleurée par tout le canton, le jour qu'elle s'envola vers le ciel, laissant ses enfants et son époux dans la plus vive douleur.

Mon frère avait deux ans; j'en avais quatre et notre père en avait vingt-six... Et, par un dévouement sublime, il aima mieux rester veuf que de donner une marâtre à ses fils. Notre grand'mère se chargea de notre éducation maternelle. Elle nous aimait trop pour ne pas contenter tous nos caprices enfantins : véritable contraste avec notre père, qui, tout en nous aimant avec frénésie, ne nous passait rien et corrigeait nos plus petits défauts. Mon frère, d'un caractère doux et bon, d'une nature frêle et délicate, se pliait à tout ce que notre père ordonnait.

Moi je n'écoutais rien : mon caractère et ma nature étaient indomptables. En famille aussi bien qu'à l'école du village, au lieu d'obéir aux autres, je voulais que tout le monde pliât sous ma volonté.

Ma grand'mère, ne pouvant pas se faire respecter par moi, m'envoya à l'école du village, dirigée par un ex-fourrier de l'Empire, qui, tout en portant une certaine affection à ses élèves, les menait militairement. Eh bien, je dois l'avouer à ma honte, l'ex-fourrier de la grande armée, avec ses punitions et ses privations, ne put me dominer et fut forcé de se rendre chez mon père et de s'avouer vaincu, parce que, disait-il, non-seulement il me fait du tort par sa méchanceté, mais il détourne les autres de leur devoir, et malheur à l'écolier qui ne lui obéit pas à la parole : des coups de poing, des coups de pied et bien souvent des coups de dents, tombent comme la grêle sur l'enfant qui a osé résister à ses caprices.

Mon bon père m'aimait beaucoup, mais devant les rapports unanimes du maître d'école et de ma grand'mère, il se décida à m'envoyer chez mon oncle, Jean-Pierre Baldonivi, frère de ma feue mère, berger, à Piètre-Bionchi. Je

n'entrais pas chez le frère de ma mère comme un domestique à gages, mais bien pour y aider mon oncle à garder ses chèvres et les nôtres provenant de la dot de ma mère.

Je ne saurais dépeindre toute la joie que me fit éprouver la liberté d'agir, de parler, de jouer, sans entendre personne derrière moi pour m'imposer silence.

Mon oncle était très-affectueux pour moi. Jamais un reproche! jamais un conseil! toute sa morale était de me dire : Regarde comme je fais! tâche de m'imiter et tu verras qu'avant peu tu seras le premier berger du canton?... Quelle perspective!

Alors, je ne pensais guère à voir : Paris, Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne et Constantinople...

Mon oncle et moi, nous restions six mois à la montagne et six mois dans la plaine; l'été sur la montage de Galé, au-dessus du village, l'hiver en Aleria, près de la Méditerranée.

C'est dans ces deux endroits que je suis resté alternativement pendant six ans, depuis l'âge de neuf ans; et si j'avais eu le bonheur d'être Arago, ou Bernardin de Saint-Pierre, j'aurais pu laisser à la postérité des ouvrages sur l'astro-

nomie et sur la nature, qui pourraient rivaliser avec les ouvrages de l'illustre secrétaire perpétuel de l'Académie et le non moins illustre auteur de *Paul et Virginie*. Tant à la montagne qu'à la plaine (sauf les nuits de tempête), le ciel était notre couverture, la terre notre sommier. Ah! combien de fois, assis sur une pierre ou sur un arbre que le vent et la pluie avaient abattu, n'ai-je pas vu le lever et le coucher des astres!...

A l'âge de quinze ans, mon père me fit remplacer par mon frère Ange-Paul, qui devait se fortifier un peu par l'air de la campagne; et mon père avait besoin de moi pour l'aider dans son état de cultivateur.

Les premiers jours, je fus bien heureux de ce changement. Être toujours avec mon père, c'était pour moi un grand bonheur; puis, je retrouvais mes jeunes amis, mes parents, que je ne voyais, étant berger, qu'à de longs intervalles. Je revoyais le pays, l'église, j'entendais les cloches du village, que je n'avais plus entendues depuis mon départ.

Mais à côté de tous ces agréments, il y avait quelque chose qui me les faisait oublier et me faisait regretter amèrement les jours que

j'avais passés avec mon oncle. C'étaient les douleurs que j'éprouvais dans le dos, dans les bras et dans les jambes pendant les premiers jours, car nos occupations nous laissaient peu de repos.

Nous travaillions toute la semaine, le samedi soir nous allions au village. Le dimanche on assistait aux offices et le soir nous nous rendions, avec nos provisions, à la ferme.

Mon frère se trouvait beaucoup mieux depuis qu'il était avec notre oncle.

Notre grand'mère, qui nous avait élevés, mourut, et nous laissa la maison de nos aïeux.

Ne pouvant rester longtemps sans femme à la maison, mon père, qui n'avait pas voulu nous donner une belle-mère quand nous étions jeunes, persista dans sa résolution et me força, en quelque sorte, à épouser une de mes cousines... jeune et belle enfant de dix-sept ans, qui aurait pu faire notre bonheur et éviter bien des choses extraordinaires qui ne seraient jamais arrivées, si elle n'eût pas écouté sa mère.

Elle était notre parente, elle savait que mon père et mon frère travaillaient pour nous, et nous auraient aidés à élever notre famille. Peut-être mon frère fût-il resté garçon, si ma

jeune épouse, ange de douceur avant son mariage, ne fût devenue un démon infernal une fois installée dans la maison!... Son unique occupation était (suivant les conseils de sa mère) de nous dépouiller pour enrichir sa famille, sans parler des querelles continuelles qu'elle suscitait sans cesse entre mon père et ses deux fils.

Heureusement que la conscription arriva, et, malgré le remplaçant que mes parents avaient acheté, leurs larmes et leurs prières, je partis pour l'armée. Sans la méchanceté de mon épouse, je ne serais jamais sorti de mon village.

CHAPITRE II.

SOLDAT.

Deux jours après avoir tiré le billet qui me faisait soldat, mon père qui n'avait cessé de pleurer, me prit à part, et me dit: Quand veux-

tu partir ? Comment, dis-je étonné qu'il eût deviné ma pensée ; mais j'ai tout le temps de partir après le conseil de révision !

— Tu trompes ton père, mon fils, dit-il en se jetant dans mes bras tout en larmes. — Vous avez raison, mon père !... — Je pars ce soir à six heures. — Je le savais ; on ne trompe pas les yeux d'un père. J'ai déjà préparé tout pour le départ. Seulement pour éviter les cris et les larmes de tes parents, nous ne partirons qu'à 10 heures. Les chevaux nous attendront hors le pays...

A 10 heures précises, mon père, mon frère et moi, nous sortîmes de la maison, comme si nous devions aller au café ; puis, séparément, nous nous rendîmes à l'endroit où mon cousin, Ange-Pierre, nous attendait avec les chevaux.

Mon frère et mon cousin, après le baiser d'adieu, retournèrent au pays, mon père et moi nous fîmes route pour Ajaccio, où, dès mon arrivée, je me fis inscrire sur le registre du 60me de ligne sous le n° 7703.

Le capitaine de recrutement, après m'avoir visité, m'envoya à Bastia, 1er bataillon, 4e compagnie. Le jour même, mon père, sans verser une larme, me donna sa bénédiction et retourna

à la maison, pendant que je me dirigeai sur Bastia où était ma compagnie.

A mon arrivée à la caserne un sergent me conduisit au magasin pour me vêtir, me donna un sac garni, un fusil, une giberne, etc., etc., me ramena à la caserne tout changé et me plaça au pied d'un lit où je devais me coucher. La vie de soldat a été tant de fois décrite par d'autres plumes que la mienne, que je ne dirai que très-brièvement les faits principaux, assez curieux et quelquefois tragiques, qui me sont personnels; et pour donner plus de crédit à ma narration, je citerai : *les faits*, *les lieux* et *les noms* (en toutes lettres) des témoins de ces incidents.

Le lendemain, après la corvée du quartier (corvée que tous les conscrits font dès leur arrivée), je fus conduit, sans fusil, dans une plaine pour apprendre l'exercice. Deux Corses, le commandant Ristori et le lieutenant Risterucci, vinrent à moi, me conseillèrent si bien dans l'avenir militaire que je me voyais déjà général, mais il fallait avant tout apprendre la manœuvre pour passer au bataillon, apprendre à lire et à écrire pour savoir la théorie, afin de l'enseigner aux autres.

Leurs conseils firent tant d'impression sur moi que dès ce jour je me donnai tout entier au maniement du fusil et à l'étude de l'art militaire dans toutes ses parties.

Deux mois après, le capitaine instructeur après m'avoir fait manœuvrer seul et avec la compagnie me fit passer au bataillon.

Le soir même, en entrant à la caserne, je courus me faire inscrire à l'école régimentaire, pour y apprendre le français et à l'école d'escrime pour y apprendre à tuer proprement mes semblables, d'après toutes les règles de l'art, comme on le verra malheureusement après.

Avec ma vivacité d'insulaire et mon agilité de montagnard, je devins, en quelques mois, le plus fort élève de la salle d'armes. Le premier maître, Ouillestre, vieux militaire, qui passa très-peu de temps après aux vétérans, me prit tellement en affection qu'il me fit nommer caporal, me fit exempter de tout service et m'attacha à la salle du régiment pour le suppléer et le remplacer au besoin.

Le régiment reçut ordre de rentrer en France, nous débarquâmes à Toulon et nous allâmes tenir garnison à Rodez (Aveyron). Bien que je fusse exempt de service, par ordre

du capitaine, je fis fonctions de fourrier pendant toute la route avec l'adjudant Duchemain et les fourriers Santelli, Casanova, etc., etc. En arrivant à Rodez à midi, nous eûmes les billets de logement à la mairie, puis nous allâmes à la caserne que le 5ᵉ régiment de ligne venait de quitter. En attendant la troupe, qui ne devait arriver qu'à 3 heures, le fourrier Santelli m'invita au café. En y entrant pour nous placer à une table, nous fûmes obligés de passer près de deux bourgeois qui étaient assis avant nous, et qui, en voyant Santelli, si jeune et surtout si mince, lui lancèrent une apostrophe des plus outrageante pour son honneur. Ils n'avaient pas achevé le mot, que l'un d'eux recevait un soufflet.

Dans ce moment, je tenais une chaise à la main pour m'y asseoir. Mais en voyant qu'il fallait faire autre chose, je frappai sur les deux, sans m'informer du motif. On cria à la garde. Nos soldats arrivèrent. Un des bourgeois, qui avait reçu le soufflet et un coup de chaise, s'avança vers le caporal et le pria de ne pas nous arrêter, bien que nous eussions frappé...

Dès que les soldats se retirèrent ils s'approchèrent de nous, et un duel, pour le lendemain,

fut proposé et accepté de part et d'autre.

Le lecteur me pardonnera si je rentre dans tous ces détails, mais comme ce fût mon premier duel et que nous fûmes tous plus ou moins trompés, je crois nécessaire de dire que Santelli et moi nous acceptâmes ce duel avec bonheur, persuadés d'avance d'avoir à faire à des civils inexpérimentés, et par là nous voulions nous faire une réputation de bretteurs... Nos deux adversaires pensaient de même, ainsi qu'on le verra.

Le lendemain, à 6 heures du matin, nous fûmes éveillés et appelés, Santelli et moi, à la porte du quartier, par les deux bourgeois de la veille. Au lieu de deux, ils étaient trois; je fis appeler le caporal Versini, un élève de second ordre.

Nous sortîmes tous les six ensemble de la ville et nous descendîmes jusqu'à la rivière qui donne son nom au département. Les préliminaires furent bientôt finis. Le fourrier Santelli et le civil qui avait été souffleté mirent chemises bas et prirent les armes à la main.

A la première passe, en jetant les yeux sur Versini, je dis que le fourrier, ayant affaire à un duelliste émérite, il était bel et bien mort.

Je recommandai alors à mon ami un jeu serré et de la prudence.

Il n'en fit rien, car je n'avais pas achevé que, se croyant dans une salle d'armes, il marqua une, deux, et partit à fond. Son adversaire, maître de lui-même, ramassa demi-cercle en baissant la pointe de son fleuret et renvoya le fleuret du fourrier à dix pas en arrière... puis, sans changer de place, il aurait pu tuer Santelli s'il eût voulu, baissa son arme et se retournant vers ses amis, dit avec chagrin : Ce que je craignais est arrivé. Nous avons devant nous des conscrits!... Des conscrits! dis-je, puis, jetant capote, bonnet de police, chemise par terre, j'arrachai avec autorité le fleuret des mains du fourrier, et me plaçant en garde, je lui dis : Encore un conscrit, monsieur le bourgeois! En sentant mon fer, il s'aperçut que les deux bras ne se ressemblaient guère. Je lui fis le même coup que Santelli, avec la différence que mon adversaire, en cherchant mon arme pour la renvoyer à dix pas en arrière, elle avait pris le centre et s'était plantée en entier deux pouces au-dessus du teton droit, pour sortir dans le dos. En tombant, mon fleuret lui resta dans le corps.

Son ami le lui retira, suça les deux blessures et avec l'autre civil il le conduisit à l'hôpital.

Mes collègues et moi, à qui je recommandai le plus grand silence, nous rentrâmes à la caserne.

J'avoue aujourd'hui à ma honte que j'en éprouvais un certain orgueil. Santelli et Versini, comme élèves, comme compatriotes et comme amis, me donnèrent au moins dix baisers chacun...

Quatre jours après, l'adjudant nous appela tous trois pour nous conduire au rapport chez le chef du corps. J'eus peur. Mes amis craignaient pour moi. Cette peur et leurs craintes augmentèrent dès que nous rentrâmes dans le prétoire, en y voyant, contre l'usage, le général et un monsieur en bourgeois, à qui tous les chefs parlaient avec respect... et qui en nous voyant nous fit avancer, prit nos noms, prénoms, grades, patrie, etc., etc. En entendant que nous étions tous trois Corses, il se retourna vers le général Durieu et lui dit : — Corses! je n'en suis pas surpris. Le général alors nous dit en bel et bon français : — Quel est celui de vous trois qui a assassiné un bourgeois? Ce

mot *assassiné* tomba comme la foudre et fit peut-être plus d'effet qu'elle au milieu des officiers, sous-officiers et caporaux de semaine du 60e de ligne...

Tous les spectateurs nous regardèrent en silence, glacés de terreur... Personne ne répondit... Le général Durieu, presque en colère, appela Griscelli. — Présent, mon général, répondis-je. — Pourquoi n'avez-vous pas répondu? — Parce que je n'ai assassiné personne. — Comment, vous n'avez assassiné personne... Et celui que vous avez tué, il y a quatre jours, au bas de la ville!... Jusque-là, j'avais été glacé, mais dès que je sus ce qu'on me reprochait, j'élevai à mon tour la voix et je dis en regardant en face le général : — Blessé mortellement, oui, mon général; assassiné, non! Et sans me faire prier, je contai l'affaire depuis la rentrée du café, jusqu'à l'issue du combat.

Aussitôt que j'eus terminé, le général se retourna vers le monsieur à la cravate blanche et lui demanda si j'avais dit la vérité... Oui, mon général, répondit le procureur impérial...

Le général qui avait paru à tous bien en colère s'approcha en riant et me dit : Très-bien

mon garçon, voilà 20 francs pour boire; c'est comme ça qu'il faut faire respecter le numéro du régiment.

L'homme que tu as tué était un faiseur d'embarras, qui, tout en se faisant payer à boire et à manger, a tué cinq hommes au 5e de ligne. Colonel, faites passer ce jeune caporal dans une compagnie d'élite.

Alors par un changement très-facile à penser, tous les officiers qui me croyaient perdu s'approchèrent pour me féliciter. Le colonel m'invita à aller le trouver à son logement.

En arrivant chez lui, il me donna une paire d'épaulettes de fantaisie et 20 francs, me conseilla, me félicita surtout de ma discrétion. Un autre, me dit-il, l'aurait fait savoir à toute la ville!

Santelli et Versini qui, tout en m'aimant, me jalousaient ce jour-là, sont aujourd'hui: Santelli, chef d'escadron de gendarmerie en Corse, Versini, capitaine au 20e chasseurs de Vincennes. Et moi, après avoir été le héros de tant de choses, je languis aujourd'hui hors de ma patrie...

Quelque temps après notre régiment alla tenir garnison à Lyon, où ma réputation de duelliste m'avait précédée.

Mais ce qui acheva cette réputation de maître d'armes et de spadassin, fut un duel, que le régiment eut avec le 30e de ligne (duel de corps) et qui à ce titre mérite d'être publié.

Un soir, pendant l'appel, le voltigeur Guis arriva, sans sabre, à la caserne et tout ensanglanté, — ce voltigeur était l'homme de confiance de l'officier de semaine, M. Berthelin.

Après l'appel, avant de se rendre au rapport, ce dernier appela son brosseur et lui fit conter ce qui lui était arrivé. Guis dit que se trouvant dans un café (chez Simon), à la Croix-Rousse; sept caporaux du 30e de ligne l'avaient insulté, désarmé et battu.

A ce récit, le lieutenant me regardant, annonça à la compagnie que c'était une tache pour le régiment, mais particulièrement pour la compagnie des voltigeurs du premier bataillon, et qu'il changerait volontiers ses épaulettes d'or (deux jours) pour des épaulettes de laine, afin de laver cette tache dans le sang. Tous les voltigeurs étaient groupés autour de l'officier et attendaient ce que j'allais répondre: — Mon lieutenant, dis-je, vous garderez vos épaulettes. Guis sera vengé demain soir. Après

nous verrons... Ses yeux brillèrent de joie. Il me prit par la main, me fit sortir dans la cour, me donna 20 francs et m'assura qu'il se chargerait de tout :

—Vous avez carte blanche, me dit-il, pourvu que mes voltigeurs soient vengés !...

Le lendemain il vint me trouver à la salle d'armes, pour m'annoncer que le colonel Lamarre comptait sur moi. Comment le colonel, dis-je? qui lui a dit? — C'est moi, hier soir, chez lui, tout le régiment le sait, et tous les officiers qui étaient avec moi, s'attendent à quelque chose de ta part, puisque tu es caporal de voltigeurs !

Le soir, après la soupe, j'appellai Versini, Casanova, Santelli et Guis, pour aller au café où ce dernier avait été battu.

A peine étions-nous assis, que les sept caporaux du 30ᵉ de ligne entrèrent et, s'emparant du billard, dirent : Oh ! oh ! ils sont venus en force...

— Comment, en force, dit un certain Jocquet, ils sont quatre: Eh bien, quatre coups de poing, je les étends tous les quatre !

A ces mots, le branle-bas commença; les tables, les tabourets, les queues de billard

firent leur jeu... Casanova, à chaque coup de tabouret, en assommait un !...

Nous restâmes les maîtres du café. Nos adversaires s'étaient sauvés en laissant leurs sabres. Nous les prîmes et nous souillâmes les fourreaux. Pendant ce temps, la garde arriva avec des sergents de ville. La maîtresse de l'établissement, qui était la maîtresse de Guis, nous défendit, disant que nous avions été attaqués et qu'ils s'étaient sauvés pour ne pas payer. On se contenta de prendre les sabres du 30e et on nous envoya à la caserne, où tous les soldats disaient chacun la leur sur la bataille. On disait qu'il y avait eu des morts et des blessés, etc., etc....

L'officier arriva pour l'appel, et dès qu'on lui annonça la bataille et la victoire, sa joie n'eut pas de bornes. Sans même m'en demander les détails, il courut de suite chez le colonel pour lui annoncer que le 60e de ligne était noblement vengé.

Grand bruit le lendemain au rapport du chef de corps, où je fus appelé avec l'officier chargé de la salle d'armes.

Aussitôt que les officiers et les sous-officiers de semaine furent à leur poste, et me voyant

causer avec l'adjudant, il m'appela par mon nom, et avec une colère factice il m'apostropha en ces termes : Qu'as-tu fait hier soir? Ah! tu crois avoir le droit de faire respecter le régiment, à toi tout seul?

J'espère du moins que cette fois on te réglera ton compte :

« Par ordre du général de division baron Aymard il y aura demain un duel de corps. Sept maîtres du 30e seront demain au fort Calvire pour y attendre sept maîtres du 60e (conduits par leur officier) pour y vider par les armes leur querelle. »

J'avoue que, pendant que le colonel parlait, mes yeux brillaient de joie, et dès qu'il eut fini je criai comme un fou : Vive le général Aymard!

Tout le monde, malgré la présence de l'état-major, éclata de rire.

Le lieutenant-colonel, M. de Courrège, qui m'aimait beaucoup, me donna 20 francs pour boire à sa santé.

— Bois-les aujourd'hui, dit le colonel Lamarre, parce que tu n'es pas certain de les boire demain!

— Je veux les boire immédiatement avec les

maîtres qui doivent m'accompagner, mon colonel; persuadé d'avance que demain, après le duel, vous m'en donnerez davantage...

— Quels sont les maîtres qui t'accompagnent, dit le colonel.

— Si M. Boudeville, lieutenant, et le sergent Ouillestre, 1er maître, m'autorisent, je choisirai :

Versini,	depuis	capitaine au 20e chasseurs.
Casanova,	»	congédié, aujourd'hui juge de paix.
Santelli,	»	chef d'escadron de gendarmerie.
Simoni,	»	mort capitaine en Afrique.
Antomarchi,	»	congédié, maire de Noeste.
Deconsimi,	»	» assassiné en Corse.

Et Guis, comme promoteur de la querelle.

Mon choix fut approuvé.

Toute la journée dans les deux régiments et dans toute la garnison on ne parlait que du duel corps à corps. Dans toute la division également on attendait avec impatience la journée du lendemain pour connaître le vainqueur des deux régiments.

Bien des gens qui me liront n'ajouteront peut-être pas foi à ces incidents et se deman-

deront si, au XIXe siècle, le public est si impatient d'apprendre les résultats de ces carnages ou assassinats? Je répondrai d'avance que, pour le soldat, il n'y a que l'honneur des armes qui l'émeuve. Les courses de chevaux, où il y a des paris publiés au son de toute la publicité, les hausses et les baisses des bourses, les courses de taureaux, les soufflets diplomatiques, les débats des deux Chambres, sont des riens pour le troupier. Un duel, une bataillle seuls l'éveillent!

Le lendemain, à 6 heures précises, quatorze militaires, conduits par deux officiers, se rencontraient sur la route du fort Calvire (le 14 décembre 1836), à la Croix-Rousse, pour s'assassiner, par ordre du général Aymard, des colonels de Lamarre et Husson, afin de sauvegarder l'honneur du régiment.

Arrivés sur le terrain, les deux officiers se saluèrent.

Jacquet, du 30e, et moi, nous mîmes les armes à la main.

Mon adversaire était de première force.

C'était le caporal qui avait le premier battu Guis; à ces titres, il fut le premier champion choisi par ses collègues...

Après quelques passes — très-serrées — il para tierce et voulut se fendre, croyant m'avoir touché mortellement; je lui pris le contre et portant mon arme en prime avec le poignet, il *se tua* lui-même en se fendant de tout son corps dans mon fleuret...

Le sapeur Millet prit sa place, avec le fleuret de Jacquet, et m'attaqua avec un acharnement furieux.

J'avais à peine le temps de parer ses coups.

Ce qui fit mon bonheur, c'est qu'il ne se fendait pas à fond.

Il était en nage, et nous n'avions encore rien fait.

L'officier du 30e de ligne, M. Petit, demanda un instant de repos. — Non ! dis-je, et nous continuâmes...

Jacquet était mort en parant tierce, Millet mourut en parant quarte. Par un coup de riposte, en pressant son arme du faible au fort, et me fendant à fond en appuyant sur son fleuret (comme dans une salle d'armes) je lui plantais mon arme dans le téton droit.

Un troisième, le caporal Martin, se déshabilla et se mit en face de moi ; mais ici se place un fait qui mérite l'attention du lecteur :

« Pendant que Martin prenait la place de Millet, Versini et Casanova, sans chemise et un fleuret à la main, voulaient prendre la mienne, disant que j'avais fait ma part, que j'étais fatigué et que je devais être remplacé ! — Si ! — Non ! Une discussion s'éleva. Pendant ce temps, Martin et moi nous nous reposions, en nous regardant sans nous parler. Les deux officiers, après quelques mots entre eux, décidèrent que je devais continuer jusqu'à ce que je fusse blessé ou mort... Mort ! répétai-je. Puis aussitôt que les deux fers se croisèrent, je portais la boucle du pied gauche à mon talon droit, puis parant quarte et me fendant avec tant de force que mon fleuret lui entra jusqu'à la garde, il tomba sur le dos, je tombai sur lui. En me relevant, il cracha du sang sur ma figure. A la vue du sang, à la vue de deux cadavres et des cris de Millet, j'arrachai avec violence mon fleuret du ventre de Martin ; puis, me tournant vers l'officier du 30e : A un autre ! criais-je, à un autre !

Voilà le bourreau !... *j'étais fou !...*

A ces cris, un commissaire de police (M. Martinet) et une escouade de sergents de ville franchirent le mur et mirent fin au combat. On

employa la force pour me désarmer. Versini et Casanova m'habillèrent et me conduisirent à la caserne de la Croix-Rousse.

On m'enferma dans ma chambre. La nouvelle de ce fait se propagea dans toute la garnison.

Versini, avec un dévouement de frère, s'était placé à ma porte (où il y avait plus de la moitié des soldats qui demandaient à me voir) et ne laissait entrer personne.

Un instant après, le lieutenant-colonel entra, je me levai immédiatement pour le saluer, j'étais guéri, je passai la main à ma tête, le duel et la victoire m'éveillèrent.

M. de Courrège me félicita et m'annonça que le colonel m'avait nommé sergent pour remplacer Ouillestre, qui passait aux vétérans. Je devais passer chez lui pour prendre mes galons et le brevet de premier maître.

M. Boudeville arriva et voulut me conduire à la pension des officiers. Là, se trouvait le capitaine de gendarmerie Meunier, qui voulut me conduire chez lui pour me présenter à sa famille et donner des leçons d'armes à son fils et à sa fille, jeune et charmante enfant de quinze ans.

Le soir, je me rendis chez le colonel pour y recevoir mes galons. Il me donna cent francs pour en acheter une paire.

Je crois inutile, pour ne pas fatiguer le lecteur, de lui parler d'autres duels dans lesquels j'ai été ou spectateur ou témoin, et très-souvent quand ces malheureuses affaires avaient lieu avec d'autres régiments ou des civils, je trouvais toujours moyen d'être acteur!

Un an après, le régiment reçut ordre de se rendre à Paris.

En arrivant dans la capitale, le 60e fut logé aux casernes de l'Oursine, de Sainte-Geneviève et l'Ave-Maria. Ce fut dans cette dernière que le colonel m'installa avec la salle d'escrime où il m'arriva un fait qui me força à quitter le régiment.

Notre chirurgien-major ayant pris sa retraite, fut remplacé par M. Allard, aide-major à Saint-Cyr. Ce jeune médecin en venant au 60e de ligne, était accompagné de son frère, sergent à la même école.

En arrivant au corps, il conserva ses galons et fut caserné à l'Ave-Maria. Autant son frère était doux et modeste, autant lui était insolent et orgueilleux. Il savait tout. Il était maître

d'armes, maître de danse, maître d'équitation, etc., etc. Depuis son arrivée, je l'avais invité plusieurs fois à venir à la salle d'armes, et malgré mes prières je n'avais jamais pu l'entraîner.

En échange, et presque tous les jours, dès que je sortais, il se rendait à la salle d'escrime; faisait des armes avec mes élèves, critiquait ma méthode par des mots grossiers, brisait des fleurets, etc., etc. Mes élèves me rapportaient tout cela. J'en rendais compte à M. Boudeville et je faisais semblant de tout ignorer.

Le régiment ayant été en Corse trois ans, la moitié du corps étaient mes pays, qui ne pouvaient pas souffrir qu'il y eut un autre maître que moi. L'autre moitié étant de la Provence, soutenait que je n'étais qu'un écolier à côté d'Allard. Une occasion bien minime, hélas! arriva à la pension et prouva aux yeux des parties la force des deux antagonistes. Pendant que nous déjeunions, il fut dit bien des choses contre l'officier Ristunier, qui, au dire de ses calomniateurs, prenait tous les jours deux livres de viande sur l'ordinaire des soldats pour entretenir sa maîtresse. Le plus acharné de tous était Allard, qui s'approcha de moi

pour me demander si j'étais dans le cas de soutenir le contraire.

Un soufflet, bien appliqué sur sa joue, fut ma réponse. Au lieu de me proposer un duel, il courut chez le capitaine adjudant-major se plaindre et me fit infliger huit jours de salle de police.

Cette manière de dénoncer un collègue au lieu de lui proposer un duel, le perdit dans l'opinion du régiment.

A ma sortie de la salle de police, j'eus toutes les peines possibles pour l'emmener sur le terrain, d'où il revint sur le brancard pour être réformé.

Le nouveau colonel Roussel (M. de Lamarre avait été nommé général à Périgueux) vint me trouver à la salle d'escrime pour me dire, en présence de mes élèves, qu'au premier duel que j'aurais avec mes collègues dans le régiment, il me ferait passer au conseil de guerre.

Deux jours après, grâce au lieutenant-colonel de Courrèges, j'étais nommé infirmier-major vaguemestre à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce...

CHAPITRE III.

PRISONNIER.

Mon passage dans cet hôpital mériterait bien un chapitre à part. Mais j'ai hâte de parler d'autres faits, plus graves, afin de ne pas toujours parler de moi seul. J'abrége donc bien des accidents pour arriver aux circonstances extraordinaires qui me privèrent de ma liberté. Pendant tout ce laps de temps, je n'avais pas cessé de correspondre avec mon bon père, qui m'annonça un jour, quelque temps après ma sortie du régiment, que mon épouse était décédée.

Je ne versai pas une larme, tant j'étais outré contre elle. Et pour prouver à mes parents que je n'avais pas oublié celle qui nous avait séparés, je lui donnai une remplaçante, en épousant Mlle Béchard le jour même que je pris mon congé.

Me trouvant à Paris sans emploi et au plus mal avec la famille de mon épouse (et encore au plus mal avec elle), je résolus de retourner au pays pour y réaliser quelques fonds, prove-

nant de la dot de ma mère, et de retourner à Paris, afin de subvenir à mes besoins, en me déchargeant du fardeau de devoir toujours mon existence à mon beau-père.

Je quittai donc de nouveau mon village, — où j'avais été si bien accueilli par mes parents, surtout par mon frère et mon père, — et me dirigeai sur Paris...

En passant à Lyon, j'eus le malheur — oui, trois fois malheur — de rencontrer M. Meunier et sa fille, à qui j'avais donné des leçons d'armes. En me voyant, Louise et son père, me sautèrent au cou, me conduisirent chez eux, me forcèrent en quelque sorte à coucher dans la chambre du jeune fils qui était en voyage.

Le soir, on me conduisit au théâtre, le lendemain, ils voulurent me conduire à l'Ile d'amour, où le capitaine Meunier avait une maison de campagne, et où, malgré mes prières, il fallut passer quinze jours...... Jeunes gens ou hommes mûrs qui me lirez, vous me pardonnerez!! jour et nuit, presque toujours *seuls* et en tête à tête avec une demoiselle très-jolie, très-aimable et très-spirituelle, d'avoir succombé!

Avant le délit, elle me prenait les mains en me disant : Il ne faut pas craindre de me par-

ler devant mon père, ni même de venir dans ma chambre ; lui vous aime autant que moi. Je vous avouerai même que c'est un peu la faute de mon père, si je vous aime tant que je vous aime ; après votre départ pour Paris, il ne se passait pas de jour que nous ne parlions de vous. Vos lettres, je les apprenais par cœur. Et bien souvent notre promenade favorite était sur le terrain même de votre duel avec les caporaux du 30e de ligne. Une fois arrivés, mon frère faisait le 30e et moi le 60e, et je finissais toujours par tuer mon frère.

Notre père, tout en riant de nos jeux guerriers, nous expliquait les péripéties de votre grande lutte. Il nous montrait la place de Jacquet, de Millet (en nous expliquant les coups) et celle de Martin. Il finissait toujours par dire : Quel bonheur que le maître d'armes ne soit pas resté fou.

Joseph lui-même eût succombé devant la jeune Lyonnaise.

Les jours, les semaines et les mois s'écoulaient ; Paris, ma femme, tout était oublié !... Une méchante femme que j'avais connue à Paris et qui me savait marié, me vendit au commissaire de police, qui, malgré les prières

du capitaine Meunier et de sa fille, m'arrêta et me conduisit en prison.

Interrogé et jugé, je fus condamné (sans plainte contre moi). L'acharnement du commissaire Birberin seul m'a valu un jugement à *deux ans*.

Grâce à M. Charles Abbatucci, député, au lieu de faire mon temps à Lyon, je fus transféré dans la maison de Poissy.

Pendant ma captivité, Mlle Louise accouchait d'un garçon et rendait son âme à Dieu ! ! !

Après ma sortie de Poissy, j'entrai comme gérant de paille au journal *le Courrier des Imprimeurs*.

Nous étions alors sous la dictature de Cavaignac (juin 1848). Un matin, je me présente au bureau du journal, rue Poupée, 5 ; le concierge m'arrête et me dit : Sauvez-vous, mon ami, les montagnards de Caussidière sont venus tout briser et ont emmené à la préfecture MM. Rigol et Froment, les directeurs.

J'attendis les événements jusqu'à la nomination de M. Piétri, préfet de police.

CHAPITRE IV.

AGENT SECRET.

Je connaissais M. Piétri, comme avocat et comme compatriote. Le jour même qu'il arriva à la préfecture, il me fit appeler par son secrétaire particulier, M. Gofferi, également Corse.

Après les premiers compliments d'usage, il me dit que MM. les Abbatucci lui avaient parlé de moi, des services que j'avais déjà rendus dans la Société du dix décembre; et comme le seul Corse qui connut bien Paris, il m'engagea fortement à accepter une place d'agent secret dans son cabinet.

— Tu n'auras à faire qu'à moi. Tu m'adresseras tes rapports, et quand tu voudras me voir, tu passeras par la Cour des comptes, je ne veux pas que tu passes par la rue de Jérusalem avec les autres employés!

M. Piétri était natif de Sartène et avait fait ses classes à Aix (Provence) avec Nogent de Saint-Laurens.

Il vint à Paris comme avocat, logea place Saint-André-des-Arts, où il vivait chez une blanchisseuse, à 2 fr. 50 par jour.

Il entra après chez Crémieux, comme secrétaire, à 4 francs par jour ou 120 francs par mois. Pendant son stage, il resta toujours, quoique républicain, en correspondance et chargé des affaires de la famille Bonaparte. Après 48, il fut nommé commissaire du gouvernement en Corse. Aux élections, il fut nommé représentant du peuple. Aussitôt la vérification des pouvoirs, il monta à la tribune pour y proposer l'abrogation de la loi de banissement contre les Napoléon.

Le président de la république, qui l'aimait beaucoup, le nomma successivement préfet de la Lozère, de la Garonne, et après le coup d'État, il l'appela à Paris comme préfet de police, pour y organiser cette grande et nombreuse administration sur les mêmes bases que la police de Londres.

C'est dans ce dernier poste que j'ai eu l'honneur de le servir avec un dévouement à toute épreuve.

Quelques jours après mon engagement, un soir, il me donna dans son cabinet un petit

morceau de papier, sur lequel étaient écrites ces lignes :

Monsieur le Préfet,

Rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 35, on monte une machine infernale pour saluer le président de la république dès qu'il passera par là pour se rendre à l'Élysée.

X... T. G.

— Tiens, me dit-il en riant, agis comme tu l'entendras. Je veux voir ce que tu sais faire et si on peut te confier de grandes affaires.

Je pris le papier en le remerciant et je sortis pour me rendre sur les lieux. En passant par la place du Carrousel, une idée presque bouffonne me vint à l'esprit, et je l'adoptai sur-le-champ.

Je me rendis rue Basse-du-Rempart, n° 20, chez Mme veuve Constant. Je louai une voiture armoriée, à deux chevaux, avec cocher et domestiques poudrés. Je mis à ma boutonnière une brochette de croix et me fis conduire au n° 35. En arrivant à la porte, la voiture s'arrêta. Un domestique, en ouvrant la portière, annonça le marquis de Cholet. Les suisses de ce grand

hôtel, à ce nom, firent des soubresauts et coururent au-devant de moi, chapeau bas.

— Je désire visiter l'appartement que vous avez à louer, dis-je au concierge, parce que mon intendant est en voyage.

Je demandais à visiter le logement, parce qu'un énorme écriteau se trouvait au-dessus de la porte.

Le suisse prit les clefs et me précéda dans les superbes salons qu'on louait pour 7,000 francs l'an. Dès que j'eus tout visité, tout examiné, je m'arrêtai dans un coin, et attirant à moi le concierge je lui dis :

— Voilà 100 fr. de denier à Dieu. J'arrête l'appartement. Mais, puis le prenant familièrement par le bouton de devant :

— Je désire savoir qui loge dans cette maison? car, je vous préviens que, bien que j'aie donné des arrhes, j'aime mieux les perdre que de me trouver sur les escaliers en contact avec les esclaves de Badinguet (Napoléon).

A ces mots, dits avec feu, le suisse perdit la tête.

Il tomba à genoux, puis il s'écria :

— Excellence, monseigneur, monsieur le marquis, vous êtes ici chez S. Ex. le comte

de L., ministre de S. M. Charles X, d'heureuse mémoire.

— Comment, dis-je, étonné, je suis chez L...? Allez donc m'annoncer de suite. Dites-lui que j'arrive de Frossdorf et que je désire le voir pour quelque chose de grave!

— Oh! quel malheur! il est parti hier soir pour le Morbihan. Oh! Son Excellence vient de Frossdorf! Elle a vu S. M. Henry de France! Ah! que de fois il m'a monté sur le dos quand il était petit! C'est moi, Excellence, qu'on avait choisi pour lui apprendre à monter à cheval!

Puis, moitié en riant, moitié en pleurant, il m'entraîna vers un petit cabinet qui donnait sur la rue; où il me montra sur un chevalet cinq vieux fusils d'infanterie braqués sur la rue, et me dit avec emphase :

— Voilà, monseigneur le marquis, ce qui va saluer Badinguet et préparer la place des Tuileries à notre bien-aimé roi de France.

J'avais vu et appris ce que je voulais. En me retirant, je lui donnai de nouveau 20 francs pour boire à la santé du roi et me fit conduire tout droit à la préfecture de police. M. Piétri était encore à la même place. En voyant entrer

un homme en habit noir, cravate blanche, une brochette de croix à la boutonnière, il se leva pour me recevoir...Voyant qu'il s'était trompé, il éclata de rire, en me disant :

— Où diable vas-tu comme ça?

— J'arrive, dis-je.

Et je lui rendis compte de tout mon temps depuis ma sortie.

A mesure que je parlais, il riait aux éclats. Quand j'eus fini, il me donna 500 francs et me dit :

— Désormais, je sais ce que tu vaux.

Dès ce jour, toutes les affaires importantes me furent confiées.

Le soir même, l'officier de paix Lagrange se rendit au nº 35, y arrêtait trois hommes qui chargeaient les fusils à mitraille, ainsi que les suisses.

Je n'ai jamais su ce qu'ils sont devenus.

Dans ces moments d'état de siége, le *Moniteur* seul parlait, et quand il parlait, il mentait !

Voilà, chers lecteurs, mon début dans la police politique.

« La police secrète, j'ajouterai avec connais-
» sance de cause, est une institution que les
» tyrans seuls ont créée pour avoir le droit de

» percevoir, tous les ans, quelques millions de
» fonds secrets, pour héberger un tas de ba-
» dauds qui ne sont occupés dans leur ser-
» vice, qu'à s'espionner les uns les autres :
» Un jour, j'ai vu, sur le bureau de M. Piétri,
» dix-huit rapports qu'il venait de recevoir;
» tous commençaient par ces mots :

» S. M. I. Napoléon le sauveur de la
» France a été unanimement acclamé hier soir
» à la sortie de l'Opéra, etc., etc. »

Le préfet de police, après les avoir examinés, les jeta avec colère au panier.

Il y a des cas où la police est nécessaire, celui qui suit est du nombre.

S. Ex. M. Walewski, ambassadeur à Londres, envoya une dépêche chiffrée à Sa Majesté Impériale ainsi conçue :

« Kelche, ex-officier, évadé de Lambessa, à la solde de Ledru-Rollin et Mazzini, est parti hier pour Paris avec des intentions criminelles ! ».

L'Empereur, en recevant cette missive, manda Piétri aux Tuileries, lui donna connaissance de la dépêche, puis il lui dit :

— Il me faut un homme dévoué, énergique et intelligent :

— Je l'ai, Sire, répondit Piétri.

— Son nom ?

— Griscelli, Corse.

— Très-bien, dit Napoléon, vous me l'amènerez ce soir à l'Opéra, entre le 2e et le 3e acte.

Le soir, pendant le 1er acte, je vis Bacciochi aller chercher Piétri. J'avais peur de ne pas être appelé.

C'était la première fois que je parlais à une tête couronnée, et, en ma qualité de berger corse, j'y tenais beaucoup.

Pendant que je faisais ces réflexions, l'aide de camp de service, M. le comte de Montebello, vint me prendre et me conduisit dans la loge impériale où il y avait LL. MM., le général de Montebello, le maréchal Vaillant; Mmes de Montebello et de Bassano, dames d'honneur.

A mon entrée, Napoléon se leva avec M. Piétri et me fit signe de le suivre. Quand je passai derrière l'Impératrice, elle demanda au général :

— Quel est ce monsieur ?

— C'est un Corse, mais je ne sais pas son nom.

A cette réponse, elle éclata de rire...

J'avais suivi Sa Majesté et M. Piétri jusque sur la terrasse qui donne rue Pelletier et rue Rossini.

Trois chaises s'y trouvaient.

L'Empereur en prit une et nous fit signe de nous asseoir, — le plus près, parce qu'il fallait parler bas, — puis il nous parla en ces termes :

« — Griscelli, je suis content que vous » soyez Corse ; les gens de ce pays ont toujours » été dévoués à ma famille. Je sais que vous » l'êtes, vous-même, puisque M. le préfet vous » a choisi entre tous ses agents.

» Vous savez qu'un certain Kelche est arrivé » à Paris pour attenter à nos jours. Il faut » trouver cet homme. Et quand vous l'aurez » trouvé, me le montrer. Après, vous attendrez » mes ordres. »

— Si je le puis, Sire, attendre ces ordres !

M. Piétri, qui trouvait cette réponse très-hardie, voulut parler. Napoléon lui imposa silence.

Et me regardant en face :

— Et pourquoi, et comment n'attendrez-vous pas mes ordres ?

— Je n'attendrai pas les ordres de S. M. I.

si, après avoir trouvé Kelche, il s'approche de sa personne avant que je n'aie le temps de lui montrer l'assassin.

— Que ferez-vous dans ce cas?

— Je lui ferai sauter la cervelle ou je le poignarderai!

J'avais dit cela sans baisser les yeux.

— Très-bien! dirent les deux...

— Et pour le trouver, comment allez-vous faire, vous qui ne le connaissez pas?

— Rien de plus facile, Sire, que M. le préfet de police me donne ce soir son dossier, puisqu'il a été arrêté à Paris, où il était en garnison. J'aurai non-seulement, son âge, son signalement, mais il me sera facile de savoir les personnes qu'il fréquentait.

— Bravo! dit Napoléon, je vois que vous n'avez pas besoin de conseils. Piétri, donnez à Griscelli tous les agents qu'il vous demandera!

— Je n'en veux pas un, Sire!

— En cas de besoin, dit Sa Majesté, et surtout qu'il ne manque de rien!

Telle fut la première entrevue que j'eus avec l'Empereur.

En sortant le soir de l'Opéra, je ne pus m'empêcher de dire : qui m'aurait dit, quand j'étais

au milieu de nos makis, avec mon vieil oncle, qu'un jour je parlerais à une tête couronnée! à l'Opéra, au milieu de tout ce que la France renferme de plus illustre, dans les sciences, dans les lettres et dans l'armée!

En sortant de l'Opéra, nous accompagnâmes LL. MM. II. jusqu'aux Tuileries; puis nous nous rendîmes, M. Piétri et moi, à la préfecture pour demander à M. Balestrino, chef de police municipale, le dossier de Kelche, que nous devions examiner, parce que S. M. I. voulait le gracier.

— Le gracier! cria Balestrino, mais c'est un homme des plus dangereux! Il a fallu huit sergents de ville pour l'arrêter et le conduire en prison!

Le préfet répondit qu'il dirait tout cela à l'Empereur, et Balestrino ne se douta de rien.

Par le dossier, j'appris que Kelche avait été arrêté chez son père, rue Ménilmontant, 72, et que son régiment était caserné à la Nouvelle-France.

Muni de ces simples renseignements, je me rendis le lendemain, à 6 h. du matin, près la porte de son père. J'étais à peine arrivé qu'un commissionnaire vint à la porte avec un billet,

appela Kelche qui sortit immédiatement; et, en quittant le commissionnaire, je l'entendais dire : Le temps de m'habiller et j'y vais de suite, et comme je prends une voiture, j'y serai peut-être avant vous.

Plus de doute, j'allais voir Kelche! Un quart d'heure après, je vis descendre le même homme qu'on était venu demander. Il descendit la rue Ménilmontant jusqu'au boulevard du Temple, prit une voiture et descendit le boulevard, place de la Concorde, place de la Chambre des députés, rue de Bourgogne, boulevard des Invalides, rue Vaugirard, et rue de Trancy, où il s'arrêta au n° 13.

Un instant après, il descendit avec un homme dont le signalement s'accordait trop avec celui de Kelche pour que je pusse me tromper.

Ils entrèrent en face, chez Démard, restaurateur, et demandèrent à déjeuner. Je fis comme eux ; seulement ils étaient dans un cabinet. Je restai dans la salle.

« J'ignore si c'était un pressentiment du » *grand drame* qui devait y arriver quelques » jours après, mais j'eus un éblouissement » pareil à ceux que j'avais le matin des duels » du régiment, — *où il y avait du sang.* »

Après déjeuner, ils montèrent en voiture et ne s'arrêtèrent que chez Crémieux, marchand de chevaux, avenue de l'Étoile. L'ex-militaire descendit en disant à son père :

— Je t'attends demain à la même heure, pendant que la voiture partait pour Ménilmontant.

Il était alors une heure. Je quittai Kelche, pour me rendre immédiatement rue Montaigne, aux écuries impériales, où Fleury, le premier écuyer, avait ordre de S. M. I. de mettre à ma disposition chevaux et voitures que je demanderais.

Je pris un cheval et me rendis aux Champs-Élysées. Kelche y était, faisant caracoler un superbe alezan, avec une adresse et une facilité remarquables. Sans faire semblant de le voir, je me dirigeai vers la rue de Rivoli, jusqu'au guichet de l'Échelle.

L'Empereur sortit quelques instants après, accompagné du général Fleury et du capitaine Merle. Deux domestiques, également à cheval, suivaient derrière. En regardant Sa Majesté Impériale, il comprit que j'avais trouvé Kelche.

Je précédai le cortége de trente ou quarante pas jusque sur la place de la Concorde. En y

arrivant, notre héros était vers le pont Royal. Aussitôt qu'il aperçut la livrée impériale, il s'élança au triple galop jusqu'à dix pas de Sa Majesté.

Par une course aussi rapide je me plaçais si près de Kelche que la tête de mon cheval touchait la croupe de celui de l'assassin.

Je mis la main à mon poignard. Il resta immobile. Napoléon lui lança un coup d'œil tout en causant avec son aide de camp, puis il continua sa promenade habituelle au Bois de Boulogne. Kelche suivit la promenade du chef de l'Etat jusqu'à 4 heures. J'eus soin de me tenir toujours assez près de lui, pour être à même de l'empêcher de commettre son forfait.

La lecture de ce drame, quel que soit son intérêt, deviendrait fastidieuse aux lecteurs, si je devais livrer à la publicité toutes les phases, toutes les péripéties de cette surveillance, de quinze jours et de quinze nuits, que j'étais chargé de faire auprès de l'agent de Mazzini.

Un matin, après quinze jours de service, M. Piétri me fit appeler auprès de lui, pour me prier de redoubler de surveillance, car ce jour-là, Kelche avait écrit à Londres qu'il assassinerait l'Empereur. Piétri avait également prié

Sa Majesté de le faire arrêter, mais elle n'y avait pas adhéré.

Prévenu de me mettre à même d'empêcher à tout prix un assassinat, vers les deux heures je sortais des écuries avec Max, cheval de chasse (le favori) de Napoléon. A trois heures précises, l'Empereur, le général Fleury et le comte de Lagrange traversaient les Champs-Élysées et arrivaient presqu'à l'Arc-de-Triomphe, quand Kelche parut tout à coup et vint pour se jeter entre S. M. I. et ses écuyers. J'ordonnai à ces derniers de se serrer de près, afin de ne laisser aucun intervalle et de ne permettre à qui que ce fût de s'y placer.

Napoléon, prévenu également par Piétri, prit le galop.

Kelche, ayant changé de tenue et de cheval, s'élança sur nos traces. Alors commença un de ces steeple-chase furibonds : les prés, les lacs, les allées du bois étaient parcourues en tout sens au triple galop.

Jamais Kelche ne s'aperçut qu'il était surveillé, et pourtant depuis quinze jours (bien que je changeasse tous les jours de tenue et de cheval), je ne l'avais jamais perdu de vue.

J'avais mangé à la même table et bu sur le

même comptoir. A cinq heures précises, nous sortions du Bois de Boulogne, par la porte Chaillot; nos chevaux étaient blancs d'écume. En montant la côte de l'avenue de Neuilly, le cheval de Kelche, malgré la cravache et les éperons de son cavalier, refusa de marcher. Je m'élançai alors au triple galop, et, passant près de l'Empereur, je levai mon chapeau en l'air et criai :

— Vaincu, vaincu ! Vive l'Empereur !

S. M. I. se retourna, et voyant l'assassin bien loin, m'ordonna de le suivre aux Tuileries.

Aussitôt qu'il rentra dans son cabinet, où je le suivis, il prit cinq mille francs en billets de banque, me les donna, puis il me dit d'aller me reposer et de lui envoyer Piétri...

Je dormais profondément quand ce dernier vint m'éveiller chez moi, rue des Moulins, 9, pour me dire de me trouver à son cabinet, à 12 heures, pour aller arrêter Kelche, mort ou vif.

A minuit, quelle ne fut pas ma surprise de trouver à la Préfecture de police quarante agents pour arrêter un homme.

Une discussion un peu acerbe s'engagea entre Balestrino et moi. Il se plaignit de ce qu'on ne l'avait pas tenu au courant de l'affaire,

puis il voulait m'imposer tous les agents, de crainte de le manquer. Je tins ferme en disant que, si on le voulait mort, je n'avais besoin de personne, et pour le prendre vivant, deux hommes me suffisaient. Le préfet de police m'ayant donné raison, je partis avec Letourneur et Herbert, à 4 heures du matin, pour Vaugirard, rue de Trancy, chez Demaret, où je l'avais vu déjeuner la première fois.

En y entrant avec mes deux agents, pour y déjeuner *à six personnes*, fîmes-nous croire à Demaret, je sentis le même éblouissement. A 8 heures précises, un ami de Kelche arriva de Londres le demander. Le maître de la maison lui dit que Kelche arriverait à 9 heures. Effectivement, à l'heure indiquée, il fit son entrée dans la salle et demanda, en nous voyant, un absinthe.

Mes dispositions, en qualité de chef de service, furent prises immédiatement. J'ordonnai à Letourneur d'empoigner le nouveau venu, Herbert et moi, nous nous levâmes en allant vers Kelche. Aussitôt que j'arrivai à sa portée, je le saisis par le collet en lui disant :

— Au nom de la loi, je vous arrête !

Il m'échappa des mains, il échappa également des mains d'Herbert, prit par la salle à

manger, traversa un corridor, sauta par une fenêtre et tomba dans le mur d'enceinte. Une porte donnait dans la campagne. Si elle se fût trouvée ouverte, il nous échappait. Mais son heure avait sonné.

La maison portait le numéro 13, nous étions un vendredi ; nous nous étions vus, pour la première fois, un vendredi. — J'avais eu deux éblouissements pareils à ceux que j'avais eus lors de mes duels au régiment ; il devait y avoir du sang (1).

La porte lui ayant résisté, Kelche, en homme de cœur, tira un pistolet de sa poche.

Je l'avais suivi partout; mais dès que je le vis arrêter, tirer un pistolet et me coucher en joue, je fis comme lui. Nous étions alors à trente pas.

Nous fîmes feu tous deux. Une seule détonation se fit entendre, les coups ayant été tirés ensemble.

Il tomba baigné dans son sang son pistolet fumant à la main !

La balle lui était entrée entre l'œil droit et

(1) Superstition de Corse.

le nez, et était allée se loger derrière l'oreille gauche.

Au bruit de la détonation, l'ami et complice de Kelche accourut (Letourneur ne l'ayant pas pu arrêter). Au moment où il franchissait le mur, je fis feu sur lui et lui cassai l'épaule gauche.

A dix heures précises, nous entrions dans la cour de la préfecture avec un mort et un blessé.

Je m'élançai dans le cabinet de Piétri, en criant : Victoire! Il me sauta au cou, me donna 1,000 francs, et courut annoncer la nouvelle aux Tuileries et à tous les ministres qui en attendaient le résultat avec la plus vive impatience.

Le soir, je fus le héros des salons ministériels. L'Empereur me donna 10,000 francs, de Maupas, ministre, 5,000 francs; quant à M. Piétri, je ne saurais le dire.

L'Impératrice me prit ma fille et la plaça, à ses frais, jusqu'à l'âge de 18 ans, au couvent d'Ivry.

Le jour même, je fus attaché et chargé de la surveillance personnelle de Sa Majesté Napoléon III.

MM. de Persigny et Piétri, en me chargeant

de cette délicate mission, me donnèrent cette consigne :

« Nous vous chargeons de la surveillance
» de l'Empereur. N'importe où Sa Majesté ira
» vous ne devez jamais le quitter, pas plus en
» France qu'à l'étranger. Qui que ce soit ne
» doit l'approcher, sans y être appelé par
» l'Empereur, dès qu'il sera hors des Tuile-
» ries. Dans l'intérieur, à moins d'y être
» appelé, vous n'êtes responsable de rien. Si
» vous voyagez en France, toute la police et
» la gendarmerie, où vous passerez avec Leurs
» Majestés Impériales, seront placées sous vos
» ordres. MM. les préfets en seront instruits
» officiellement. »

Maintenant, chers lecteurs, ce n'est pas avec ma plume que je voudrais vous annoncer quelque chose, mais avec celle du grand Dumas.

Je vous dirai que je ne suis pas du tout certain que ce soit moi, qui étais autrefois berger corse, qui restai *cinq ans*, seul avec son oncle, au milieu des makis de son pays, presque sauvage, sans voir ni maison, ni village. Et aujourd'hui, par un changement fabuleux, extraordinaire (je crois qu'il y a métempsycose,) que je me suis promené aux Tuileries, avec

Napoléon, à Windsor avec Victoria, à Turin avec Victor-Emmanuel, à Rome avec Pie IX, à Madrid avec Isabelle, à Portici avec François II et à Francfort avec François-Joseph, Maximilien de Bavière, etc., etc., etc. Et pourtant c'est la vérité. La vérité, rien que la vérité, parce que j'ai pour l'affirmer les deux tiers de la France, qui m'ont vu avec la cour. J'ai en outre tous les ministres, tous les dignitaires de l'empire, qui m'ont vu et parlé ; à Paris, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à Lille, à Grenoble, à Dieppe, à Biarritz, à Saint-Cloud, à Fontainebleau, et enfin, tous les jours, des Tuileries au Bois de Boulogne.

Eh bien ! chers lecteurs, l'homme qui a fait tout cela, qui a sauvé la vie de son empereur et *bien autre chose* encore ! ! végète à présent, sur la terre étrangère ; tandis que ceux qui ont insulté, combattu, dénoncé, arrêté, bafoué, jugé et condamné le prince Louis-Charles-Napoléon reçoivent par l'empereur Napoléon, 25, 30, 40 et 100,000 francs... Et qu'on dise encore que les Bonaparte sont des ingrats ?

CHAPITRE V.

DUC DE MORNY.

En parlant du duc de Morny, je ne parlerai ni de sa naissance mystérieuse, ni de sa jeunesse d'officier africain; encore moins de ses entreprises commerciales—et surtout du Grand-Central! — ni de ses affaires de tableaux à la cour du Czar, si spirituellement dévoilées par lord Peel, après son voyage à Saint-Pétersbourg, mais d'un fait que peu de personnes savent.

Ce qui est certain, c'est qu'il a été accepté pour leur fils par le comte et la comtesse de Morny, pauvres gentilshommes d'Auvergne.

L'Europe se rappelle encore les fêtes extraordinaires qui eurent lieu, dans la capitale de la Russie, pour le couronnement de l'empereur Alexandre II.

Celle qui fut la plus admirée, la plus éclatante de richesse et de goût, fut, au dire de tous les chroniqueurs, celle que donna M. le duc de Morny, ambassadeur extraordinaire et

représentant la France, à l'occasion de cet événement historique, après la guerre de Crimée.

Quelques jours après, les journaux, en annonçant l'éclat et les cérémonies de la fête (à laquelle avaient assisté Leurs Majestés Impériales moscovites) annonçaient que le mandataire de Napoléon épousait une princesse de la cour de Russie.

A la lecture de cette nouvelle, M[me] la comtesse Lehon, qui avait droit de s'en étonner, écrivit à son associé une lettre ainsi conçue :

« Monsieur,

» Les journaux de l'Europe annoncent votre
» mariage avec une princesse de Russie.

» Je vous préviens que si vous ne faites pas
» démentir cela, au reçu de la présente, je
» livre à la publicité toutes vos informées, qui
» sont, comme vous savez, en ma possession,
» en commençant par celles qui regardent le
» coup d'État, 2 décembre 1851.

» Signé : la comtesse Lehon. »

J ignore l'effet que cette missive fit à Saint-Pétersbourg (je n'y étais pas), mais aux Tuileries (où j'étais) l'effet fut immense.

Le duc de Morny, en recevant la lettre de son ancienne *bienfaitrice*, avait écrit en marge :

« Sire, agissez, et vite, ou nous serons l'ob-
» jet d'un grand scandale !

» Signé : DE MORNY. »

Puis il avait renvoyé la lettre à S. M. Napoléon III, par un courrier extraordinaire.

L'empereur, en la lisant, fit appeler immédiatement Piétri, lui en donna connaissance et lui demanda un homme capable d'aller chez la comtesse Lehon, prendre les papiers de force ou de bonne volonté.

Toute la police du château fut mise en mouvement pour me trouver. Le général Rollin, plus heureux que tous les autres, me trouva assis sur le parapet du Pont-Royal, me prit par le bras et me dit que tout Paris était à ma poursuite pour m'arrêter, mort ou vif, et me conduire devant S. M. Impériale. Tout en disant cela, nous étions arrivés dans le salon des aides de camp et chambellans de service, qui, en me voyant, se précipitèrent tous à la porte du cabinet impérial pour annoncer mon arrivée.

En entrant dans le sanctuaire du chef de l'Etat, Piétri, seul, debout, s'y trouvait. S. M. I. se leva, me montra la lettre et me demanda si je croyais réussir. Dans ce moment un aide de camp fit passer un pli à l'adresse du préfet de police, qui s'empressa de l'ouvrir et de le passer à l'Empereur, qui lut ce qui suit :

« Monsieur le préfet,

» J'ai le regret de vous annoncer que la
» comtesse Lehon, à l'annonce du mariage du
» comte de Morny, a vendu aux Orléanistes
» tous les papiers, lettres, etc., etc., qui
» avaient trait au coup d'Etat du Deux-Dé-
» cembre. »

Sa Majesté s'arrêta pensive.

— C'est trop tard, exclama Piétri !

— Pas du tout, Monsieur le préfet.

— Et pourquoi? dit Napoléon en me regardant.

— Parce que, Sire, je ne crois pas que la comtesse vende les papiers avant qu'elle ait reçu la réponse à sa lettre,

— Je le crois aussi, repondit l'Empereur. Partez de suite, ajouta-t-il, et agissez vivement si la prudence échoue.

Je sortis du cabinet en me dirigeant vers les Champs-Élysées.

En traversant le jardin des Tuileries je fus rejoint par le préfet de police qui marmottait : Canaille de Morny ! s'il avait été pendu quand il a volé des millions ! Avait-il besoin de confier à cette péronnelle les papiers de l'Empereur ! Pense un peu dans quelle position il nous a mis, si les papiers sont à Londres ! Nous voilà déshonorés aux yeux du monde ! Si tu touches à cette femme, les Orléanistes feront du scandale ! Et si tu ne rapportes pas les papiers, que dira Sa Majesté ?

— Il dira ce qu'il voudra, dis-je machinalement, sans savoir par où m'y prendre pour les enlever des mains de la comtesse !

Je dirai ici, une fois pour toutes :

L'homme le plus dévoué à Napoléon III, c'était Piétri ! mais autant il était dévoué, autant il avait peur des scandales.

En arrivant à la porte de l'hôtel, Piétri me laissa. Je montais les escaliers, sans avoir encore de plan arrêté, et me faisant annoncer,

j'entrais au salon où je me trouvais, face à face, avec l'ex-amie du duc d'Orléans. Il était alors huit heures du soir.

— Oh ! quel miracle ! me dit-elle en me voyant, qui vous amène par ici à cette heure ?

— Je viens chercher le comte, répondis-je.

— Pour en faire un ambassadeur !

— Oh ! madame, il est encore jeune pour ce poste; mais on en fera autre chose en attendant.

— Jamais, monsieur, mon fils n'acceptera rien de votre gouvernement !

— Pas même ambassadeur ? dis-je en riant et en prenant une chaise près d'elle.

Alors, elle m'annonça que de Morny avait voulu amener son Léon en Russie, mais que le prince Murat l'avait emporté en y faisant nommer son cousin. Pendant ce récit, son fils arriva et vint à moi. Je lui dis à haute voix (exprès pour sa mère) que je venais le chercher pour une partie à la Maison dorée.

Nous quittâmes la comtesse, et au lieu d'aller vers le boulevard des Italiens, j'entraînais le jeune comte vers la barrière de l'Étoile. En passant sous l'Arc, je dis au fils de la comtesse que j'avais à lui parler de choses de la plus haute importance.

Dès qu'il se vit dans l'obscurité, son courage l'abandonna, et au lieu d'attendre que je l'interrogeasse, il alla presque lui-même au-devant de moi. Il m'arrêta par le bras et me dit :

— Où me conduisez-vous? Vous avez été l'ami et vous êtes encore l'ami de la maison! A ce titre, monsieur, je crois que la lettre qui a paru dans les journaux va nous amener, à ma mère et à moi, bien des déboires! Mais quoi qu'il m'arrive je m'attends à tout, regrettant seulement de ne pas pouvoir faire savoir à S. M. I. qu'il n'a pas un homme plus dévoué que moi et qu'à ce titre, je désire qu'il sache que les opinions de ma mère n'ont jamais été les miennes.

— Je suis heureux, monsieur le comte, de vous entendre proclamer ces principes, *surtout ce soir*, parce que des misérables ont profité justement de la lettre en question, pour faire un rapport épouvantable et, dans leur haine, ils sont allés jusqu'à dire que vous étiez parti pour Londres avec tous les papiers intimes du comte de Morny pour les vendre aux orléanistes.

— Ils en ont menti! c'est faux! très-faux! Tous les papiers de M. de Morny sont dans

une cassette enfermée, dans la commode de maman !

— J'en étais persuadé d'avance, et je ne suis pas venu ni pour les papiers, ni pour la cassette, je suis venu, en ami, pour vous prévenir de vous tranquilliser et de rester tranquille. Mais puisque vous avez témoigné vous-même le plaisir d'être présenté à S. M. I., je veux vous y conduire immédiatement, non pour la visite, mais afin de démentir énergiquement les faux rapports. Ces agents secrets sont si infâmes que, si vous ne démentez pas le premier, ils sont capables de vous faire deux rapports par jour.

Le préfet de police, placé derrière nous, ne perdait pas un mot de notre conversation.

Nous retournâmes ; il était pressé de parler au chef du gouvernement. En retournant par l'Élysée, je me rendis au poste des sergents de ville. J'ordonnai à l'officier de paix d'aller de suite cerner l'hôtel de la comtesse, et de ne laisser entrer ni sortir personne, sans que l'ordre n'en soit donné par M. le comte ou par moi.

— Pourquoi faites-vous cela ? est-ce que maman est en état d'arrestation ?

— Votre maman est libre, monsieur le comte, mais je ne veux pas que de faux agents, ou des agents trop zélés viennent la faire *chanter*.

En rentrant dans le cabinet de Napoléon où Piétri nous avait précédé, je dis à haute voix :

— Sire, j'ai l'honneur de vous présenter M. le comte Lehon, qui désire mettre ses hommages respectueux aux pieds de son auguste souverain et vous annoncer lui-même, que les papiers de Morny sont dans la chambre de la comtesse.

A cette annonce, faite un peu gauchement, Sa Majesté Impériale leva les yeux, me regarda en riant, mais aux mots : les papiers de Morny sont dans la chambre de la comtesse, il tendit la main au jeune Lehon et le fit asseoir près de lui, en lui disant :

— C'est aujourd'hui que vous avez vu les papiers ?

— Oui, sire, et si Sa Majesté me le permet, je vais à présent les chercher !

— Merci, monsieur le comte, faites un petit mot à la comtesse, nous allons y envoyer Griscelli.

Le jeune solliciteur s'attabla au bureau de l'Empereur et écrivit ces mots :

« Bonne maman,

» Je t'écris du cabinet de S. M. I. où je suis
» encore, ému de la réception que S. M. m'a
» faite, fais-moi le plaisir de remettre à l'ami
» Griscelli, la boîte où sont les papiers du
» comte de Morny; l'Empereur le désire et ton
» dévoué fils le demande.

» Signé Cte L. LeHON. »

Muni de ce talisman, je m'élançai dans le jardin, où Piétri me rejoignit pour me demander pourquoi j'avais fait cerner la comtesse ?

— Je vous conterai cela demain, marchons, lui dis-je.

En arrivant à la porte je laissai de nouveau le préfet et montai rapidement les escaliers.

En entrant dans le salon, la comtesse vint à moi, me menaçant des poings et criant comme une folle :

— Où est mon fils! vous l'avez assassiné! je suis arrêtée, ma maison est cernée par les mouchards! mon fils! mon fils! répondez-donc!

Pendant ces reproches, j'étais resté comme une statue.

Dès qu'elle m'ordonna de parler, pour toute réponse je lui fis passer la lettre de son fils. Elle s'en empara en tremblant. En la parcourant, elle s'arrêta aux mots : « donne la boîte » :

— Jamais ! jamais !

Et elle cria si fort que Piétri et l'officier, croyant que je l'avais assassinée, parurent dans le salon.

A la vue de ces deux messieurs, elle courut dans sa chambre :

— Je cède à la force ! je protesterai devant toute l'Europe contre le gouvernement du sabre et des mouchards !

Je l'avais suivie, elle me donna la boîte. En passant dans le salon, je l'offris à M. le préfet qui la refusa, disant :

— Porte-la toi-même à l'Empereur. Je veux rester pour l'apaiser. En t'en allant, dis aux sergents de ville qu'ils rentrent au poste.

En me présentant au cabinet de Napoléon avec la cassette, sa figure s'illumina.

Il l'ouvrit. A mesure qu'il retirait les papiers, ses yeux jetaient des éclairs de joie.

Il tendit de nouveau la main au comte Lehon en lui disant :

— Comptez sur mon affection,

Et s'adressant à Piétri :

— Vous viendrez déjeuner demain matin.

Quant à vous, Griscelli, venez au salon de service demain à 8 heures du matin.

— Oui, sire.

Nous partîmes tous trois des Tuileries pour aller chez Duhem, au Palais Royal, où Piétri nous paya à souper. Il était 2 heures du matin.

Le lendemain, à 8 heures précises, j'arrivais au salon de service quand l'Empereur m'appela dans son cabinet. L'Impératrice était présente. Il me donna 6,000 francs et voulut que je lui dise comment je m'étais pris pour avoir la boîte. Ce que je fis — le récit avait été payé d'avance.

Quant au comte, le lendemain il était maître de requêtes. Il est aujourd'hui député, président du Conseil général, officier de la Légion d'honneur, etc., etc.

De Morny se maria en Russie et amena sa jeune épouse à Paris. Les premières personnes qui se présentèrent à la présidence furent M. et Mme la comtesse Lehon.

Le premier jour où les jeunes époux sortirent, ils allèrent à l'Élysée, chez la comtesse Lehon.

En 1861, étant à Baden-Baden, je fis la rencontre du comte Lehon.

Il m'invita à dîner à Stéphanie-Baden.

Le lendemain en partant, il me donna, au moment de monter en chemin de fer, une lettre à mon adresse.

Je l'ouvris, elle contenait deux billets de banque de mille francs chacun, avec ces lignes ;

« Le service que j'ai reçu de vous est un de » ceux que l'on n'acquitte jamais. Regrettant » de ne pouvoir davantage aujourd'hui, recevez » l'assurance de mon affection éternelle.

» (Signé) Cte Lehon,
» député de l'Aisne. »

CHAPITRE VI.

DUC DE PERSIGNY.

Ce grand dignitaire de l'empire est né dans un village, près de Saint-Étienne, de bien pauvres gens. Son véritable nom est François

Fialin. Il est inscrit et baptisé sous ce nom, a tiré au sort et pris un congé, comme maréchal-des-logis de dragons, toujours sous le nom de François Fialin.

Au moment de quitter le régiment, eut lieu l'échauffourée du général Le Breton. L'audacieux Fialin se présenta, à son arrivée à Paris, au commandant Parquin, en disant que son colonel l'avait renvoyé sans certificat de bonne conduite, parce qu'il était bonapartiste.

Ce parti, qui alors prenait tout, accepta Fialin et l'envoya à Londres, auprès du prince Napoléon. — Des gens bien renseignés assurent que l'ex-maréchal-des-logis recevait de l'argent du gouvernement de Juillet.

Lorsque le prétendant se présenta à Strasbourg, pour renverser Louis-Philippe, Fialin avait été nommé sergent-major.

Et c'est avec ce grade que, le matin, pendant que son maître, avec le colonel Vaudray, était à la tête du 4e artillerie, le *nommé Fialin*, sergent-major, au lieu de se faire arrêter, les armes à la main, avec ses complices, s'en alla bel et bien chez le général de Norial dire tout ce qui se passait à la caserne des artilleurs.

Le prince fut envoyé en Amérique et tous

ses co-accusés furent arrêtés, jugés, etc., etc. M. Fialin se promena librement, tant qu'il voulut, à Strasbourg, puis se dirigea encore librement vers la capitale; et chose digne de remarque, le juge d'instruction et le président des assises, firent le procès et jugèrent tous les accusés sans interroger (publiquement du moins) le sergent-major Fialin.

Quelques années plus tard nous trouvons encore M. Fialin à Londres, avec le prince-prétendant qui avait quitté l'Amérique pour se réfugier en Angleterre. Et dans la seconde tentative impérialiste, à Boulogne, l'ex-sergent-major de Strasbourg avait repris ses galons et son rang de bataille, sous les ordres du sous-lieutenant Aladenise.

Arrêté et jugé par la cour des pairs, Fialin fut condamné à vingt ans de réclusion.

La république de 48 lui ouvrit les portes du fort Saint-Michel.

En arrivant à Paris il rencontra le prince Napoléon, qui était venu de Londres offrir ses services à la France. Le maître retourna en Angleterre. Le domestique s'en alla dans son village, où les électeurs le nommèrent représentant du peuple.

Aux élections présidentielles, M. Fialin fut un des agents les plus actifs du parti napoléonien.

Après le 10 décembre, lorsque le président de la république fut installé à l'Élysée, M. Fialin disparut pour faire place à M. de Persigny.

Je laisse à d'autres historiographes le soin de nous montrer de Persigny ambassadeur, ministre, membre du conseil privé, président du conseil général, etc., etc., etc.

Moi, je ne veux m'occuper que de dévoiler les suites et les incidents de son mariage avec la fille du prince de la Moskowa, qui avait épousé Mlle Lafitte. De ce mariage est issu, au milieu d'une lutte acharnée de deux caractères irréconciliables, un fils et une fille.

Le fils était au collége, et la jeune fille était au couvent.

Les auteurs de leurs jours ne se voyaient plus depuis longtemps.

Mlle de la Moskowa avec son père, général de cavalerie, son oncle, veneur, fut présenté à la cour et alla aux chasses de Compiègne, où bien des cancans furent faits sur son intimité avec le chef de l'État. Au retour de ces plaisirs

impériaux, elle épousait M. de Persigny. Sa dot était immense. Laffitte avait laissé, disait-on, *quatorze millions*.

L'ex-prisonnier de Saint-Michel avait donc eu une dot de sept millions!

Très-peu de mois après cette union, le jeune collégien fut trouvé mort dans son lit!

On a dit beaucoup de choses sur cette mort imprévue; on est allé jusqu'à assurer que Zambo avait été *vu*, le soir, rôdant autour du collége (1).

L'ex-maréchal-des-logis avait alors une dot de *quatorze millions*. Mais, ajoutons en passant, que cette dot colossale était entre les mains de la fille de l'ex-banquier, qui par une mesure de prévoyance, avait été instituée légataire universelle et qui s'était opposée de toute son énergie au mariage de sa fille avec F. Fialin de Persigny, mais on avait passé outre.

M[lle] Lafitte, depuis qu'elle était séparée de son mari, le prince de la Moskowa, était retournée dans sa maison de la rue Lafitte, n° 37. Là, elle vivait très-retirée; quelques visites, Bé-

(1) Je raconte ici des on-dit que je n'affirme pas, n'ayant pas été acteur dans l'affaire.

ranger et quelques amis de son père venaient seuls la voir.

Une seule femme de chambre (M[lle] Victoria), jeune fille qu'elle avait élevée, était l'unique compagnie et la seule société de la fille de l'ancien ministre des finances de Louis-Philippe, qui avait reçu chez elle tout ce que la France a de plus illustre.

Un agent de la police Piétri, payé par Persigny, s'introduisit chez elle pour gagner la femme de chambre à la cause de ce dernier.

Ne pouvant la séduire, l'agent l'arrêta et la fit enfermer à la Conciergerie... Trois jours après, elle sortait et sa maîtresse la faisait marier avec M. Dumont, ex-employé de la maison.

Le jour même de son mariage, M. Dumont fut arrêté et expulsé de France. Il alla s'établir à La Chaux-de-Fonds (Suisse).

Quelle fut l'infernale intrigue organisée par M. de Persigny? Il parvint, dit-on, à s'emparer de la fortune en faisant mettre sa belle-mère sous conseil judiciaire, sous prétexte de folie. Ce qui est vrai, c'est que les compatriotes de Guillaume Tell ont vu la fille du banquier Lafitte, belle-mère du duc de

Persigny, veuve du prince de la Moskowa, végéter et vivre aux dépens de son ancien employé et de sa femme de chambre (voir, pour plus amples renseignements, la brochure : *Marchand de Genève*), grâce à la générosité de son beau-fils et à la police Piétri !

CHAPITRE VII.

BACCIOCHI.

M. Bacciochi est né à Ajaccio, à ce titre il est deux fois parent des Bonaparte. — Tous les Corses se disent parents du grand capitaine. — En 1847, il se sauva de chez lui, pour échapper à plusieurs prises de corps, et se réfugia à Bastia, dans la maison du vigneron Catoni. Après l'élection du prince Napoléon à la présidence de la République, il emprunta 200 francs à l'avocat Carbuccia et se rendit à Paris.

Peu de jours après il était installé à l'Elysée

auprès de son soi-disant cousin, et fut créé comte.

D'une nullité en tout, il a su se faire une fortune considérable, en escomptant à un prix très-élevé la signature de son souverain et maître, pour des concessions plus ou moins pures :

Comme les docks Napoléon, les omnibus de Londres, la fusion des omnibus de Paris, l'augmentation de 500 voitures de place, les eaux de Vichy, les docks de Marseille et la concession du port d'Ajaccio donnés à Armand, de Bordeaux, sans soumission cachetée.

Dans la faillite Mirès on a trouvé que le comte de Bacciochi avait reçu un million pour *services rendus*.

Son auguste cousin en apprenant les tripotages de son chambellan avec le juif, le nomma surintendant des théâtres et directeur de la musique de la chapelle impériale afin qu'il pût, à son aise, choisir les *bons jarrets* pour les usages des débauchés ses amis.

Dans son opulence princière de commensal impérial, il a su dignement récompenser ses connaissances.

Catoni, le vigneron de Bastia, est nommé

inspecteur des théâtres et chevalier de la Légion d'honneur. Un enfant naturel qu'il a eu avec la servante de Catoni, est appelé aux Tuileries en qualité de brosseur domestique. Aujourd'hui le jeune Bertora est secrétaire du chambellan et chevalier de la Légion d'honneur.

L'avocat Carbuccia, qui lui prêta les deux cents francs, est nommé d'emblée président de chambre à la cour impériale de Bastia.

Ses amis assurent que Bacciochi a aujourd'hui une fortune de *cinq millions*.

CHAPITRE VIII.

LE DOCTEUR CONNEAU.

Les méchants ont dit que le docteur Conneau était aide de cuisine chez la reine Hortense. Je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est que la reine de Hollande, en mourant, lui fit promettre de ne jamais abandonner son fils, et que, sauf quelques intervalles, M. Conneau a tenu parole.

En 1831, lorsque le prince s'échappa de Arenenberg pour aller en Pologne, le docteur fut mis à sa poursuite et fut arrêté à Augsbourg. Au moment d'être conduit en prison, il dit qu'il était atteint du choléra. Ses geôliers furent épouvantés.

Deux jours après il ramenait le fugitif au sein maternel.

Arrêté à Strasbourg et à Boulogne, il a toujours partagé la fortune de son maître. Quand il aida à l'évasion du fort de Ham et qu'il fut appelé devant le président, il répondit :

— Je l'ai fait évader, parce que je l'aime!

Après l'Empire, il a été nommé successivement, premier médecin de la cour, directeur des secours et député. Il s'est marié à Mlle Pasqualini, peintre, chez qui il se rendait pour porter des secours.

Il fit nommer son beau-père inspecteur des beaux-arts.

Avec toutes ces qualités le docteur Conneau, s'il eût vécu au temps de Molière, aurait bien certainement figuré à côté d'Harpagon et de Fozius pour la faiblesse que notre héros a eu après la guerre de Crimée.

Voyant que la France et l'Irlande se préparaient à offrir des épées d'honneur aux vainqueurs de Sébastopol, dans les personnes du maréchal Pélissier et du général Mac-Mahon, et que personne ne pensait au docteur Conneau, il fit venir de la Corse un neveu de sa femme, percepteur des contributions à la Porta et lui tint ce langage :

— Colombani, mon neveu, je veux que vous donniez votre démission de membre de conseil général de la Corse. Le préfet recevra ordre de me faire nommer à votre place.

Le jour des élections vous ouvrirez une souscription pour m'offrir une épée d'honneur. Voici de l'argent pour l'acheter et pour payer à boire à tous les électeurs !

Quelques mois après, le *Moniteur universel* annonçait à la France que le docteur Conneau était nommé membre du Conseil général à l'unanimité des voix, en remplacement de M. Colombani, dont la démission avait été acceptée, et que tout le canton avait voté une épée d'honneur au médecin de leur empereur.

Par le même décret, le percepteur Colombani était nommé receveur de l'arrondissement de Corti.

Oh! pauvre France! N'est-ce pas le cas de dire, à tels maîtres tels valets??

CHAPITRE IX.

FOULD.

Pour arriver à l'anecdote très-curieuse qui concerne le célèbre financier, il faut que je commence plus haut, c'est-à-dire au voyage de Dieppe, où le fait eut lieu.

Après le mariage de Leurs Majestés Impériales, toutes deux témoignèrent le désir de faire un voyage en France, voyage bien légitime s'il en fût. L'un était désireux de montrer à ceux qui lui avaient donné tant de preuves d'un dévouement et d'une persistance aveugles, en le nommant : député, président de la république et empereur, de leur montrer, dis-je, la nouvelle impératrice; l'autre était également désireuse de se montrer impératrice des Fran-

çais, quand elle n'avait été que jeune fille espagnole.

Le conseil des ministres consulté, à cet effet, s'y opposa par les motifs ci-après :

1° Les deux tiers des départements étaient en état de siége.

2° Plus de 20,000 Français étaient en prison, ou exilés.

3° Le mariage avec une Espagnole était antipathique dans les campagnes.

S. E. Saint-Arnaud, ministre de la guerre, combattit ces obstacles. Il voulait que l'empereur voyageât au milieu des baïonnettes.

S. E. de Maupas, ministre de la police, voulait également le voyage, mais pour sa sûreté, il voulait que toute la gendarmerie et toute la police de France fussent sur pied !

Ces idées furent chaleureusement combattues par le ministre des finances Fould.

M. Piétri et moi fûmes mandés chez de Persigny, ministre de l'intérieur. S. E. nous fit entrer dans son cabinet, et la discussion commença :

Le ministre de l'intérieur nous dit que LL. MM. II. voulaient voyager, n'importe où ! et qu'ils voulaient s'absenter un mois !

Nous étalâmes la carte de France, et nous nous arrêtâmes à Dieppe, petit port de mer dans la Seine-Inférieure. Là, l'Empereur devait prendre (sensément) des bains de mer.

Dieppe fut approuvé, le lendemain, au conseil des ministres.

Le jour même cent sergents de ville, choisis, furent habillés à la française. Ils devaient s'échelonner, deux par deux, à toutes les stations, pendant la route, pour exciter la population à se porter en masse afin de crier : Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice ! Vive le sauveur de la France ! etc., etc., lorsque le train impérial viendrait à passer.

Puis ils devaient se rendre à Dieppe, se loger séparément et faire semblant de ne pas se connaître, à moins de cas graves. Ils devaient se promener sur la plage, aux bains, en amateurs.

Ce personnel recevait, outre ses appointements, 10 francs de haute paye.

Persigny, de son côté, pour gagner les paysans de la ville et des environs, partit de Paris, deux jours avant la cour, avec une corbeille de croix d'honneur.

Le maire, deux adjoints, quatre conseillers

municipaux, deux médecins, deux pharmaciens, les directeurs de l'hôpital, de la banque, du Mont-de-piété, et presque tous les maires des communes rurales, reçurent le ruban rouge.

Cinquante mille francs furent distribués : aux bureaux de bienfaisance, aux hôpitaux, aux couvents et aux pauvres de l'arrondissement. Tous les effets du Mont-de-Piété furent dégagés !

Aussitôt que ces préparatifs furent terminés, Leurs Majestés Impériales, M. et Mme de Montebello, le général Fleury et Tascher de la Pagerie partirent de Paris. A chaque station, les gens *bien vêtus* firent preuve de dévouement et de poumons, en criant selon le programme.

Malgré toutes ces croix et des dépenses qui montèrent à des sommes énormes, la bourgeoisie aisée de Dieppe refusa de prêter ses filles vêtues de blanc, pour aller à la gare offrir un bouquet à la fille de Mme de Montijo. On fut forcé de prendre vingt orphelines dans les hôpitaux, pour remplir cette partie du programme de la fête.

En 1831, quand Louis-Philippe se présenta pour rentrer à Dieppe, en allant à Eu, il fut

reçu par un charivari épouvantable et aux cris de : Vive la duchesse de Berry ! Vive Henry V ! A bas Philippe Egalité.

Les compatriotes du grand Duquesne se souvenaient des bienfaits de la branche aînée, qui a laissé dans toute la Normandie des marques ineffaçables de générosité.

A six heures du soir, dès que le train impérial entra dans la station, une explosion formidable se fit entendre de : *Vive le sauveur de la France.* Les gens bien vêtus et les nouveaux chevaliers avaient gagné leur prime.

La voiture impériale fut entourée de jeunes filles, des nouveaux décorés et des baigneurs de Piétri, et accompagnée à travers la ville, aux cris de *Vive l'Empereur ! Vive l'Impératrice !* jusqu'à la mairie. En y entrant, Napoléon aperçut de Persigny et, dans sa joie naïve, alla directement à son ministre et lui dit :

— Ecoutez ces cris d'allégresse ; ils nous accompagnent depuis Paris.... Vous autres, ministres, vous méconnaissez la France bonapartiste !

L'empereur des Français, avec toute son intelligence, n'avait pas découvert la ficelle de Piétri qui, de Paris à Dieppe, le faisait mar-

cher comme dans un décor d'opéra. Il ne se doutait pas que cet enthousiasme de commande coûtait à la France et aux contribuables la somme assez rondelette d'*un million de francs!* sans compter les accessoires tels que fêtes, bals, steeple-chases que les départements s'imposèrent pour fêter leur souverain.

Leurs Majestés, de plus en plus satisfaites de l'accueil de la population, complétement étourdies par le bruit, ne voyaient pas les 100 mouchards à 10 francs de haute paye. Ils donnèrent le lendemain 100,000 francs pour des travaux, afin de faire un jardin que le crayon de la nouvelle souveraine voulut tracer. Tous les journaux officiels avaient envoyé leurs trompettes pour annoncer tous les jours à l'Europe, les faits et gestes de la nouvelle cour.

Un régiment et un bataillon de chasseurs se succédaient tous les jours à la demeure impériale.

Dans une représentation à grand gala que le département donna à Leurs Majestés Impériales, et où tous les grands dignitaires du nouvel Empire furent convoqués, arriva un fait entre M. Fould et moi qui m'a paru mériter d'être rapporté.

Avant d'entrer au théâtre, l'aide de camp de service, M. de Montebello m'ordonna de l'accompagner afin de visiter la loge impériale. Dès que nous eûmes tout visité, le général me dit :

— Il faut placer deux hommes sûrs au-dessous de la loge. Aussitôt que Leurs Majestés Impériales seront rentrées, vous vous placerez à la porte et vous ne laisserez entrer qui que ce soit (pas même moi) sans ordre de l'Empereur.

Une heure après, la salle du théâtre de Dieppe présentait un aspect féérique. Les épaulettes et les broderies se mariaient aux toilettes ébouriffantes des grandes dames venues de la capitale, en compagnie des dignitaires impériaux... Les agents de police étaient éparpillés dans le théâtre.

Quelques instants après, la musique annonçait l'ouverture de la pièce que les acteurs de Paris allaient jouer. Pendant ce temps, je me plaçais à la porte de la loge impériale. A la fin du premier acte, tous les spectateurs se portèrent dans le corridor et faillirent m'étouffer, mais aucun n'osa toucher à la porte; quand tout à coup S. Exc. M. Fould, ministre des

finances, arriva avec M. Le Roy, préfet de Rouen, Frank-Carré, premier président, et mit la main sur le loquet de la loge sans rien dire.

Je lui dis très-poliment :

— Pardon, Excellence, mais je ne puis vous laisser entrer !

— Vous ne connaissez donc pas le ministre de l'Empereur, dit M. Fould, blême de colère et en élevant la voix.

— Oui, M. le ministre, j'ai l'honneur de vous connaître, répondis-je, en le regardant en face, mais je connais encore mieux ma consigne !

A ces mots beaucoup de dignitaires s'étaient arrêtés.

Le ministre alors, avec un geste de mépris :

— Peuh ! une consigne de police !

Et il ouvrit la porte pour entrer. N'écoutant que ma colère, je le *saisis* par son grand collet de ministre, avec tant de force qu'il alla rouler dans le corridor au milieu de la foule, et tirant mon poignard hors de sa gaîne, je lui dis, en le toisant :

— Si vous n'étiez ministre, vous seriez cadavre !

La musique du second acte rappela les spec-

tateurs dans la salle. M. Fould ne reparut plus dans sa loge.

Alors chacun disait la sienne : que j'avais assassiné le ministre, parce que lui-même avait voulu assassiner l'Empereur pour proclamer le comte de Paris, etc., etc.

Leurs Majestés. Impériales voyant qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire parmi les spectateurs appellèrent l'aide de camp de service. Je le mis au fait de l'affaire avant qu'il n'entra dans la loge; d'où il sortit presque aussitôt en riant aux éclats et me disant que j'avais bien fait.

A la fin du spectacle, et lorsque je m'approchais de la voiture impériale pendant que Leurs Majestés Impériales y montaient, on se bousculait pour voir celui qui avait assassiné M. Fould.

MM. Persigny, Abbatucci et Piétri me donnèrent des poignées de main en me félicitant.

Le lendemain, M. Tascher de la Pagerie vint me dire de me trouver à 10 heures au salon de Leurs Majestés Impériales, où tous les grands dignitaires étaient réunis pour une réception générale. A mon arrivée, tous ces personnages jetèrent les yeux sur moi, bien que presque

tous fussent autour de Fould. Les dignitaires qui ne m'avaient pas encore vu me dévisageaient. LL. EE. Abbatucci et Persigny me regardaient en riant, quand l'huissier annonça à haute voix Leurs Majestés !

L'Empereur, après s'être assis, dit :

— Asseyez-vous, messieurs !

Moi seul j'étais resté debout.

Sa Majesté me fit signe d'approcher. En arrivant à six pas du trône, je m'arrêtai.

Par ordre de l'Empereur, je fus obligé de dire tout ce qui m'était arrivé la veille au théâtre avec S. E. le ministre des finances.

Je le fis, très-lentement, et sans omettre un mot. Aux mots : Si vous n'étiez pas ministre vous seriez cadavre, Napoléon en regardant M. Fould me répondit :

— Et si M. le ministre, au lieu d'agir sagement comme il l'a fait, eût persisté à vouloir entrer, qu'auriez-vous fait?

— Je l'aurais poignardé sur le seuil de la porte, Sire!

— Bravo, mon garçon, cria derrière moi le maréchal Magnan.

Une hilarité générale, que partagèrent Leurs Majestés, répondit à l'impromptu du maréchal.

En me retirant, M. Mocquard, chef de cabinet, m'appela et me donna 2,000 francs de la part de l'empereur et 1,000 francs de la part de l'impératrice.

M. Fould, pour lequel je professe la plus haute estime, ne me pardonna que six ans après, dans une chasse à Fontainebleau, l'affaire de Dieppe.

CHAPITRE X.

SAINT-ARNAUD (ARNAUD LEROY.)

Le général Saint-Arnaud, après avoir été, pour vivre, acteur et professeur d'escrime à Londres, puis comparse au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, est parvenu, plus ou moins honnêtement, au grade de maréchal de France, ministre de la guerre, grand écuyer, commandant en chef de l'armée de Crimée, etc., etc.

Pendant qu'il était ministre de la guerre, il avait un jour accompagné l'Empereur à Vin-

cennes, où Sa Majesté Impériale avait fait manœuvrer la garnison du fort et les capitaines qui, devant passer chefs de bataillon, apprenaient l'équitation. Après le défilé, vers quatre heures du soir, je suivis l'Empereur qui remontait le faubourg Saint-Antoine avec le général de l'Espinasse. Sa Majesté m'appela près de lui et me donna un pli en disant :

— Voyez ce que c'est; vous verrez ce qu'il y a à faire et vous en rendrez compte à Piétri.

Après avoir quitté Sa Majesté au guichet de l'Échelle, je lus ce qui suit :

« Sire,

» Le général Athalin, aide de camp du Roi,
» que le peuple a chassé de Paris, en 1848,
» est à Paris depuis deux jours.

» Je sais qu'il cherche à corrompre des offi-
» ciers de l'armée.

» S'il approche de Vincennes, je le fais fusil-
» ler comme traître à la patrie.

» Signé : DE BOURJOLY, général,
» Commandant le fort de Vincennes. »

Après avoir pris connaissance de ce factum, je me rendis au Palais-Royal pour demander

un employé (Dumoulin), que je connaissais comme ayant servi le général en qualité de valet de chambre, et je le priai de me donner l'adresse de son ancien maître.

Il me dit :

— Rue de la Chaussée-d'Antin, 45 ; mais il n'y est pas. Il est à Colmar dangereusement malade depuis un mois.

J'en fus enchanté, pour le général Athalin d'abord, puis j'étais ravi de prendre en défaut le général de Bourjoly, qui se mêlait, pour faire du zèle, de ce qui ne le regardait pas.

Mais ce ravissement et cet enchantement disparaissaient devant la joie que j'avais de prouver à l'empereur que rien n'était impossible pour arriver à la vérité.

En sortant du Palais-Royal, je me rendis rue de la chaussée d'Antin, 45, et demandai au concierge des nouvelles de la santé du général, il me dit qu'il était très-mal, — plusieurs Orléanistes étaient partis pour Colmar. Munis de ces précieux renseignements, que j'eus soin de mettre par écrit, je me fis conduire chez le préfet de police, à qui je remis le rapport, au nom de l'empereur. En le lisant, Piétri devint pourpre de colère :

— Ah! sacré cochon de général! Est-ce qu'il postule une place de mouchard?

— Le général Athalin est au lit, depuis un mois, dans son château de Colmar.

— Dis-tu vrai?

— Oui, monsieur le préfet, dis-je, et je lui fis connaître les renseignements.

Piétri haussa d'une coudée à ce récit, tant il était content de prendre le Bourjolly en défaut.

Il m'ordonna de faire un contre-rapport et me pria également d'aller le prendre à huit heures le lendemain, pour aller chez Saint-Arnaud, et, ajouta-t-il, pour donner plus de poids à tes renseignements, je vais télégraphier au préfet de Colmar qu'il m'envoie les noms des orléanistes qui sont là chez le général.

Le jour suivant, à huit heures et demie, nous entrions dans le cabinet du ministre de la guerre qui, tout en nous recevant avec affabilité, fut fort étonné de nous voir arriver si matin, et dit en riant :

— Tiens, les deux Corses qui viennent m'arrêter?

— Pour arrêter votre attention, lui répondit le préfet de police en lui passant les deux rapports et la dépêche.

Saint-Arnaud, grand, sec, nerveux, homme vif et emporté quelquefois, parcourut le rapport de Bourjolly et entra dans une si violente colère que ses veines se gonflaient.

Dès qu'il eut fini, il éclata comme une bombe :

— Misérable ! lâche ! soldat indigne d'appartenir à l'armée ! Mais vous ne savez pas ce que ce traître doit au général Athalin ? sans lui, il serait encore le sous-lieutenant Bourjolly ! Il aura quitté Vincennes ou je quitterai le ministère ! Puis par un mouvement irréfléchi il plia les rapports, en nous remerciant, et les mit dans son bureau.

Piétri, très-sensible dans ses prérogatives, allongea la main pour prendre ses rapports. Mais Saint-Arnaud dit que c'était lui qui devait les remettre à l'Empereur.

— C'est moi, et non vous, dit le préfet ! —

— C'est moi, monsieur !

Enfin je voyais le moment où ils allaient se prendre aux cheveux.

Alors, avec une audace inouïe, je leur dis en me plaçant au milieu :

— Ce n'est ni l'un, ni l'autre ! C'est moi, Messieurs ! C'est à moi que Sa Majesté Impé-

riale l'a donné, et c'est encore moi qui dois lui rendre compte du résultat! Et si j'en ai rendu compte à monsieur le préfet, c'est parce qu'il est mon chef, — mais je n'étais pas obligé. — Si monsieur le préfet vous en a rendu compte c'est par l'estime qu'il a pour vous ; mais il était libre de le faire ou de ne pas le faire.

A mesure que je parlais, Piétri faisait tous ses efforts pour ne pas rire. Saint-Arnaud, dès que j'eus fini, me dit :

— Brigand de Corse, tu mériterais que je te fasse fusiller par le poste!

— Avant de donner cet ordre, vous y penseriez deux fois, monsieur le ministre!

— Ah! oui, je ne pensais plus au poignard que tu as montré à Fould! Puis tirant de sa veste un superbe poignard arabe :

— Mais nous en avons aussi des poignards! dit Saint Arnaud en riant et en prenant la main de Piétri. Alors le ministre me donna les rapports, son poignard et sa bourse, en me disant :

— Je désire que tous les employés de M. le préfet te ressemblent!

Je priai alors M. le préfet de donner connaissance au ministre du contre-rapport.

La lecture de cette seconde pièce calma tellement le ministre qu'il tendit en riant les deux mains au préfet avec les deux rapports :

— Et dire que sans ce brigand de Corse nous nous serions battus comme deux portefaix !

Nous partîmes, M. Piétri et moi pour aller aux Tuileries où M. de Saint-Arnaud devait se rendre également. M. le préfet entra seul dans le cabinet de Sa Majesté Impériale. Un instant après arriva le ministre de la guerre.

Avant de sortir ils m'appelèrent. S. M. Napoléon voulut que je lui contasse la querelle de ses deux dignitaires.

Lorsque je dis que Son Excellence m'avait donné son poignard et sa bourse, comme preuve de conviction, je les jetais sur le bureau de l'Empereur qui compta les napoléons. Il y en avait 27. Il dit à M. Piétri :

— Et vous, qu'est-ce que vous donnez?

— Ce que j'ai dans les poches.

Il avait 23 louis.

— 27 et 23 font 50, dit Sa Majesté et 50 que je vous donne font 100 napoléons. Puis prenant le poignard arabe, il me demanda le mien, (superbe stylet corse).

— Lequel préférez-vous?

— Le stylet, Sire, parce qu'il a fait son apprentissage!

Je sortis en laissant les deux dignitaires chez le chef de l'État.

Le *Moniteur* du soir annonça que de Bourjolly était mis à la disposition du gouverneur d'Afrique.

Le ministre de la guerre avait tenu parole.

Et j'ajoute que le maréchal Saint-Arnaud fut pour moi, dès ce jour, un de mes meilleurs bienfaiteurs.

Six ans après, en 1859, j'étais tranquillement installé dans une chambre à l'hôtel Victoria, rue du Mont-Blanc, à Genève (Suisse), quand le maître de l'hôtel vint me prier de prendre ma malle, parce qu'il était forcé de me changer de chambre, à cause d'un voyageur qui arrivait et qui voulait avoir deux chambres au premier.

Je répondis au maître de l'hôtel que je ne voulais pas changer, parce que mon argent valait bien celui d'un autre.

Le général, qui était derrière l'aubergiste, se montra et dit brutalement :

— Eh bien, si vous ne voulez pas partir de

bonne volonté, on vous flanquera à la porte!

— Et puis on me fusillera comme un chien, n'est-ce pas, général de Bourjolly?

Une heure après le faux dénonciateur du baron Athalin prenait la route de Lyon.

CHAPITRE XI.

BAROCHE.

M. Baroche, avocat à Paris, fut un des premiers à offrir ses services à la cause napoléonienne. Tour à tour procureur général et ministre, président de l'Assemblée chargée d'élaborer la nouvelle constitution, président du Conseil d'État et orateur du gouvernement, il a passé du ministère des finances à celui de l'intérieur et, aujourd'hui, à celui de la justice. Pendant longtemps il se glorifia d'être un des députés qui avaient demandé la mise en accusation du ministre Guizot.

Le 2 décembre, bien que vendu depuis long-

temps au président de la république, quand on lui annonça le coup d'État et l'arrestation de ses collègues, il se cacha bel et bien dans sa cave en donnant ordre à ses gens de dire qu'il était parti pour sa campagne. Ce ne fut que le 4 au soir, quand il eut entendu de la bouche de sa femme et de ses fils, que le président était vainqueur de la révolte, qu'il consentit à sortir de sa cachette où il couchait depuis deux nuits.

Le 5 au matin, il alla se jeter aux pieds de Napoléon et lui jurer un dévouement sans bornes. Il fut nommé président de la commission gouvernementale.

C'est Baroche qui a annoncé à son auguste maître les résultats des plébiscites pour la présidence et pour l'Empire.

A la déconfiture Mirès, le fils aîné de Baroche y figurait pour deux cent mille francs, émargés pour services rendus !

A cette nouvelle, Baroche courut chez son souverain pour lui offrir la démission de ses titres.

L'Empereur refusa, en ordonnant que le fils Baroche, maître de requêtes et secrétaire général au ministère de l'agriculture, serait desti-

tué et envoyé deux ans hors du territoire français.

L'autre fils de Baroche fut nommé receveur général dans un département, afin de le mettre à même de se passer des Mirès !

CHAPITRE XII.

TROPLONG.

Ce grand dignitaire de l'empire, premier président du Sénat, premier président de la Cour des comptes, était simple avocat général, à Bastia, lors du voyage de S. A. R. le duc d'Orléans. Sa jeune et trois fois belle épouse (née Girard) s'attacha aux pas du prince royal, lui servit de cicérone et... ne le quitta que lorsqu'elle eut en mains une nomination de président de chambre.

En 1848, elle se rendit à Paris, s'installa au ministère de la justice, en se disant parente de Louis Blanc. Mme Troplong, toujours belle, ne

quitta l'antichambre du ministre républicain (Crémieux) que lorsqu'elle eut obtenu la nomination de son mari, comme premier président à Paris.

Après le 10 décembre, elle se faufila à l'Élysée se disant — comme tout Corse — parente des Bonaparte. Elle frappa à la porte de Piétri, de Bacciochi, de Casabianca et ne cessa d'intriguer que le jour où son mari fut nommé premier président à la cour de cassation.

A l'avénement de l'Empire, Mme Troplong (encore passablement belle) ne quitta les anti-chambres qu'après être devenue présidente du Sénat.

Plus tard, elle voulut être l'épouse d'un académicien. Mais elle n'était plus jeune et le talent de son mari ne séduisit point les immortels.

Aujourd'hui Mme la présidente, installée au Luxembourg, rêve un titre de duchesse. Mais hélas! il se fait bien attendre.

CHAPITRE XIII.

COLLET-MAIGRET.

Ce jeune fonctionnaire, véritable caméléon politique, était orléaniste très-prononcé et secrétaire de Jarry, ex-directeur de la sûreté générale sous Louis-Philippe, avant 1848.

Il était connu pour ses opinions ultra-philippistes. Le lendemain de la révolution de février il devint un républicain enragé. Il fonda un journal républicain dans lequel, avec une ingratitude révoltante, il attaquait avec un cynisme inouï ses anciens bienfaiteurs. Après l'élection du 10 décembre, Collet-Maigret qui, en échange de ses calomnies anti-royalistes, avait été nommé sous-préfet à Bédarieux, fut le premier fonctionnaire républicain qui se déclara ultra-napoléonien. Aux premiers coups de fusil qui furent tirés à Bédarieux, lors du coup d'État, le courageux fonctionnaire se ca-

cha bel et bien dans la cave de l'ingénieur Salomon, d'où il ne sortit que lorsque tout était rentré dans l'ordre. Alors seulement il se rendit à la sous-préfecture, et saisissant sa plume de journaliste sans pudeur, il rédigea un factum ampoulé, dans lequel il établit que grâce à ses mesures stratégiques, les orléanistes et les républicains avaient été écrasés dans toutes les positions, aux cris de : Vive l'Empereur. Et que ceux qui n'avaient pas été tués ou arrêtés, avaient été expulsés de son arrondissement.

Le gouvernement, représenté par M. de Morny, ministre de l'intérieur, fut si satisfait de ce sous-préfet qu'il le nomma secrétaire général de la préfecture de police.

M. Collet-Maigret qui voulait briller au premier rang se fit nommer, à force de courbettes et sur la demande de Piétri, directeur de la sûreté générale. Ses premiers actes, dans ce nouveau poste, furent dirigés contre le préfet de police, à qui il devait son emploi.

M. Piétri qui l'avait placé fut assez puissant pour le déplacer.

Pour fiche de consolation on le nomma receveur général dans le Jura. A la déconfiture

Mirès, on trouva sur les livres de caisse que Collet-Maigret avait émargé la somme de 200,000 francs pour vente de dépêches télégraphiques et secrets d'État. Il a été, cette fois, impitoyablement destitué.

CHAPITRE XIV.

ROTHSCHILD.

Un soir, à l'Élysée, quelques jours après les élections du Dix-Décembre, trois hommes étaient réunis autour d'une table :

Napoléon, président de la République; Rothschild, banquier, et V. Hugo, poëte. Ce dernier, en se baissant, laissa, ou plutôt fit tomber de sa poche un morceau de papier.

— Tiens, dit-il en le ramassant, ce sont des vers qu'une jeune fille m'a adressés aujourd'hui.

Des vers, une jeune fille! ces mots éveillèrent la curiosité de la petite société.

— Lisez-les, dirent les deux compagnons d'Hugo.

La jeune fille suppliait le grand poëte de lui faire obtenir la liberté de son père, détenu à Clichy pour un billet de 500 fr. qu'il avait souscrit pour subvenir à des frais justifiés, en organisant la Société du Dix-Décembre.

Le Président dit au roi de la finance :

— Comme le plus riche, ceci est de votre compétence.

— Je m'en charge, répondit Rothschild.

Le surlendemain, presqu'à la même heure, le capitaine Geffretin (tel est son nom) et sa fille, qu'il avait placée dans un couvent, entraient presqu'ensemble chez eux, place de l'Église, à Montmartre.

Mais quel ne fut pas leur étonnement, en voyant que tout était changé. Les vieux meubles, les vieux rideaux avaient été remplacés par des meubles de boule et des rideaux en batiste. Dans la chambre du vieux militaire, on ne voyait que velours et damas rouge. Dans la chambre de la jeune fille, tout était en soie blanche et velours damasquiné vert. La vieille servante, interrogée par le père et la fille, répondit :

— Deux messieurs sont venus avec une grande voiture pleine d'effets et de meubles. Ils ont enlevé vos vieux, qu'ils ont placés dans la cour. Ils ont mis ceci en place, et, quand ils sont partis, ils m'ont donné ce paquet, en me disant de vous donner cela à votre arrivée.

La jeune fille dit :

— C'est Napoléon qui a fait tout cela, parce que je lui ai adressé une demande en vers pour ta grâce. C'est M. Victor Hugo qui l'a présenté.

Dix mille francs étaient renfermés dans le paquet, à l'adresse de la famille Geffretin.

— C'est lui ! s'écria l'ex-prisonnier. Je le savais bien, moi, quand j'organisais la société du 10 décembre, qu'en dépensant mes économies pour Louis Napoléon, le président de la République me les rembourserait avec de gros intérêts !.. Vive à jamais Napoléon ! répéta de nouveau le vieux grognard.

Neuf mois après, M[lle] la Poëte mettait au monde un garçon. Devant ce spectacle inattendu, le brave militaire, les yeux hagards, saisit l'enfant et dit à sa mère :

— Son père, ou je le tue !

— Rothschild, répondit la fille-mère.

La tête du vieux capitaine tomba sur sa poitrine. Un flot de larmes mouillèrent ses paupières blanches, puis il s'écria :

— Et moi qui croyais que c'était lui qui m'avait donné tout ça, tandis que c'était le déshonneur de ma fille!

Il se leva tout debout, prit son bâton et se rendit à la Bourse. En apercevant le banquier, il alla à lui, et lui parla de sa fille.

Aux premiers mots, le juif dit :

—Assez, assez, monsieur ! tous les jours des filles font des bâtards, puis me sachant riche elles disent : M. Rothschild. Ce dernier n'avait pas achevé qu'il recevait un soufflet qui le renversa. Les sergents de ville arrêtèrent le capitaine et le conduisirent à la préfecture. Deux jours après M. Mahou, juge d'instruction, interrogea le détenu qui coupa court à l'interrogatoire par ces mots :

— Moi, Geffretin, je tuerai le banquier Rothschild, pour avoir déshonoré ma fille, le premier jour que je serai libre!

Puis il signa. Devant cette volonté de fer, il fut conduit à Mazas. Deux jours après, il était en liberté.

Il courut chez sa fille pour la tranquilliser.

Sa bonne lui dit qu'elle avait été appelée chez Rothschild.

M. Mahou, juge d'instruction, après avoir envoyé Geffretin à Mazas, avait été rendre compte à M. Baroche, alors procureur général, de l'étrange déposition signée par l'ex-capitaine. Le procureur général, de son côté, pour éviter un malheur, s'était rendu chez le banquier, qui, de peur d'être assassiné, envoya chercher sa victime, et, dès qu'elle entra dans son cabinet, en présence du chef du parquet, il alla à elle, lui prit la main, la fit asseoir près de lui, en lui demandant :

— Vous êtes donc mère, *mon enfant ?*

— Oui, monsieur le baron, répondit la jeune fille.

— Et quel jour êtes-vous accouchée ?

— Le 15 décembre, monsieur.

— Le 15 décembre, répéta le juif en tirant de son tiroir un carnet. Cette date correspond au 15 mars. C'est juste ça, dit-il avec rage.

Et de peur de faire du bien à un enfant qui n'était peut-être pas à lui tout seul, il montra le carnet à Baroche, lui disant :

— Voyez, monsieur le procureur général, le 15 mars mademoiselle ici présente est venue

à l'Élysée réciter des vers. Elle s'est un peu oubliée. Alors je lui demande en présence de la justice :

— Qui est le père ?

— Dites bien à votre butor de père que, la première fois qu'il m'adressera la parole, je le ferai envoyer à Cayenne.

Il avait à peine achevé le mot qu'une main vigoureuse l'empoignait à la gorge :

— Ah ! canaille ! Après avoir déshonoré la fille, tu veux assassiner le père !

Le procureur général, qui était resté impassible jusque-là, se leva et, saisissant Geffretin, il lui dit :

— Allez-vous-en chez vous, je vous promets qu'il sera rendu justice à votre demoiselle !

Le père et la fille sortirent de l'hôtel, mais, au lieu d'aller chez eux, ils allèrent à l'Elysée et dirent à M. de Persigny tout ce qui leur était arrivé depuis l'entrée du père à Clichy.

En rentrant dans leur logement, la vieille servante donna à ses maîtres un paquet cacheté, pareil à celui qu'ils avaient reçu, il y a neuf mois. En l'ouvrant, le vieux soldat y trouva dix mille francs en billets de banque et un titre de rente de mille francs.

Cette famille demeurait encore à la même adresse en 1862.

CHAPITRE XV.

MOUVILLON DE GLIMES.

M. Mouvillon de Glimes, quoique Espagnol de naissance, a fait ses études en France.

Il a été ambassadeur de don Carlos, à Saint-Pétersbourg. A la chute de ce monarque sans couronne, il voyagea en Italie, en Allemagne, en Angleterre, en Suisse et en Belgique, en compagnie de Mme de Montijo et de la jeune Eugénie. Tous trois descendaient dans le même hôtel, avaient même appartement, même table. Les gens, en les voyant passer, disaient : « Le père, la mère et la fille. »

Lors du mariage de leur chère Eugénie, Mme de Montijo partit pour Madrid; de Glimes resta à Paris et de diplomate se fit financier, en fondant une société en commandite au ca-

pital de 6,000,000 de francs, sous la firme : Société des produits chimiques de Clichy-la-Garenne. Il prit le titre de chimiste et se fit directeur gérant. Il n'avait pas encore de bureaux, pas d'employés, pas une action n'était imprimée, et, chose inouïe, dans la capitale de l'intelligence, les titres de Glimes étaient cotés au parquet des agents de change et faisaient de 25 à 30 francs de prime à la Bourse, grâce à une pressante recommandation venue des marches du trône.

Pour être agréable à la jeune souveraine, les partisans de Napoléon, et bien des employés du château, souscrivirent aux actions des Produits chimiques :

MM. le général Schram . .	30,000	fr.
Id. Fleury . .	25,000	»
Tacher de la Pagerie. .	30,000	»
Hyvois	20,000	»
Galis, régisseur . . .	10,000	»
Alexandry	10,000	»
Vaudrey, général . . .	10,000	»
Griscelli	72,000	»
Thirion, colonel . . .	12,000	»
A reporter. . .	219,000	»

	Report. . .	219,000 fr.
MM.	Belmontet	20,000 »
	Husson, député. . . .	15,000 »
	Sidot.	15,000 »
	de Bassano	25,000 »
	Bertora, employé . . .	5,000 »
	de Lourmel.	10,000 »
	de Pierre	25,000 »
	de Montebello	25,000 »
	de Sauley	25,000 »
	Leveque, banquier, rue de la Victoire, 10 . .	500,000 »
	Valette, banquier, passage Saunier. . . .	350,000 »
	Total. .	1,234,000 fr.

Un million deux cent trente-quatre mille francs.

Aussitôt que l'ex-favori de Mme de Montijo eut escroqué cette somme, avec l'appui de sa chère Eugénie, le comte de Glimes passa les Pyrénées. Une plainte fut immédiatement déposée entre les mains de M. Chaix d'Estange, alors chef du parquet, qui ordonna à M. Camusat de Busserolles, juge d'instruction, d'instruire l'affaire. Des témoins furent enten-

dus. Mais, malgré la puissance des signataires lésés qui demandaient l'extradition et la mise en jugement de Mouvillon de Glimes, une puissance plus forte arrêta net plainte, dépositions des témoins, etc.

M. Chaix devint peu de temps après sénateur, et M. Camusat fut nommé conseiller.

La plainte Mouvillon avait eu de belles funérailles.

CHAPITRE XVI.

DEUX-DÉCEMBRE.

On pourrait dire à l'auteur de ce coup d'État ce que l'Europe disait de son oncle : Il a fait trop de bien pour qu'on en dise du mal. Mais il a fait trop de mal pour qu'on en dise du bien.

A côté de ces opinions et de tant d'écrivains qui ont écrit sur cet anniversaire d'Austerlitz, il faut une grande audace pour oser toucher à cette page d'histoire politique. Que le lecteur

se tranquillise, d'avance, je n'ai que l'audace de mon emploi. Et comme tel, ce n'est pas une page d'histoire que je veux ajouter à tant d'autres. C'est tout simplement un rapport d'agent secret qui a eu le triste privilége d'être acteur et spectateur à la fois de ce fait unique dans les fastes du monde.

Le lecteur intelligent se rappellera sans doute la proposition des questeurs : Baze, Parent, Leflo, etc., qui voulaient tout bonnement se substituer au pouvoir exécutif dans le commandement de l'armée de Paris. C'est de ce jour mémorable qui fit dire à l'illustre historien national : — L'empire est fait! que prit naissance le coup d'État du deux décembre.

Et si la demande de M. Baze eût été votée, les coups de fusil et un nouveau 18 brumaire commençaient immédiatement. Les troupes étaient consignées, les cartouches avaient été distribuées et les chevaux étaient sellés. Le cheval de Saint-Arnaud, ministre de la guerre, piaffait à la porte de l'Assemblée entouré des aides de camp de service, prêts à porter les ordres de leur maître.

A la sortie de la séance, Saint-Arnaud se rendit à l'Élysée. M. de Maupas et M. de Morny

furent appelés dans le cabinet du prince président. A la sortie du conseil, de Maupas avait la liste des suspects et le Deux-Décembre avait trois parrains ou plutôt exécuteurs.

Le préfet de police, en arrivant à la préfecture, fit appeler immédiatement autant d'agents qu'il avait de noms à surveiller et sans que l'un sût ce que faisaient les autres ; ils reçurent pour consigne : Vous suivrez M. X..., député, jour et nuit ; vous devez savoir où il va, ce qu'il fait et les noms des gens qu'il reçoit. Vous n'avez d'ordres à recevoir que de moi. Tous les soirs, après qu'il sera rentré chez lui et qu'il sera couché, *vous m'apporterez votre rapport détaillé.*

Tous ces rapports étaient portés le lendemain au président de la République.

MM. Baze et Cie, de leur côté, conspiraient ! Ils formaient des listes de suspects, choisissaient les officiers de la garde nationale et prenaient la mairie du 10e arrondissement comme siége de réunion pour y créer un gouvernement orléaniste. Malheureusement pour eux, M. de Maupas n'ignorait rien de leurs menées. Le parti républicain, seul, malgré les mécontentements des masses et les cris des journaux, restait coi.

Le premier décembre tous les rapports des agents s'accordaient à dire que les partis allaient se donner la main pour mettre le chef de la République à Vincennes et proclamer sa déchéance. Lui, ce jour-là, se préparait pour une grande soirée musicale. Les invitations étaient déjà distribuées, depuis deux jours, à tous les représentants du peuple, aux hommes d'Etat, aux généraux et à tout ce que Paris renfermait de plus illustre.

Le soir même, pendant qu'il s'habillait pour le concert, on lui annonça que M. de Kerdrel, député légitimiste, demandait avec instance à lui parler. Dès qu'il fut en présence du prince président, l'envoyé des cléricaux bourbons dit :

— Citoyen Président, je viens de la part de mes amis politiques vous annoncer que Paris se prépare pour une grande révolution. Et on assure que le parti orléaniste veut prononcer votre déchéance ! Que dois-je répondre à ceux qui m'ont envoyés?

— Que vous avez vu le Président de la république, qui vous a remercié de votre communication. Mais, que ne voulant pas troubler la paix publique, il attendrait au lendemain pour donner une réponse, attendu que ce soir le

chef de l'État se doit aux gens qui lui feront l'honneur d'assister à sa soirée. Restez au concert, demain nous causerons.

Le concert commença à l'heure indiquée. A minuit précis tout était fini. Les équipages ramenaient chez eux les invités, beaucoup s'en allaient à pied.

Pendant la soirée un ministre, Casabianca, entra dans le cabinet où étaient les plans de la conspiration (resté ouvert par oubli), il y fut surpris par le préfet de police. Invité à mettre son nom au bas des proclamations, il refusa et fut aussitôt arrêté et enfermé dans une chambre jusqu'au lendemain.

Quand tout fut rentré dans le silence, cinq hommes se placèrent dans le cabinet autour d'une table :

Louis-Napoléon, président de la République; Saint-Arnaud, ministre de la guerre; De Maupas, préfet de police, et de Morny, qui avait passé sa soirée à l'Opéra... où une dame d'esprit lui avait dit :

— On va balayer messieurs les députés?

— C'est vrai, répondit le futur ministre de l'intérieur, mais j'ai retenu ma place du côté du manche!

Persigny, de Béville, Edgard Ney et un inconnu que le lecteur devinera étaient dans le salon près du cabinet. Dès que les chefs du coup d'État furent assis, et que le président eût bien voulu expliquer le plan et les mesures générales pour la réussite, le général Magnan, commandant en chef de l'armée de Paris, se leva, prit son chapeau et dit :

— Messieurs, je ne veux *rien savoir*, que S. E. le ministre m'ordonne ce qu'il lui plaira et qu'il me donne un quart d'heure pour exécuter ses ordres.

Aussitôt qu'il fut parti l'inconnu fut appelé dans le cabinet où le prince lui dit :

— Suivez le général Magnan. Il faut qu'il rentre chez lui, et qu'il ne sorte pas avant que vous en ayez l'ordre !

M. Béville fut appelé à son tour.

Il devait se rendre à la caserne des gardes républicaines y prendre un bataillon qui l'attendait dans la cour pour aller cerner l'imprimerie, afin de ne laisser sortir aucun des ouvriers retenus par le directeur Saint-Georges, pour imprimer décrets, proclamations, etc., etc., qui devaient être affichés dans toute la France le 2 décembre 1851.

Toutes ces précautions prises, le prince Napoléon prit dans son tiroir quatre paquets qu'il distribua aux conjurés. Il donna le premier à de Morny; ce paquet contenait 500,000 francs, plus la nomination de ministre de l'intérieur.

Le deuxième paquet fut donné à de Maupas; il renfermait la liste de tous les représentants, généraux, hommes de lettres et chefs de parti qu'on devait arrêter, plus 500,000 francs.

Le troisième paquet, le plus volumineux, fut remis à Saint-Arnaud; il y avait deux millions, dont cinq cent mille francs pour lui et le reste à distribuer selon l'état ci-après :

Les généraux de division . .	10,000 fr.
Id. de brigades . .	6,000 »
Les colonels	2,000 »
Les chefs de bataillon . . .	500 »
Les capitaines	100 »
Les lieutenants	50 »
Les sous-lieutenants. . . .	30 »
Les sous-officiers.	15 »
Les caporaux et tambours . .	10 »
Les soldats.	5 »

Les commissaires de police et les agents

secrets de M. de Maupas devaient être récompensés proportionnellement à leurs services.

Le quatrième paquet, le plus petit, fut ouvert ; il ne contenait que 100,000 francs qui furent distribués aux aides de camp, aux employés et aux serviteurs. Je confesse avoir touché pour ma part 2,500 francs des mains de M. de Persigny.

Toutes ces sommes provenaient des 50 millions que le chef de l'État avait obligé la Banque de France à lui avancer. Les régents de cet établissement y consentirent à la condition qu'ils auraient le droit d'augmenter leur capital de 600 millions, ce qui fut accordé.

A deux heures, la scène nocturne fut levée. M. de Morny, nommé ministre de l'intérieur, alla s'installer dans ses bureaux en se faisant escorter et garder par un bataillon de Vincennes.

M. de Persigny alla à l'École militaire, prendre le colonel l'Espinasse avec son régiment qu'il plaça à l'Assemblée nationale avec ordre de n'y laisser siéger aucun représentant du peuple.

Paris qui s'était endormi au son mélodieux

de Félicien David s'éveilla en état de siége. Ses murs étaient couverts de décrets, de proclamations !

Tous les pouvoirs : Assemblée constituante, conseil d'État, etc., avaient été dissous. Tous les pouvoirs avaient passé aux mains du prince Louis-Napoléon.

L'Empire était créé !

Tous les députés, qui avaient été surveillés depuis quelques jours, étaient, ou à Mazas ou au fort de Ham.

Vers dix heures, la plupart des représentants du parti orléaniste se réunissaient au siége de leur comité (mairie du 10e arrondissement). Ils avaient proclamé la déchéance du président, nommé un gouvernement provisoire et un commandant en chef de la force publique. Une brigade de commissaires de police, avec une compagnie de chasseurs de Vincennes, envahirent la salle, y arrêtèrent tous les mandataires de la nation et les conduisirent, au milieu des baïonnettes, dans la caserne Bonaparte, au quai d'Orsay.

Quelques autres réunions eurent lieu et eurent le même sort.

Tous les journaux furent suspendus.

Les imprimeries de feuilles républicaines furent saccagées.

Le soir, le prince Napoléon sortit de l'Élysée, traversa Paris par les quais jusqu'à l'hôtel de ville. Puis, se dirigeant sur les boulevards de la Bastille jusqu'à la Madeleine, il fut accueilli partout aux cris de : Vive la République!

Dans la nuit du 2 au 3, des barricades s'élevèrent comme par enchantement dans les quartiers populeux : faubourg Saint-Antoine, faubourg Saint-Denis, faubourg Saint-Martin, rue Grenetat, il y en avait de formidables!

A la pointe du jour, Baudin, député de Paris, se présenta à la barricade du faubourg Saint-Antoine, et, montrant son écharpe de représentant, il ordonna au factionnaire de le laisser passer. Une balle en pleine poitrine fut la réponse de la sentinelle.

Ce coup de fusil, comme le coup de pistolet de Lagrange sous les fenêtres de Guizot le 24 février 1848, fut le signal du carnage.

A l'Élysée, les chevaux étaient sellés et attelés. Les piqueurs et les postillons étaient en selle. Le reste des *cinquante millions* qu'on avait pris à la Banque était gardé à vue par le

général Roguet et prêt à passer à l'étranger. Des colonnes mobiles traversaient la capitale en tous sens, semant la mort et l'effroi.

Tout était en mouvement ! Le neveu du grand capitaine seul... était paisiblement assis dans son cabinet, fumant tranquillement un cigare.

Et quand, par hasard, quelque officier d'état-major venait lui dire que telle ou telle barricade était imprenable, il répondait invariablement :

— Qu'on exécute mes ordres!

Ses ordres étaient de raser Paris!... plutôt que d'imiter Charles X et Louis Philippe.

Les Français, à 50 ans de distance, ont eu et subi deux Napoléon : le premier, le 2 décembre 1802, brisait la coalition à Austerlitz, et disait à ses soldats :

— Je suis content de vous !

L'autre, le 2 décembre 1851, brisait les presses, tuait la liberté, égorgeait femmes et enfants dans Paris et disait à ses généraux ;

— Brûlez la capitale!

CHAPITRE XVII.

COMTE DE GLAVES.

Ce jeune comte est également Espagnol. En 1848, il habitait rue de la Madeleine, n° 20.

Grand d'Espagne, très-riche, il menait grand train, ayant sa loge à l'Opéra et aux Italiens ; il était un des lions du Jockey-Club. Sa maison, élégamment meublée, était le rendez-vous de la haute aristocratie.

M. de Glimes, Mme de Montijo et la future impératrice étaient des commensaux très-assidus de M. de Glaves.

La chronique du quartier assure que la jeune duchesse de Théba y venait très-souvent seule et qu'elle oubliait de s'en aller le soir.

Quelque temps après le mariage impérial, le noble Castillan, en dirigeant une danse de son pays, tomba sur le parquet des Tuileries et se fractura la jambe gauche. La musique

cessa, les danses finirent. S. M. Eugénie courut vers le blessé, et, dans un élan d'humanité, lui fit préparer un appartement dans le palais des rois de France.

Une nuit, l'empereur se rendit dans l'appartement de l'impératrice. Elle en était absente. En retournant chez lui, Napoléon passa devant la chambre du malade, d'où partaient de joyeux éclats de rire. Il y entra sans frapper et put se convaincre que tous les membres de l'Espagnol n'étaient pas fracturés...

Deux heures après, le comte de Glaves, malgré son état, était conduit à la frontière où un agent de la sûreté lui signifiait que le territoire de l'empire français lui était interdit.

Douze ans après, S. M. l'Impératrice a voulu revoir les lieux où la duchesse de Théba avait passé sa jeunesse.

C'est dans la maison où elle avait vécu jeune fille qu'elle reçut tous les ambassadeurs de l'Europe. C'est là que l'ex-danseur des Tuileries se présenta un jour, pour la voir.

Mais un chambellan de l'Empereur, le comte Lagrange, l'en empêcha.

Les journaux espagnols disaient le lendemain que le chambellan Lagrange avait dé-

claré avoir l'ordre de lui faire sauter la cervelle s'il passait outre.

CHAPITRE XVIII.

OPÉRA COMIQUE.

J'ai dit, et avec connaissance de cause, au chapitre VII, que la police occulte est une institution, créée par les tyrans, pour avoir le droit de prélever des millions sur les contribuables, à titre de *fonds secrets*.

Le chapitre que j'écris, rappellera à de nombreuses familles de Paris de douloureux souvenirs, mais il éclairera bien des gens sur les menées de cette tourbe d'agents qui ne s'occupent qu'à s'espionner les uns les autres ou à jouer le rôle infâme d'agents provocateurs, afin de maintenir dans les masses ce mécontentement si nécessaire aux hommes de leur métier, pour pouvoir se poser aux yeux d'un gouvernement aveugle comme indispensables.

La France et Paris se rappellent encore le

calme parfait qui régnait dans l'empire français pendant la guerre de Crimée. Tous les partis se confondaient dans le parti national. La police, elle, s'occupait à faire des victimes et à semer des larmes, là où on ne voyait que paix, concorde et travail. Elle prit surtout pour but de ses manœuvres infâmes deux grandes fabriques où les commandes de la France et de l'étranger affluaient.

Par ordre supérieur, deux *espions provocateurs* durent se faire agréer comme ouvriers; l'un, Lagrange, sous le nom de Jules, entra dans la fabrique de Réné-Caille, quai de Billy; l'autre, Platot, entra sous le nom de Martin dans la fabrique de chaises et fauteuils en fer, à la barrière de l'Etoile. Ces deux agents avaient pour consigne d'être d'une exactitude modèle dans leur travail; ils devaient seulement faire de la politique pendant les repas et les jours de fêtes. Ils ne devaient se rendre à la préfecture que les dimanches soir après minuit, pour y recevoir de nouvelles consignes, de l'argent et y donner leurs renseignements; ils devaient payer à boire à ceux qui se laisseraient embaucher; ils devaient correspondre entre eux, d'une manière ostensible, afin de faire croire

qu'on était à la veille d'une grande révolution, et qu'on devait se défaire à jamais, soit par l'assassinat, soit par l'enlèvement, de Napoléon et de l'Espagnole.

Lorsque les deux agents eurent des signatures assez nombreuses pour faire croire à la cour et aux gens timides que les partis conspiraient, ils donnèrent rendez-vous à leurs victimes à l'Opéra-Comique, un jour de représentation par ordre.

Leurs Majestés Impériales y arrivèrent à 8 heures, les arrestations commencèrent à 9 heures. Avant la fin du spectacle, la police de Piétri avait incarcéré cinquante-sept ouvriers des deux fabriques sus désignées.

L'agent provocateur Lagrange est aujourd'hui commissaire de police et officier de la Légion d'honneur, Platot, qui se laissa arrêter et condamner sous le nom de Martin est aujourd'hui commissaire central à Orléans... Et puis qu'on dise encore que la police n'est pas utile en France et que les quatorze millions de fonds secrets ne sont pas bien employés!

J'en aurais bien d'autres à publier, mais, pour l'intelligence du lecteur, cette esquisse des

mœurs de la police lui suffira en matière de complots et de sociétés secrètes.

CHAPITRE XIX.

LE PRINCE MENSCHIKOFF.

Ce chapitre est consacré à faire connaître la manière dont je fis la connaissance du prince Menschikoff. Le lecteur jugera par cet incident de la nature du service que je remplissais près de Sa Majesté.

Pendant que la cour était à Fontainebleau, il y eut une grande chasse à courre, dont le rendez-vous fut donné aux quatre chemins.

A l'heure désignée par le chef de l'État, la cour y arrivait, escortée de soixante et quelques cavaliers et amazones, pour se préparer à courir la bête. Plus de 100 cavaliers en bourgeois suivaient les premiers qui étaient vêtus à la Louis XVI. De nombreux cavaliers, qui

n'étaient pas invités aux chasses impériales, mais qui pouvaient y assister sans tenue officielle, arrivèrent également au lieu du départ pour assister à une de ces réjouissances que les adeptes de Saint-Hubert savent seuls apprécier.

Parmi eux se faisait remarquer un jeune homme blond, montant un cheval pur sang, le maniant avec tant d'aisance et de facilité qu'il attira les regards de toute la société.

Aussitôt que le garde général et le grand veneur eurent annoncé la levée du cerf, Leurs Majestés Impériales, les invités et tous les cavaliers se lancèrent au triple galop à la poursuite des chiens. Le jeune homme lança son cheval dans l'allée dépassant, non-seulement ceux qui se trouvaient devant lui, en bourgeois, mais encore laissant derrière lui également les chasseurs de la cour et cherchant à arriver auprès de l'empereur.

Je le suivais de près, en faisant signe aux aides de camp, qui marchaient derrière la cour, de serrer les rangs. Voyant qu'il ne pouvait plus se frayer un chemin pour atteindre son but, il prit une allée transversale, afin d'arriver à la jonction, en même temps que l'empereur

et l'impératrice. Je le suivis, et, au milieu de l'allée, je saisis la bride de son cheval, en demandant :

— Où allez-vous, monsieur ? Qui êtes-vous?

— Je n'ai pas de compte à vous rendre, répondit notre héros.

Il voulut se dégager, en me menaçant de sa canne-cravache, mais je lui mis le pistolet à la tempe, lui disant :

— Si votre cheval ne s'arrête pas, je vous fais sauter la cervelle.

Il faillit tomber de sa monture.

MM. Fould et Nieuwerkerke qui nous suivaient, en voyant le pistolet, crièrent :

— Ne le tuez pas!

Mon jeune homme à l'approche des deux dignitaires retrouva son arrogance moscovite et cria que j'avais voulu l'assassiner pour le voler peut-être!

M. Fould dit alors à l'inconnu :

— Remettez-vous, Monsieur, on n'assassine personne ici, mais monsieur que voilà, est chargé de la surveillance de Sa Majesté et tous nous avons remarqué que vous voulez arriver jusqu'à l'Empereur... et on veut vous en empê-

cher parce qu'on ne vous connaît pas, et que vous n'êtes pas invité personnellement, puisque vous n'êtes pas en tenue...

— Je ne puis être invité, attendu que mon ambassadeur, chez lequel j'ai dîné hier, n'a pu encore me présenter à la cour, puisqu'elle est à Fontainebleau; je suis le prince de Menschikoff!...

A ce nom, les dignitaires de Napoléon s'inclinèrent.

— Je suis fâché, dis-je, mon prince, de ce qui arrive, mais ma consigne m'ordonne de ne laisser approcher de Sa Majesté que les personnes que je connais. Or, comme je suis esclave de ma consigne, ainsi que M. Fould le sait, je ne puis, malgré votre nom, vous laisser approcher de Sa Majesté, à moins que l'Empereur ne vous demande.

Sur ces entrefaites arriva le général Fleury, envoyé par l'Empereur. Fould le mit au courant de l'aventure en deux mots. Je l'entendis qui disait au général :

— Ce diable de Corse ne connaît que sa consigne. Ne voulait-il pas avoir une nouvelle guerre avec le Czar?

Le soir, pendant la curée aux flambeaux, je

vis le jeune Russe causer familièrement, entre l'Empereur et le comte Bacciochi.

Après la curée, le ministre Fould m'appela dans son cabinet et me donna *deux mille* francs en me disant :

— M. Griscelli, l'affaire Menschikoff d'aujourd'hui m'a fait mieux comprendre l'incident de Dieppe. Vous aviez raison et j'avais tort.

— Merci, Excellence, répondis-je en sortant de la chambre.

Le lendemain, le prince Moscovite frappait à ma porte et me remerciait de ma conduite de la veille qui lui avait procuré une soirée agréable et une invitation pour toute la durée des chasses. Il fut le lion des fêtes de Fontainebleau et de Compiègne, et, en retournant à Paris, il me laissa ses pistolets et son poignard de chasse.

CHAPITRE XX.

PALMERSTON, MINISTRE.

Quelques jours avant la déclaration de guerre de la Crimée, le premier ministre de la reine d'Angleterre vint lui-même à Paris, pour arrêter personnellement avec Sa Majesté Impériale les bases de l'expédition. Pendant qu'il entrait avec l'ambassadeur anglais (lord Cowley) pour voir l'empereur, celui-ci sortait par le guichet du Pont-Royal pour se rendre à Saint-Cloud.

Les représentants de la reine Victoria, ne pouvant être reçus aux Tuileries, suivirent à Saint-Cloud, où Sa Majesté les précéda de beaucoup.

Napoléon, Walewsky, de Lourmel, étaient déjà entrés dans le château et se disposaient à aller dans le parc, quand notre attention fut attirée vers la grille, où une voiture voulait entrer, malgré le factionnaire.

Par ordre de l'empereur, je m'approchai, et, reconnaissant lord Cowley, je lui dis poliment que personne ne pouvait entrer dans le parc, pendant que Sa Majesté Impériale y était.

— Faites-moi le plaisir de lui dire que je suis ici avec lord Palmerston, me dit l'ambassadeur.

L'empereur des Français, en entendant prononcer le nom de lord Palmerston, me dit en riant :

— Servez-nous de chambellan, allez les faire entrer...

C'était la première fois que je voyais le Nestor d'Albion. Je lui offris ma main, qu'il accepta, pour descendre de voiture, et je les conduisis tous deux jusqu'à la porte du salon, où Walewski les reçut pour les présenter au souverain de la France. A quatre heures, nous sortions tous ensemble du château de Saint-Cloud pour venir aux Tuileries.

Quelques années plus tard, lorsque des discussions s'élevèrent sur le mode de gouvernement à donner aux Principautés danubiennes, Sa Majesté impériale alla avec Walewski aux îles de Wight. En débarquant, l'Empereur et sa suite furent logés dans un pavillon en face

de celui de la Reine, où je plaçais immédiatement, avec l'aide du chef de la police anglaise, deux factionnaires écossais, avec la consigne de ne laisser passer personne sans mon ordre.

Deux heures après l'entrevue de la reine Victoria et de Napoléon, MM. Walewsky, de Persigny, lord Pagès et lord Palmerston se présentèrent pour entrer chez l'Empereur. Le hihglander croisa la baïonnette et cria :

— Au large! on n'entre pas sans ordre!

— Mais nous sommes des ministres et nous devons aller chez Sa Majesté Impériale.

— Et moi je suis sentinelle, j'exécute ma consigne !

J'arrivai, et sur un ordre de moi, ces messieurs entrèrent. Dès qu'ils sortirent, Palmerston me pria de le suivre. En arrivant dans son cabinet, il me donna 2,000 francs pour me remercier de lui avoir procuré le plaisir de voir Napoléon deux fois.

En 1861, je me trouvais à Londres chez S. E. le cardinal Wiseman, où j'avais été pour publier *les révélations sur les hommes et les choses d'Italie.*

Georges Boyer, membre du Parlement, ayant parlé de moi à lord Palmerston, celui-ci

le pria de m'amener avec lui le jeudi soir à sa réception.

Le premier ministre de la Grande-Bretagne fut bien surpris de retrouver dans ses salons l'agent secret de Saint-Cloud et de l'île de Wight. Il me pria de rester jusqu'à la fin de la soirée, parce qu'il avait à me parler. Bien des lords et des membres de la Chambre des cōmmunes vinrent me féliciter (me voyant avec le chef du parti catholique) de mon courage et de l'énergie que j'avais déployés dans mon pamphlet, qui avait occasionné des grandes discussions à la Chambre sur l'interpellation de lord Normanby.

A minuit, nous fûmes introduits, Georges Boyer et moi, dans le cabinet du Nestor anglais. Dix ou douze personnes étaient présentes. Je me trouvais placé entre lord Palmerston et mon Mentor.

Le chef du Foreign Office se tourne vers moi et me dit :

— Vous venez donc en Angleterre pour nous convertir tous à la papauté? votre pamphlet occasionne une polémique extraordinaire! mais beaucoup de personnes qui viennent d'Italie disent que vous avez un peu exagéré les faits.

— Milord, dis-je, je ne viens à Londres que parce que c'est le seul pays où l'on puisse écrire et dire la vérité sans trembler. Je ne cherche pas à convertir, je cherche à éclairer ! Et, milord, ce qui me prouve que j'ai frappé juste, c'est que le cabinet de Turin, avec tous ces journaux salariés, n'a encore chargé personne de le défendre. Et je sais qu'il a défendu à ses gazettes d'en parler.

Un membre de la société que je ne connaissais pas, répondit :

— Mais, j'ai été en Italie en 1846 et j'en arrive à présent, j'ai trouvé le changement avantageux.

A cet argument britannique, oubliant que j'étais dans un cercle de grands hommes — le berger corse reprit son naturel — je lui demandais :

— Dans quelle province avez-vous été en Italie?

Georges Boyer me retint le bras, car je gesticulais.

— A Parme, me dit mon adversaire.

Alors, malgré la présence de Sa Grâce, je répondis :

— Ou vous étiez aveugle en 1846, ou vous

l'êtes aujourd'hui. Et la société qui nous écoute jugera. Et sans m'arrêter, je dis presqu'en colère :

— Le duché de Parme était avant l'usurpation du roi sarde, gouverné par la duchesse de Bourbon. Elle avait comme régente, des ambassadeurs, des consuls, de toutes les puissances, une Chambre de députés, un conseil d'État, des ministres.

Tous les étrangers qui passaient à Parme s'y arrêtaient! Et bien que je ne sois pas ici pour faire un cours d'économie politique, je n'exagère rien en assurant qu'ils devaient, tous ces personnages, dépenser au moins 100,000 fr. par semaine.

Eh bien! messieurs, savez-vous ce qu'on y dépense aujourd'hui? on y dépense 1 fr. 50 par jour.

Parce que tous ceux qui dépensaient ont été chassés et remplacés par un concierge qui ouvre et ferme la porte du château ducal.

Ceci, messieurs, n'est qu'un côté de la médaille. Voici l'autre : En 1859 il n'y avait pas un exilé, les prisons étaient vides; en 1861 les prisons regorgent et l'ostracisme est à l'ordre du jour! Et le paysan qui payait 5 francs

de contribution, paye aujourd'hui 50 francs !

Lord Palmerston qui ne perdait pas un mot de ma peinture, répondit :

— Je crois à tout cela, mais nos journaux et nos agents de Turin et de Rome ne nous disent rien de pareil.

— Vos journaux, dis-je, sont vendus à la révolution et votre ministre de Turin ne vous adresse que des renseignements procurés par les ministres piémontais.

A ces mots, prononcés un peu haut, le premier ministre se leva.

Georges Boyer et moi, nous nous retirâmes par égard pour l'ami de Pie IX.

Palmerston nous accompagna jusqu'à la porte. Là, avec une audace digne d'un Corse, je lui dis :

— Sa Grâce me permettra-t-elle de lui faire une demande avant mon départ?

— Laquelle ? dit Palmerston.

— Combien de temps Victor-Emmanuel sera-t-il roi d'Italie?

— Tant qu'il aura de l'argent !

Ce furent les dernières paroles que je devais entendre de l'homme dont la mort fut un malheur.

Je ne sais ce qu'il pensait au fond des théories que j'avais exposées chez lui avec tant d'énergie et si peu d'éducation (1).

CHAPITRE XXI.

MISS HOWARD.

Par une soirée de brouillard, comme il y en a à Londres, un homme se promenait dans Hay-Market de long en large.

Il avait cinq pieds et quelques pouces, long de taille, très-court de jambes, visage livide, yeux petits, des moustaches, boutonné jusqu'au cou et portant une canne plombée à la main. Sans le chapeau, tous les passants l'auraient pris pour un policeman. Tout à coup, un por-

(1) Les théories exposées par l'auteur sont peu soutenables, mais il est à remarquer qu'elles sont exactement celles que le parti catholique cherchait à répandre parmi les populations ignorantes de l'Italie. Cela s'explique par ce fait que Rimini était en ce moment au service du parti catholique.

(*Note de l'Éditeur.*)

tail donna passage à une lady élégamment mise, dont l'ample crinoline faillit renverser notre héros. Celui-ci, se retenant à une colonne du Théâtre Royal, s'écria :

— Ho! madame, seule, si tard et par un si mauvais temps !...

Et, sans aucune invitation, il suivit la dame. On passa Leicester square, Prince street, Dike street et Charlotte street, jusqu'au numéro 277 d'Oxford street, où la fille d'Albion s'arrêta, sonna très-fort et entra dans un salon richement meublé.

L'homme l'avait suivie jusqu'au salon.

Alors miss Howard, croyant avoir affaire à un policeman complaisant, prit son porte-monnaie et lui offrit deux schillings (fr. 2.50).

— Madame, de l'argent! à moi!

— Et qui êtes-vous?

— Je suis le prince Louis-Napoléon.

Le lendemain, le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, l'évadé du fort de Ham, se rappela au souvenir de ses adeptes en leur envoyant de l'or anglais pour conspirer encore contre le gouvernement qui lui avait laissé deux fois la vie. Dès ce jour, la misère qui accablait le fils de l'amiral Verhuel fut chassée par les

banknotes de miss Howard. Le soir, les joueurs de Tam-Tall remarquèrent que l'heureux tricheur au lansquenet faisait défaut au tapis vert...

Quelques jours après la révolution de février, le prince Napoléon, se parant d'un nom qui n'est pas le sien, se présenta au gouvernement provisoire et demanda à servir la République. Un mot de Lamartine suffit alors à l'audacieux pour lui faire repasser la Manche.

Quelques électeurs l'envoyèrent à l'Assemblée comme représentant du peuple, puis les Français, par 7,000,000 de suffrages, le nommèrent président de la République; le moment venu de céder son mandat à un autre, il étouffa la république dans la nuit du 2 décembre, emprisonna tout ce que la France avait de plus grand, bâillonna le reste et se fit dictateur, sans contrôle. Puis sous la pression du sabre, les électeurs le nommèrent Empereur.

Pendant la présidence, il avait appelé miss Howard à Paris et lui avait loué un hôtel, rue du Cirque, nº 14.

Miss Howard, qui avait donné huit millions à Napoléon au moment de son élection, était considérée et se croyait elle-même future impé-

ratrice. Mais la fille d'Albion comptait sans celui qui « quand il parle, ment; quand il se tait, conspire. »

Un beau jour, Napoléon envoya miss Howard au Havre, en compagnie de son complice Mocquard, lui promettant de venir l'y trouver le dimanche. Le samedi, le traître épousait la fille de la Montijo.

En prenant son thé, le matin du jour où elle devait recevoir la visite de celui qui lui devait tout, miss Howard put lire la cérémonie du mariage dans le *Journal officiel.*

Elle quitta précipitamment l'hôtel Fracasti, fit chauffer pour elle seule une locomotive et arriva à Paris, où le plus étrange spectacle s'offrit à ses regards. Meubles, coussins, papiers, billets, lettres, contrats, les uns étaient fracturés, les autres éventrés, les autres volés.

M. Piétri, prévenu par une dépêche de Mocquard, s'était rendu rue du Cirque, 14. Il put entendre de ses oreilles, et plusieurs entendirent comme lui, l'Anglaise outragée appeler Napoléon assassin, escroc, voleur.

Le lendemain, à son réveil, miss Howard fut saluée par MM. Fould et Fleury du titre de comtesse de Beauregard. Ils lui remirent en

même temps les titres de propriété d'une terre portant ce nom sur la route de Versailles.

Quelques mois après, la nouvelle comtesse quittait la France et allait s'établir à Florence, où elle fit bâtir un splendide palais sur les bords de l'Arno.

Elle se maria à une espèce de sacripant, qui lui fit payer bien cher ses souvenirs de jeunesse.

En 1865, elle voulut revoir Paris. Tous les jours, au moment où Napoléon et l'Impératrice sortaient des Tuileries, miss Howard se montrait dans une toilette splendide avec un attelage qui surpassait tous les équipages de la capitale. Conduisant elle-même, avec une adresse consommée, miss Howard se plaisait à côtoyer et à dépasser les attelages impériaux.

Quelques jours après une représentation aux Italiens, pendant laquelle l'Anglaise, couverte de diamants, placée dans une loge de face, s'était amusée à lorgner la femme qui lui avait volé son *Poléon*, miss Howard disparut subitement. Cette disparition extraordinaire ne fut pas le fait de la police, aussi ne dirai-je rien des bruits incroyables qui coururent à ce sujet. J'incline vers la version qui affirme que

miss Howard fut étranglée. Diverses circonstances m'engagent à y ajouter foi. J'espère qu'un jour le voile qui couvre cet acte odieux sera déchiré et je suis persuadé qu'alors on découvrira dans ce crime la main de l'Espagnole (1).

(1) La relation du baron de Rimini est en tous points conforme aux renseignements découverts dans les papiers des Tuileries.

Voici la correspondance de la comtesse de Beauregard :

« Je reconnais, par la présente, avoir reçu de S. M. l'empereur Napoléon III la somme de 1 million de francs en plein acquit et décharge complète de tous mes droits et intérêts dans le domaine de Civeta-Nova, dans la Marche d'Ancône (États du Pape).

» E. H. de Beauregard.

» Paris, 25 mars 1853. »

« Monsieur Moquard,

» Je reconnais avoir reçu, jusqu'au 1er janvier 1854, la somme de 50,000 fr. que je vous ai chargé de toucher par mois.

» E. H. de Beauregard.

» Paris, 31 janvier 1854. »

» *Nota.* — Le payement des 50,000 francs a commencé au 1er juin 1863. Les trois premiers ont été faits par M. Gilles. »

CHAPITRE XXII.

LA DUCHESSE CASTIGLIONE.

Quelque temps après le mariage impérial, arrivait à Paris une femme d'une beauté extraordinaire.

Note des sommes payées par l'Empereur à miss Howard, depuis le 24 mars 1853 jusqu'au 1er janvier 1855.

1er janvier 1855. Payement de 58,000 fr.

Donc le mois de novembre n'est pas compris.

« J'avais promis trois millions, plus les frais d'arrangement de Beauregard, que j'évaluais tout au plus à 500,000 francs.

» J'ai donné :

1,000,000 le 24 mars 1853, suivant reçu.

1,500,000 le 31 janvier 1854.

1,415,000 de rente sur l'État.

585,000 en payement de 50,000 fr. par mois, à partir du 1er janvier 1855.

950,000 en payement de 50,000 fr. à partir du 1er janvier 1853 jusqu'au 1er janvier 1855.

5,449,000 »

Tout ce que la capitale renferme d'amateurs dans ce genre courut se faire inscrire chez la belle Italienne.

On se battait pour un coup d'œil, on se ruinait pour un caprice, on s'entr'égorgeait pour un baiser. Les théâtres lui offrirent leurs loges, les ministres leurs salons, la cour elle-même lui offrit un tabouret. La nouvelle Ninon qui avait tout refusé, accepta le tabouret.

« Château de Beauregard, 28 juillet 1855.

» Mon cher ami,

» Nous sommes aujourd'hui le 24 juillet, et je vois avec peine que les engagements pris envers moi ne sont pas accomplis (quand j'ai douté, j'ai blessé, il ne faut plus se douter); en fait, j'ai cru et je crois encore que c'est une erreur; pourquoi me faire souffrir ?

» Si les choses doivent être ainsi, j'aurais mieux fait de garder les *six* millions au lieu de trois millions 500,000 fr. qui devaient sur ma demande être payés au bout de l'année 1853 et c'était pour cela que j'ai prié l'Empereur de déchirer la première somme (*deux millions cinq cent mille francs*). Le cœur me saigne d'écrire ceci, et si mon contrat de mariage n'était pas fait comme il est, et si je n'avais pas un enfant, je ne ferais cette démarche qui est devenue un devoir. Je compte sur vous pour faire fin à tant de souffrance. Le cœur de l'Empereur est trop bon pour laisser une femme qu'il a tant aimé (*sic*) tendrement, dans une

La première fois qu'elle parut dans une fête dansante, la musique s'arrêta, les danses cessèrent et la plus grande partie des danseuses se cachèrent la figure avec rage. L'Impératrice, seule entre toutes, se leva, alla au-devant de la reine des grâces, lui offrit la main et la plaça à ses côtés.

Tous les grands dignitaires de l'Empire allèrent la complimenter.

fausse position, et il ne voudrait pas l'être lui-même; vous savez ma position, vous êtes mon tuteur, et c'est à double titre que je m'adresse à vous. Je me suis trompé (*sic*) l'autre jour en écrivant à Sa Majesté, par une de ses lettres, date mai, il dit : « Je donnerai à Gilles demain papier pour les trois millions cinq cent mille francs. » Alors il ne (*sic*) rien à faire que de calculer de 60,000 depuis le 1er juin 1853 la rente et 60,000 depuis janvier jusqu'à octobre. Je prie Dieu qu'il n'en soit pas plus question d'argent entre moi et lui que à toute un autre sentiment dans mon cœur. Je vous embrasse tendrement et vous aime de même.

» Votre affectionnée,

» E. H. de Beauregard.

» Je vous en conjure, ne laissez pas cette lettre; vous pouvez en faire lecture à Sa Majesté si vous le jugez convenable, et brûlez-la aussitôt, après. J'ai vu Mme Mocquard lundi à quatre heures, elle était souffrante l'autre jour. » (*Note de l'éditeur.*)

L'Empereur ne la perdait pas de vue, et aussitôt que l'archet de Strauss se fit entendre, Sa Majesté Impériale alla l'inviter pour la première valse, en priant le duc de Saxe-Cobourg-Gotha d'inviter l'Impératrice.

Quelques tours seulement furent faits, puis Sa Majesté Impériale et sa danseuse se promenèrent ensemble, causant assez familièrement pendant le reste de la valse.

Le lendemain de cette soirée, après notre promenade habituelle du bois de Boulogne, le général Fleury m'ordonna de l'aller trouver au salon des aides de camp de service, à huit heures du soir. Pendant que le général me parlait, je sentis mon sang se précipiter dans mes veines et affluer si fort dans mes yeux que je fus forcé d'y porter la main pour les fermer.

Le soir, au lieu d'aller au salon de service à 8 heures, selon les ordres de l'aide de camp, j'y allais à 7 heures. L'Empereur qui était là me demanda ce que je voulais?

— Vous parler, Sire, et le suivant dans son cabinet je lui dis :

— Sire, l'aide de camp de service m'a ordonné de venir ici à 8 heures, je suis venu à

7 heures, parce que je désire savoir où nous allons.

— Et pourquoi? répondit Napoléon.

— Parce que, Sire, pendant que le général Fleury me communiquait l'ordre de me trouver au salon à huit heures, j'ai senti mon sang se mouvoir, comme s'il devait y avoir un événement tragique.

— Nous allons hôtel Beauvau, et rassurez-vous, il n'arrivera rien de tragique.

— Dieu le veuille, Sire!

Pendant que nous causions, Fleury arriva et nous partîmes.

En montant les escaliers de la Castiglione, je m'approchai du général et je lui dis :

— Attention! général, nous sommes chez une Italienne!

Sur le palier, la porte fut ouverte par une servante... qui, ne me voyant pas, fit entrer dans le salon l'Empereur et le général et revint sur le palier où j'étais resté.

Elle sortit et donna trois petits coups dans ses mains; aussitôt un homme parut, sortant de je ne sais où, et se dirigea vers l'appartement.

Mais avant d'arriver à la porte du salon, il était mort. Un coup de poignard de haut en

bas lui avait percé le cœur. Au bruit de la chute du corps et aux cris de la bonne, le général parut, et voyant le cadavre, empoigne la servante, lui ferme la bouche et la pousse avec menaces dans le cabinet aux balais, pendant que je traînais le cadavre dans les lieux d'aisance. Puis il rentrait, appelait l'Empereur, et enfermait la belle dans sa chambre. En s'en allant aux Tuileries, il me dit d'attendre là.

Une demi-heure après, Zampo arrivait avec une voiture, dans laquelle nous mîmes le mort et la servante, que l'agent emportait, je ne sais où.

Moi, je me rendais directement aux Tuileries. Sa Majesté Impériale m'attendait dans son cabinet, assis, la tête appuyée dans sa main, le coude sur la table. En me voyant, il me dit d'un air sombre :

—Encore du sang! qui nous dit que cet homme n'était pas un amoureux de la servante!

— Les amoureux des servantes, Sire, ne portent pas de semblables joujoux, dis-je, en jetant sur la table un revolver et un poignard, et ne cherchent pas à entrer dans les salons, après les empereurs, quand leurs maîtresses sont sur le palier.

Il examina les armes et dit que le poignard était empoisonné. Il me donna 4,000 fr., me recommandant le silence.

Pendant ce temps, le général Fleury retournait à l'hôtel, prenait la Castiglione et la conduisait aux frontières de l'Italie...

La duchesse de Castiglione se rendit directement à Milan, chez le comte Arèse, lui dévoila tout et déclara que, si elle ne rentrait pas à Paris, elle publierait dans un pamphlet ce qui était arrivé.

Huit jours après, les journaux de Paris disaient que la belle duchesse avait donné une fête à l'hôtel Beauvau, où toutes les notabilités de la capitale s'étaient donné rendez-vous. La belle Italienne en avait fait les honneurs avec une grâce qui avait fait impression dans la haute société française.

Disons, pour terminer cet article déjà trop long, que le mari de notre héroïne est intendant des menus plaisirs de Victor-Emmanuel, et qu'il dirige avec succès le parc aux cerfs de Sa Majesté Piémontaise.

En 1865, j'étais à Florence, le jour de la fête de Dante. Je me promenais paisiblement sur la place des Messieurs, près le Vieux Palais,

lorsqu'une calèche à deux chevaux passa si près de moi que je fus forcé de m'écarter. Deux dames, qui s'y trouvaient, donnèrent l'ordre d'arrêter et me forcèrent à prendre place près d'elles. Elles me conduisirent Via Maggia, 40, dans un palais où je dînai.

Ces dames étaient la belle Castiglione et sa servante de l'hôtel Beauvau (1).

CHAPITRE XXIII.

COMTESSE DE GARDONNE.

Les badauds parisiens et ceux du département de Seine-et-Oise se souviennent encore du fameux camp de Satory, où le général Changarnier mettait aux arrêts et à la salle de police les officiers et les soldats qui ne criaient pas : Vive la République! Et où également le prési-

(1) Au mois de mars 1868, la duchesse habitait toujours Florence. Elle y fit à cette époque une maladie très-dangereuse. *(Note de l'éditeur.)*

dent de la république payait du champagne et du cervelas pour faire crier : Vive l'Empereur! Dans une des dernières revues que Louis-Napoléon passa à Satory avant la guerre de Crimée, j'étais chargé du service de la police du camp. Un monsieur, en compagnie d'une femme charmante, conduisant lui-même un attelage magnifique, persistait à vouloir suivre l'état-major, malgré l'ordre qu'on lui avait donné de se retirer, parce qu'il gênait les mouvements de l'armée.

Le chef de l'État voulant, avant le défilé, faire une charge de cavalerie, l'aide de camp de service, le général Roguet, m'ordonna de faire évacuer le champ de manœuvres, afin d'éviter les accidents.

Je m'approchai à cheval du monsieur au phaéton, pour le prier d'obéir aux ordres de la police. Il me répondit qu'il n'avait pas de compte à me rendre, parce qu'il n'était pas à mes ordres. Pour toute réponse, je le fis arrêter par deux gendarmes et le fis conduire à Versailles, où on devait le garder dans la caserne de gendarmerie, jusqu'au soir. Après les manœuvres, je me rendis au quartier de gendarmerie avec M. de Rozan (aujourd'hui colonel à

Toulouse), pour faire mettre en liberté celui que j'avais fait arrêter.

En entrant dans la cour, nous fûmes un peu surpris, M. de Rozan et moi, d'apprendre que le monsieur n'avait pas voulu descendre de voiture, tandis que la dame avait visité les chambres, la cuisine, etc. M'approchant du phaéton, je dis au prisonnier qu'il était libre. Il voulut crier à la tyrannie. Je lui dis :

— Si vous ajoutez encore un mot, je vous fais descendre de voiture, je vous fais mettre les menottes et conduire à Paris.

— Je ne dirai plus rien ici, permettez-moi seulement de vous remettre ma carte et de vous demander la vôtre. Je désire voir si vous êtes aussi insolent les armes à la main.

L'échange s'opéra.

Je lus sur sa carte : *M. Feischeter, conseiller de l'empereur de Russie, conseiller d'Etat et rédacteur en chef du journal officiel de la Cour.* Ces titres et cette position officielle près du Czar m'étonnèrent chez un homme qui criait à la tyrannie.

Après avoir dîné à Versailles, je me rendis à Paris.

En arrivant à ma porte, rue des Moulins, je

vis une voiture qui attendait. Une demoiselle de 18 ans, en entendant mon nom chez le concierge, me prit le bras et m'entraîna vers la voiture, en me priant de monter vite, parce que sa maîtresse, la comtesse de Gardonne, m'attendait avec impatience depuis longtemps.

— Votre maîtresse! dis-je, mais vous vous trompez, mademoiselle, je ne connais pas la comtesse de Gardonne!

— Oh! oui, vous la connaissez bien, c'est la dame qui était aujourd'hui à Versailles avec le Russe!

Je m'élançai dans la voiture et je me laissai enlever par Ernestine!

Avant d'arriver rue de la Pépinière, 180, la caméristc m'avait déjà mis au courant de bien des choses que je devais entendre dans la soirée. Elle m'avait aussi assuré que sa maîtresse n'était pas du tout mon ennemie.

Aussitôt que je fus descendu de voiture, un valet de pied, avec un flambeau, vint me recevoir et me conduisit dans un salon richement meublé, où la dame de Versailles vint me prendre la main, me demanda pardon de m'avoir fait enlever par une jeune fille et me mena dans un boudoir, où la soie, l'or, le velours et

le damas se mariaient harmonieusement. Là, me faisant asseoir à côté d'elle, très-près d'elle, elle appela son Ernestine, l'embrassa pour m'avoir amené, et lui ordonna d'apporter du madère et des biscuits.

Aussitôt assis, Mme de Gardonne s'approcha de moi, me prit les mains et avec une expression que je n'oublierai jamais :

— Accordez-moi une grâce, monsieur, et comptez sur mon dévouement éternel !

— Je vous l'accorde d'avance, si je le puis.

— Eh bien ! ne vous battez pas avec M. Feischeter et demandez-moi tout ce que vous voudrez !

Et elle reprit :

— Tout ce que vous voudrez, parce que ma vie et celle de mon mari dépendent de ce duel.

— Tout ce que vous voudrez ! lui dis-je en me jetant à ses genoux. Mais je ne puis me déshonorer. Et si ce duel doit briser votre avenir, eh bien, je me laisserai tuer !

— Non ! monsieur ; il ne faut pas que le duel ait lieu, parce que, si vous vous battez, on dira que M. Feischeter s'est battu, non avec un employé de l'Empereur, mais avec l'amant de Mme de Gardonne. Ah ! ma position est bien

critique ! Mariée à vingt ans, monsieur, mon mari n'est resté que deux jours avec moi, puis il est parti pour Saint-Pétersbourg, où il est employé à la cour. Il m'a ordonné de recevoir, chez moi, tous les Russes de distinction qui demanderaient à me voir. En outre, je suis placée sous la tutelle du vieux Kisselef, âgé de 71 ans, qui, pour une somme de 20,000 fr. l'an, me charge de lui porter sa correspondance secrète qu'il se fait adresser chez moi ! Quant à M. le conseiller Feischeter, je l'ai rencontré ce matin à l'ambassade et il m'a priée de l'accompagner à Versailles pour voir le musée que nous devions visiter après midi. Vous savez mieux que moi ce qui est arrivé.

De tout ce babil féminin, une seule phrase m'avait frappée : Je reçois chez moi, la correspondance secrète de l'ambassade russe !

Une idée subite venait de jaillir dans mon cerveau, idée lumineuse, que je mis immédiatement à exécution :

— Madame la comtesse, lui dis-je, j'ai trouvé le seul moyen qui puisse empêcher le duel et qui doublera en même temps nos appointements à tous deux.

La Russie vous donne 20,000 francs pour

recevoir quelques lettres de peu d'importance. Je reçois, moi, en qualité d'agent secret, toute la correspondance intime des préfets. Je la mets à votre disposition. Vous, en échange, vous me donnerez celle de l'ambassadeur de Russie.

Je n'avais pas terminé, que la comtesse de Gardonne me sautait au cou, en criant :

— Vous me sauvez !

Immédiatement elle fit apporter une bouteille de champagne et des biscuits. Le lendemain, à 7 heures du matin, j'éveillai Piétri pour lui annoncer que, dans la journée, je lui apporterais la correspondance russe.

Il se leva, me regarda et me dit :

— Je te sais capable de bien des choses, mais je ne crois pas que tu m'apportes jamais la correspondance russe.

Pendant que nous parlions de la comtesse, l'huissier apporta une lettre de l'ambassadeur du Czar, priant le préfet de police de lui fixer une audience pour affaire urgente. Il répondit qu'il serait à l'ambassade à 8 1/2 heures.

M. le préfet de police, ayant été instruit des incidents, aima mieux me conduire chez Kisseleff que de forcer ce vieillard à venir à la

préfecture. Dès qu'on annonça l'arrivée du préfet, tous les conseillers et l'ambassadeur vinrent nous recevoir. Feischeter y était. Après quelques mots, entre le représentant de l'autocrate et Piétri, le conseiller russe raconta ce qui lui était arrivé de désagréable la veille à Satory.

Je répondis en lieu et place de M. Piétri, et m'adressant à M. Feischeter :

— Que feriez-vous si je me présentais sur les bords de la Néva, en voiture, pendant que S. M. I. le Czar y fait faire des manœuvres, et alors que l'aide de camp de service vous ordonne de faire déblayer le terrain, parce que Sa Majesté Impériale ordonne une charge de cavalerie ?

— Je ferais comme vous, monsieur, et il me tendit la main.

— Alors vous ne vous battez plus, dirent Piétri et Kisseleff.

— Si fait, répondis-je. Si M. le conseiller d'État accepte, nous nous battrons ce soir, à 6 heures, chez Douir, au Palais-Royal.

— Acceptez, acceptez, crièrent les autres.

Je laissai le préfet à l'ambassade et me dirigeai immédiatement rue de la Pépinière.

La comtesse m'attendait avec impatience, d'abord pour savoir le résultat du duel, — ce qui l'occupait le plus, — ensuite pour me donner une lettre adressée à M. de Kisseleff, par le comte de Nesselrode. Je lui rendis compte de ce qui s'était passé à l'ambassade, sans oublier le dîner.

La comtesse ne put retenir sa joie et battit des mains comme une enfant.

— Je serai du dîner, me dit-elle, il m'invitera. En attendant, voici une lettre, dépêchez-vous de la faire lire, mais, pour Dieu! qu'on prenne des précautions pour l'ouvrir. Rapportez-la-moi de suite, pour que je la remette à destination.

— Soyez sans inquiétude, madame, nous avons des employés adroits et intelligents.

Je courus aux Tuileries, où le préfet devait se trouver. Il était chez l'Empereur, à qui il avait rendu compte des incidents qui étaient arrivés à la préfecture. Dès que je m'annonçai, le préfet sortit, prit la lettre et rentra chez Sa Majesté Impériale. On appela de suite M. Tibery (1), chef de bureau aux postes, professeur

(1) Aujourd'hui directeur des postes à Orléans.

émérite dans l'art de décacheter et de recacheter les lettres. Quand l'opération fut terminée, Napoléon me fit entrer dans son cabinet, me rendit la lettre et me donna deux mille francs, m'ordonnant de ne rien épargner pour cultiver la précieuse connaissance de la protégée de M. de Kisseleff. Une heure après, j'étais de retour chez la comtesse de Gardonne avec la lettre qu'elle m'avait confiée. L'opération avait été si habilement faite, qu'elle ne croyait pas que la lettre eût été ouverte.

Après le dîner chez Douir, nous nous rendîmes tous à l'Opéra. M. Piétri, dans son contentement, avait mis à notre disposition une loge en face de la loge impériale... Pendant toute la représentation, Leurs Majestés Impériales ne cessèrent de lorgner notre loge. La comtesse, Feischeter et l'attaché Pouschkine leur rendirent leurs coups de lorgnon. MM. Gaffori et Dumergne, secrétaires du préfet de police, et moi, nous ne lorgnâmes personne.

M. Piétri écrivit aux préfets de France plusieurs lettres fausses, qui arrivèrent à mon adresse et que je m'empressai de communiquer à la comtesse. Celle-ci les transmit à M. de

Kisseleff, qui, après les avoir lues, augmenta ses appointements et lui recommanda de ne rien négliger pour cultiver une si précieuse connaissance.

Ce manége dura deux mois et nous procura, à la comtesse et à moi, beaucoup de jouissances. Le comte de Nesselrode, chancelier de Russie, croyait si bien aux *faux renseignements* qu'il recevait sur l'état de la France, qu'il écrivit de sa main à la comtesse, en lui envoyant un collier de 12,000 francs. Il lui recommandait également de cultiver l'amitié de l'employé des Tuileries!... Ah! s'il avait pu se douter que celui qui avait eu le talent d'enlever les vérités de Saint-Pétersbourg, en échange des mensonges de Paris, n'était qu'un ancien berger corse!!! Mais il occasionna à deux hommes d'État français bien des désagréments, à S. E. M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, et à M. Castelbajac, ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

S. M. I. Napoléon, grâce aux lettres de la comtesse, savait toujours, plusieurs jours avant son ministre, ce qui se passait à Saint-Pétersbourg. Il apprit ainsi l'envoi de Menschikoff à Constantinople, le passage du Pruth, etc., et il

savait toujours d'avance ce que Kisseleff avait à lui dire. M. Drouyn de Lhuys se plaignait de ces indiscrétions anticipées à l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg.

Il lui reprochait de ne rien savoir ou d'avoir double correspondance.

L'ambassadeur répondait avec aigreur et reprochait au ministre d'avoir, en Russie, un personnage pour l'espionner. Après bien des lettres échangées, tous deux donnèrent leur démission. Sa Majesté Impériale accepta celle de l'ambassadeur et refusa celle du ministre.

Lors de la déclaration de guerre entre les deux cours, Kisseleff partit, emmenant avec lui tous les attachés, ainsi que Mme de Gardonne. J'accompagnai celle-ci à la gare du Nord... Que de pleurs !... Quels regrets de quitter Paris !...

« Je ne vous reverrai jamais ! » furent ses dernières paroles, et elle se jeta à mon cou... Elle disait vrai ; car, un mois après, les frimas terribles de la Russie m'avaient privé d'une amie... En 1863, lorsque le prince Czartorisky m'envoya en mission à Varsovie, pendant l'insurrection de la Pologne, je ne pus résister

au désir d'aller prier sur sa tombe à Saint-Pétersbourg.

CHAPITRE XXIV.

LES COMTESSES DE SAINT-MARSAUD.

Un soir, à la sortie de l'Opéra, et comme je m'en allais chez moi, le général l'Espinasse, aide de camp de service, me donna l'ordre de prévenir le préfet de police qu'il devait, avec son collègue de Versailles, prendre des mesures de précaution pour le lendemain, parce que la cour voulait aller chasser aux étangs de Sarcley. Le jour suivant, à cinq heures du matin, deux voitures de poste amenaient Sa Majesté Impériale, S. Exc. Saint-Arnaud, de Persigny, l'Espinasse, lord Cowley, E. Ney et Fleury, à la maison du garde des eaux.

A huit heures, on voulait commencer la chasse, mais pas un gendarme, pas un agent de police n'apparaissait à l'horizon. L'empereur

s'impatientait, de Persigny trépignait; puis, donnant cours à sa fougue, il s'en prit directement à moi :

— Vous n'avez donc pas prévenu le préfet de police et la gendarmerie de Versailles, selon mes ordres, M. Griscelli?

— Excellence, M. Piétri était prévenu dix minutes après la sortie de l'Opéra, et, du cabinet même de M. le préfet, j'ai envoyé une dépêche au commandant de la gendarmerie de Seine-et-Oise de se trouver *ici*.

— Ce n'est pas possible, exclama Son Excellence en colère.

— M. le ministre pourra s'en assurer à son arrivée à Paris. En attendant, je ferai remarquer à Son Excellence que les agents de Paris et les gendarmes de Versailles ne marchent pas en poste.

— Ils devaient partir hier soir.

— Les gendarmes le pouvaient, mais les agents ne le pouvaient pas.

— Et pourquoi, monsieur?

Tout le monde écoutait.

— Parce que, Excellence, les agents qui doivent venir ici aujourd'hui étaient cette nuit à l'Opéra pour le service de Sa Majesté.

— Très-juste, dit Napoléon en riant.

Puis s'adressant à Persigny :

— Je crois que Griscelli vous donne une leçon administrative...

— On n'a jamais le dernier mot avec le Corse, répondit le courtisan.

Voyant que pas un agent ne paraissait, je m'approchai de M. Séguin, directeur des étangs, l'invitant à me donner une barque avec deux bons rameurs et de prier Sa Majesté Impériale de commencer la chasse.

Dix minutes après, les premiers coups de fusil faisaient accourir, avec les hommes chargés du maintien de l'ordre, toute la population des environs. Les gendarmes à cheval, les agents arrivaient sur le terrain, pour se placer selon mes ordres. J'étais obligé parfois de m'approcher du rivage pour conférer avec les gendarmes ou les commissaires de police, pour le service de Sa Majesté Impériale. Le préfet de Seine-et-Oise, qui était arrivé sur ces entrefaites, avec sa femme et sa fille, toutes deux d'une beauté remarquable, me prenant pour un batelier, m'ordonna de le prendre dans ma barque et de le conduire près de l'Empereur. Je lui répondis que je ne pouvais prendre

personne et qu'il ne pouvait approcher de l'Empereur sans y être appelé.

La colère de ce fonctionnaire ne connut pas de bornes. Il m'insulta, me menaçant de me faire arrêter et chasser des étangs.

Mais sa rage grandit encore, quand il vit le peu d'attention que j'y prêtais, en suivant tranquillement le rivage pour contrôler le service.

A midi, les chasseurs se réunirent pour une légère collation, chez le garde général. Deux heures après, on s'embarquait de nouveau pour recommencer la tuerie des oiseaux.

Le préfet de Saint-Marsaud vint présenter ses hommages à Napoléon et fut invité à la table impériale. J'étais à la porte de la salle quand M. Séguin vint me dire, par ordre du souverain, de me faire remplacer un instant et de m'asseoir pour déjeuner.

Moi, berger corse, je haussai de deux coudées quand je me vis assis en face de M[me] la préfette et de sa fille.

A la reprise de la chasse, j'étais derrière Sa Majesté Impériale quand M. de Saint-Marsaud me pria, aussi poliment qu'il avait été grossier, de le prendre dans ma barque avec sa dame et sa fille.

— Monsieur le préfet, répondis-je, je le regrette, mais cela m'est impossible, sans l'ordre de Sa Majesté Impériale, et pour vous prouver que je ne garde pas rancune, je vais le demander pour vous.

L'Empereur, qui avait entendu, se retourna et me dit :

— Si le service n'en souffre pas, prenez-les.

A quatre heures, tout le monde partait pour Paris en voiture, sauf le général et moi. No; places étaient occupées par Mme la préfette et sa fille...

Le lendemain, je fus obligé (par ordre) d'aller les chercher à Versailles et de les conduire à Villeneuve-l'Étang, où Napoléon et Tascher de la Pagerie les attendaient, pendant que le préfet était appelé au ministère de l'intérieur. Lorsque ces dames descendirent à la grille du domaine impérial, Sa Majesté offrit le bras à la mère ; la fille prit le bras de l'officier du palais. Tous entrèrent dans le château, mais la demoiselle en sortit bientôt, m'ordonnant de la conduire à la ferme pour y boire du lait chaud. Deux heures après, je reconduisais ces dames à Versailles et je retournais à Paris.

Quatre jours après, j'allais chercher made-

moiselle toute seule. Sa bonne mère, en me la *confiant*, m'assura qu'elle regrettait amèrement de ne pouvoir aller avec sa fille ; mais... elle était indisposée et elle espérait que Sa Majesté Impériale, qui était si bonne, l'excuserait...

Le soir, le *Moniteur* annonçait que M. de Saint-Marsaud était nommé commandeur de la Légion d'honneur, et M[me] de Saint-Marsaud dame d'honneur de la princesse Mathilde. M[lle] de Saint-Marsaud épousa depuis M. Carruel de Saint-Martin, qui fut créé comte par Sa Majesté Impériale à la signature du contrat.

CHAPITRE XXV.

SINIBALDI.

Un jour, pendant que j'étais dans le cabinet du préfet de police, le général Fleury, aide de camp de l'Empereur, y arriva tout effaré :

— Sa Majesté vous attend, dit-il au magistrat en entrant.

— Diable!... diable! répondit Piétri; j'ai commencé justement un rapport et je voudrais l'achever.

Puis se reprenant :

— Emmenez Griscelli avec vous, général. Si c'est une affaire qui le regarde, Sa Majesté Impériale la lui confiera. Si ma présence est indispensable, il reviendra me chercher avec votre voiture.

Nous prîmes, M. Fleury et moi, le chemin du château. — M. Fleury, bien qu'il ait perdu 25,000 francs à la roulette à Baden-Baden, qu'il ait perdu au jeu 300,000 francs que l'Empereur lui avait donnés pour acheter des chevaux, n'en reste pas moins le confident de Napoléon.

En arrivant dans le salon de service, le général entra chez l'Empereur et me fit signe de le suivre. Sa Majesté Impériale me montra une dépêche qu'elle avait reçue de Londres, lui annonçant qu'un Italien, Sinibaldi, arrivait à Paris, avec des intentions criminelles. La dépêche ajoutait que Sinibaldi descendrait, sous le nom de Peters, rue de la Paix, hôtel de Mirabeau.

Je pris la dépêche des mains de Sa Majesté

Impériale, lui disant que je m'en chargeais.

— Avez-vous des armes? me dit l'Empereur.

— Oui, Sire.

— Voilà mille francs, allez vite, agissez avec prudence, et vous rendrez compte du résultat à Piétri.

En sortant du cabinet impérial, je pris par la rue Saint-Honoré, sans plan arrêté. En passant devant le comptoir d'un marchand de vin, une idée subite me vint et je la mis immédiatement à exécution. Je demandai au maître de l'établissement (M. Vial) deux fioles que je fis remplir, une de cognac, l'autre de vin, puis je me rendis directement à l'hôtel, où l'homme suspect était descendu.

Le concierge, sur ma demande, répondit que M. Peters, venant de Londres, était au premier, n° 6.

Je montai, j'ouvris la porte du n° 6 et me trouvai en face d'un homme de 30 à 35 ans. Il écrivait ; près de lui, sur une table, il y avait deux pistolets et un poignard.

Je m'avançai vers lui en lui disant que j'étais le commis voyageur de l'hôtel, chargé d'offrir des échantillons de mes marchandises aux arrivants. A ces avances, il me répondit :

— Je suis Anglais et je n'ai besoin de rien; laissez-moi tranquille!

Et se levant, il voulut s'approcher de ses armes. Je le prévins en lui mettant mon stylet sur la poitrine et lui disant :

— Vous mentez! vous êtes Sinibaldi, Italien et non Anglais; je viens vous arrêter. Ne faites pas de résistance, ou vous êtes mort!

— Je ne suis pas Italien; je suis Anglais et je protesterai auprès de mon ambassadeur.

— Tant mieux pour vous, si vous êtes Anglais! lui répondis-je; vous allez venir avec moi à la préfecture de police.

Je donnai un coup de pied sur la porte. Un garçon d'hôtel parut, je lui ordonnai de fermer la chambre et de mettre la clef dans ma poche, puis je descendis avec Sinibaldi, tenant toujours d'une main celui-ci au collet, de l'autre mon stylet. Je le conduisis ainsi jusque chez le préfet de police, qui était encore à son bureau, où je l'avais laissé. Je lui remis la dépêche de Londres et lui appris le reste en lui mettant Sinibaldi entre les mains. L'officier de paix, Lagrange, à qui je donnai la clef, courut à la chambre de l'Italien et apporta au préfet de police, outre les armes, des papiers qui prou-

vaient qne Sinibaldi était venu de Londres pour assassiner l'Empereur.

Conduit immédiatement à Mazas, le lendemain on le trouva pendu... lisez : *empoisonné.*

CHAPITRE XXVI.

MORELLI OU L'HOMME DE CALAIS.

A minuit, pendant que je dormais tranquillement, mon concierge de la rue des Moulins, n° 22, M. Bosquet, vint m'apporter un ordre qu'un planton du ministre de l'intérieur lui avait remis et qui m'ordonnait de me rendre immédiatement au ministère. Je me levai précipitamment et me rendis rue Grenelle-Saint-Germain, n° 101. L'huissier de service, Henry, m'introduisit dans la chambre de Billault. Celui-ci était au lit, Piétri lui tenait compagnie, assis dans un fauteuil.

En me voyant, le ministre m'ordonna de partir pour Calais. Il me donna 1,000 francs

et me dit de me présenter à la préfecture, où je trouverais le préfet du département, qui avait des ordres à me communiquer.

En arrivant à la gare du Nord, une locomotive et un seul waggon se mirent en marche par ordre du gouvernement.

A 7 heures, comme j'entrais dans la gare de Calais, un monsieur (Victor Duhamel, préfet) me prit par le bras et me fit entrer au buffet. Là, en prenant le café, il me dit qu'un homme, dont on ne savait pas le nom, devait descendre à terre, à 9 heures, et se rendre à Paris pour y assassiner l'Empereur.

— J'ai ordre de Son Excellence de vous le faire voir, dit M. Duhamel.

— Et moi de le surveiller, répondis-je au préfet du Pas-de-Calais.

A l'heure indiquée une barque se détacha dans le port. Appuyé sur le signalement que M. Victor Duhamel m'avait communiqué, je me fis l'ombre de l'un des deux débarqués, qui aussitôt qu'il eût touché terre, se rendit à pas précipités à la gare, mais le train de Paris était parti.

A midi, il partait de Calais ; à 4 heures, nous débarquâmes ensemble à la gare du Nord et

nous allâmes nous loger rue Montmartre, comme des voyageurs que le hasard met ensemble dans une voiture ou dans un wagon de chemin de fer.

Il m'avait dit être Italien et venir pour visiter la capitale! Je lui avais dit être Marseillais et commis voyageur pour les vins bordelais.

Pendant deux jours, de midi à 4 heures, nous nous promenâmes ensemble. Comme il voulait toujours rôder autour des Tuileries, place de la Concorde, vers l'Arc-de-Triomphe, je me gardais bien de le détourner de sa promenade favorite. La cour allait partir pour Biarritz. Je le savais. Un soir, en dînant à l'hôtel, je lui témoignai le regret que j'avais de le quitter, devant partir pour Bordeaux. Il me regarda et me dit :

— A merveille! je pars demain pour Bayonne!

Le lendemain au soir, nous nous promenions au *Quinconce*.

Le matin et le soir (comme à Paris), je m'absentais de l'hôtel, soi-disant pour faire des placements de vins; mais c'était pour rendre compte au préfet (M. Haussmann alors) de mon service.

La veille du passage de Leurs Majestés Impériales, à 10 heures du soir, je me promenais avec mon individu sur le bord de la Gironde. M. le préfet de Bordeaux vint à passer et m'annonça que Leurs Majestés Impériales allaient arriver et qu'il fallait agir...

Le jour après, on retirait du fleuve un homme avec un poignard dans la nuque et on le portait à la Morgue, pendant que le train impérial traversait la ville pour se rendre à Biarritz.

Quelques jours après, M. Haussmann était nommé préfet de la Seine (où il est encore). Il a été fait grand-croix et sénateur. M. Duhamel fut fait conseiller d'État, député, etc., etc., etc., en récompense des services qu'ils avaient rendus dans cette malheureuse affaire. Et moi, le berger corse, qui avait bien fait quelque chose... j'y perdis mon poignard! qui resta à Bordeaux entre les mains de la justice!... comme preuve de l'assassinat de Silvani de Perruggio!

CHAPITRE XXVII.

PIANORI.

Ce malheureux Pianori, natif de Parme, était un homme instruit, mais d'un esprit facile à séduire. A son arrivée à Paris, il logea rue de la Galande, chez un compatriote, cordonnier de profession.

Ne connaissant pas le français, il se trouva bientôt dans la misère la plus complète.

Dans le même hôtel que lui demeurait un de ces misérables que j'ai flétris (au chapitre XXI) sous le nom d'agents provocateurs.

Il résolut de faire de Pianori sa victime, persuadé d'avance que cette victime ferait sa fortune.

L'espion commença par plaindre Pianori, lui donna de l'argent, lui paya à manger, à boire surtout, et, pendant qu'il était ivre, l'agent l'excita contre Napoléon.

L'employé de la Préfecture prit un tel ascendant sur l'Italien que ce dernier, croyant avoir trouvé un Dieu bienfaisant, se serait jeté à la Seine plutôt que de désobéir à son bienfaiteur, qui le nourrissait et le logeait sans travailler.

Le jour de l'attentat, Pianori, ivre d'absinthe, est conduit par l'agent aux Champs-Élysées; on lui met à la main un revolver et il tire trois coups sur Napoléon.

Arrêté, jugé et condamné à mort, le jour de son exécution, à six heures du matin, au moment où la tête de Pianori tombait dans le panier, le *Moniteur* annonçait à ses lecteurs que Hébert était fait chevalier de la Légion d'honneur pour services exceptionnels.

CHAPITRE XXVIII.

ORSINI.

Le chapitre que je veux consacrer au héros des bombes ne sera pas long. Tout le monde

connaît ce procès. On a dit qu'Orsini était l'exécuteur des hautes œuvres d'une loge maçonnique d'Italie. A mes yeux, il ne fut qu'un piètre conspirateur, un triste assassin, un homme sans caractère (1). Il était venu à Paris pour y assassiner Napoléon; il se contente d'acheter un cheval et de se promener tous les jours, côte à côte, avec le chef de l'État. Il fait fabriquer des bombes, qui portent son nom, et il fait venir deux malheureux compatriotes pour les jeter dans la foule.

Le soir du crime, il se contente d'y assister en amateur. Dès que ses séides eurent semé la mort et la désolation autour des voitures impériales, Orsini s'en va chez lui et se couche tranquillement, comme un épicier du Marais.

Arrêté dans son lit, il se fait espion en dénonçant tous les gens de son parti.

Voilà le héros dont les gens de son parti ont publié des mémoires, pour lequel on a fait des

(1) Nous pensons que dans le chapitre d'*Orsini*, le dépit anime la plume de Rimini. Il est certain que la police fut un instant jouée par le conspirateur italien, et l'amour-propre de l'auteur doit en avoir éprouvé un profond ressentiment.

(*Note de l'éditeur.*)

souscriptions ainsi que pour sa sœur et qu'on a posé en martyr de la liberté!

Une foule d'agents de police furent décorés. Bien des victimes périrent. Le préfet de police et le ministre de l'intérieur donnèrent leur démission. La loi de sûreté générale naquit, à la suite de l'affaire Orsini.

CHAPITRE XXIX.

LE PRINCE CAMMERATA (PETIT-FILS PAR SA MÈRE D'ÉLISA BONAPARTE).

Après la formation du conseil d'État du nouvel empire, une séance extraordinaire fut tenue aux Tuileries, sous la présidence de Sa Majesté Impériale, pour préparer la loi de sûreté générale. Un jeune membre du conseil, d'origine italienne, prince du sang, parent du chef du gouvernement, s'éleva seul et dans une improvisation éloquente contre la loi qu'il qualifiait de loi draconienne; son discours serré, sa-

vamment combiné, prononcé avec feu, fit une sensation extraordinaire. Le jeune prince, bien qu'il eût parlé entre tous, fut applaudi par Napoléon et par toute l'assemblée.

Dès ce jour, le prince Cammerata fut le héros de toutes les fêtes officielles, ministérielles et bourgeoises. Son esprit élevé, son savoir, ses manières de gentilhomme, sa parenté avec le potentat, sa position, son rang, le faisaient admirer; mais ce qui lui avait gagné tous les cœurs partout où il s'était montré, c'était sa modestie. Les savants, parmi les hommes, recherchaient sa société. Parmi les femmes, l'impératrice Eugénie se distinguait par la préférence qu'elle lui accordait dans les fêtes des Tuileries.

C'est dans une de ces fêtes, hélas! que le malheureux prince, ayant à son bras celle qui savait si bien l'accaparer sous prétexte de parler italien, eut le malheur de dire à sa souveraine : « Je vous aime! » Parole innocente, sans doute, si elle avait été dite en secret, mais parole imprudente, parce qu'elle fut entendue des dames d'honneur. La hardiesse était publique!... Aussi la fille de Montijo, comme une hyène blessée, s'élança-t-elle vers son

époux-empereur pour demander vengeance. A l'instant même, le prince Cammerata fut livré à l'agent Zambo, qui conduisit le conseiller d'Etat dans son appartement et lui fit sauter la cervelle par derrière d'un coup de pistolet. M. Piétri et moi, instruits de ce qui venait d'arriver, courûmes chez le prince, mais quand nous arrivâmes, il était mort.

Le préfet de police se jeta sur le corps de son ami, en pleurant comme un enfant. Quelques instants après, il se leva. Je n'avais pas versé une larme. Nous fermâmes la porte et nous passâmes par les Tuileries, où on dansait encore. En entrant chez le concierge, j'appris que Zambo était rentré et ressorti quelques minutes auparavant.

M. Piétri et moi, nous rentrâmes à la préfecture, pendant que les assassins du prince dansaient aux Tuileries.

Le matin en me levant, j'eus un éblouissement sanguin. Une heure après, sans autre idée que celle de venger l'ami de mon bienfaiteur, je me présentai chez M. Piétri et lui demandai un passe-port pour Londres. Il me regarda en face, puis me dit ces mots :

— Nous sommes Corses, va, je t'ai compris;

que la vengeance ne se fasse pas attendre.

— Comptez sur moi. Dans quarante-huit heures au plus, tout sera fini. Pendant ce temps, si on me demande au château, vous direz que je suis malade !

Il m'embrassa, me donna 1,000 francs. Trente-sept heures après, j'étais de retour, après avoir couché sous le pont de London-Bridge, complétement défiguré et poignardé, Zambo, l'assassin du prince Camerata.

La police de Londres, malgré toute son intelligence, ne put jamais reconnaître le cadavre (une bouteille de corrosif lui avait brûlé la figure), ni découvrir le coupable.

Environ quinze jours après le bal des Tuileries, j'avais accompagné Leurs Majestés Impériales à Saint-Cloud, et je me promenais dans la cour, quand Napoléon m'ordonna par une fenêtre de monter au salon.

Dès que je fus en sa présence, Sa Majesté Impériale, devant l'Impératrice, me demanda :

— Connaissez-vous Londres ?

— Oui, Sire !

— Quand y avez-vous été ?

— Lorsque Sa Majesté Impériale m'y a envoyé porter une lettre à M. de Persigny.

— Mais vous y avez été depuis?

Il me disait cela en me regardant en face.

— Oui, Sire! répondis-je en le regardant également en face, le jour où M. Piétri m'a donné un passe-port.

— *Sempre la vendetta !* dit Napoléon.

— *Sono Corso!* répondis-je.

Après le départ de Piétri, mon bienfaiteur, ne pouvant pas m'entendre avec son successeur (M. Boitelle), je partis pour l'île de Corse, où les villageois me reçurent avec des marques d'une joie immense. J'étais parti berger, à leurs yeux je revenais grand homme! Ce qu'il y a de positif, c'est que j'étais parti avec 25 fr. dansma poche et j'y retournais avec 130,000 fr. Deux jours après, j'achetais toutes les propriétés du juge de paix Vitali et je lui payais 40,000 francs comptant!

Deux mois après, le comte de Cavour, ministre du roi sarde, sur la recommandation de M. Piétri, m'appelait à Turin pour m'attacher à sa personne en qualité d'agent politique...

Bien que je n'aie pas tout dit (et le lecteur le comprendra), j'ai hâte de terminer pour commencer la deuxième partie, qui comprend toute la question italienne, de 1859 à 1866.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE XXX.

CAVOUR.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire dans la première partie de ces mémoires, la malheureuse affaire Orsini, qui sema le deuil dans beaucoup de familles, nous fut fatale à M. Piétri, mon bienfaiteur, et à moi.

Tous deux, nous quittâmes Paris, la cour et l'Empereur que nous aimions d'un sincère amour et à qui nous étions également dévoués. Le nouveau préfet de police, Boitelle, qui avait ses créatures à placer, n'attendit pas la démission de plusieurs protégés de son prédéces-

seur; il les destitua tous dès son entrée en fonctions.

Au moment où il se mit à la tête de l'armée pour délivrer les Italiens du joug de l'Autriche, Napoléon III rappela auprès de lui son ancien préfet de police. M. Piétri, dévoué jusqu'à l'abnégation vis-à-vis des Bonaparte, accepta la nouvelle position qui lui était offerte, bien qu'elle fût presque humiliante.

L'emploi qu'il eut à remplir en Italie, auprès du souverain, aurait pu être tenu par un simple commissaire de police.

Je le suivis jusqu'à Turin, où nous attendîmes de voir paraître le drapeau français pour commencer notre service.

Aussitôt que les Turinois eurent appris que le confident de l'empereur des Français se trouvait dans leur ville, tout ce que la capitale du Piémont renferme d'hommes d'État (Cavour en tête) s'empressa de venir féliciter M. Piétri.

A la suite d'un entretien entre le comte de Cavour et M. Piétri, il fut décidé que, ne pouvant pas servir l'Empereur sans l'agrément de Boitelle, je passerais au service du comte de Cavour, avec les mêmes priviléges et émoluments, etc., que j'avais à Paris.

Dans cette seconde partie de ma vie politique aventureuse, j'aurai très-peu de faits dramatiques à exposer; mais, en revanche, nous nagerons en plein dans les exploits de haute police politique.

A mon arrivée à Turin, je m'étais logé rue Neuve, à l'hôtel de la Licorne. Le lendemain, à 9 heures, je me rendis au ministère des affaires étrangères, muni d'une lettre de M. Piétri.

Plus de vingt visiteurs attendaient leur tour pour être reçus par l'homme extraordinaire qui attirait en ce moment les regards de l'Europe entière.

Les uns venaient rendre compte de leurs missions, les autres venaient en solliciteurs, d'autres encore vinrent demander le mot d'ordre de cette vaste conspiration qui devait éveiller un peuple assoupi, abruti, esclave, tyrannisé depuis 1815. Deux fois déjà, il avait voulu secouer le joug de la maison d'Habsbourg; deux fois, il avait payé par des amendes et des vexations, son amour pour la liberté.

Lorsque j'eus donné mon nom à l'huissier de service, bien que tout le monde fût placé par numéro d'ordre, sans distinction de rang ni de titre, il me fit passer par la porte des secrétaires.

— J'ai l'ordre de Son Excellence de vous y faire passer. Il vous a déjà demandé deux ou trois fois depuis hier.

Je m'attendais à être introduit dans quelque vaste salon-cabinet, pareil à ceux de nos grands ministres-potentats de France, où l'or, les glaces et la soie se touchent. Quelle ne fut pas ma surprise de me trouver dans une petite chambre!

Une table, quatre chaises et une masse de cartons étaient tout le mobilier des attachés de Cavour : Minghetti, Artom et Nigra écrivaient au même bureau.

Ils m'offrirent la seule chaise vacante qui se trouvait là.

J'étais à peine assis qu'un homme de 40 à 45 ans, petit de taille, d'une grosseur moyenne, portant lunettes et un petit collier châtain-gris, parut à une porte, et m'appelant par mon nom me fit signe d'aller à lui.

En me trouvant pour la première fois en face du ministre plénipotentiaire du congrès qui eut le courage de poser les conditions du futur royaume d'Italie, je me souvins de l'entretien que j'eus, pour la première fois, également, avec l'Empereur sur la terrasse de l'Opéra.

Je constatai que la vivacité de sentiment avait complétement disparu, car je n'éprouvais aucune émotion, tant j'avais fréquenté les potentats du jour.

Il me toisa des pieds à la tête, puis il me dit :

— Votre compatriote, M. Piétri, m'a assuré que nul mieux que vous ne pouvait me seconder dans ce que j'ai à faire dans la crise qui se prépare. Vous connaissez les hommes et les choses. Vous êtes dévoué et énergique et vous n'avez pas peur des grands coups. Tels sont les renseignements que j'ai sur votre personne. Vous parlez italien. Vous êtes l'homme qu'il me faut, venez me voir ici même, ce soir, à neuf heures (1).

A l'heure précise, j'entrais dans le cabinet de l'homme pour lequel les Italiens — qui l'avaient brûlé en effigie quelques années auparavant — professaient un culte extraordinaire.

Un mot, un ordre de Cavour en Italie, en 1859, 1860, 1861, étaient exécutés, coûte que coûte, comme des arrêts émanés de la Providence.

(1) Contrairement à l'habitude de tous les ministres qui s'en vont à quatre heures, les ministres de Turin viennent tous les soirs, à neuf heures, à leur cabinet.

Nous nous assîmes en face l'un de l'autre. Après un instant de silence, il me dit :

— Vous allez partir dans quelques jours pour le Modenais, en passant par Parme, vous irez jusqu'à Bologne. Vous verrez Veggezo à Parme; Cantelli à Modène; Carbonieri et Zini à Bologne; vous irez voir le marquis Pepoli. Ces messieurs, que j'ai nommés chefs de comité de leur province, recevront vos observations; vous recevrez d'eux les renseignements. Il faut qu'au premier signal, les Italiens se lèvent en masse pour seconder l'armée régulière et chasser à coups de fusil leurs tyrans. M. Piétri vous donnait 500 francs par mois, plus des gratifications; moi, je vous alloue pareille somme. Vous m'adresserez votre correspondance, toujours en français, à mon domicile, rue d'Alfieri.

Je veux que toute l'Italie soit une vaste conspiration.

Dites bien aux directeurs des comités que si je consens à recevoir dans nos rangs de grands noms, les grades d'officiers ou de chefs d'escouades doivent être donnés aux anciens militaires !

Tel fut à peu près le premier entretien que

j'eus avec le président du conseil du Roi, qui allait bientôt prendre le titre de : premier soldat de l'indépendance!

A minuit, nous sortîmes ensemble du ministère, très-contents l'un de l'autre. Lui, disait être satisfait de mes connaissances; moi, je l'étais de la position avantageuse qu'il m'avait promise. En me quittant, rue Neuve, le ministre m'ordonna de venir à son cabinet le lendemain, à neuf heures, y recevoir ses premiers ordres et le premier quartier de mes appointements, qu'il me payait par anticipation. Et puisque je parle pour la première fois d'argent, je dirai à mon lecteur (une fois pour toutes) que les hommes du gouvernement impérial ne m'ont jamais donné un ordre sans me dire : « Avez-vous des armes? » tandis que Cavour me disait, en me donnant ses ordres : « Avez-vous besoin d'argent? »

Deux jours me suffirent pour voir les hommes que je devais surveiller et leur parler. Je fis à leur sujet un rapport si étendu, si clair, en donnant une idée si juste du caractère et des vues politiques de ces trois hommes d'État que le comte de Cavour m'en témoigna toute sa satisfaction.

— C'est impossible, me dit-il, de mieux les dépeindre. Rattazzi, toujours à la chasse d'un portefeuille; Brofferio, républicain intègre, refusant tout emploi pour avoir le droit de crier à la Chambre; Solar de la Marguerite, ne pouvant être quelque chose et demandant qu'on aille à la messe, qu'on observe les fêtes et qu'on soit soumis au Pape. Demain, me dit-il en terminant, vous m'accompagnerez à Gênes. Son Altesse Royale le prince de Carignan et moi nous allons au-devant de l'Empereur.

— Oui, dis-je, Excellence, mais je la préviens que je ne veux figurer dans aucune fête officielle où la cour impériale sera.

— Ah! je comprends, venez toujours à Gênes, là vous ferez ce qu'il vous plaira.

Le lecteur remarquera que je ne parle ici ni de Plombières, ni des commissaires que Giulay envoya à Turin avec un ultimatum.

Victor-Emmanuel, à l'approche de l'armée française, avait nommé son cousin lieutenant général du royaume et était parti pour le camp avec le ministre de la guerre, le général de Lamarmora.

C'est en son lieu et place que S. A. le prince de Carignan allait recevoir, au port de Gênes,

l'empereur des Français, qui avait pris le titre modeste de général en chef des armées franco-italiennes.

Le débarquement se fit au milieu d'un enthousiasme difficile à décrire. L'état-major et toute l'armée défilèrent sur un tapis de fleurs. Les soldats étaient chargés de fleurs et d'oranges ; les officiers avaient des couronnes.

Le municipe et les jardiniers de la ville de marbre préludaient déjà aux victoires de Magenta et de Solferino.

L'état-major français, après vingt-quatre heures passées en fêtes à Gênes, se rendit à Alexandrie, où le ministre italien envoya un agent secret qui devait lui rendre compte des faits et gestes du général en chef, de son entourage et des personnages qui viendraient le visiter. Cet espionnage dura pendant toute la campagne. J'ajoute, pour être dans le vrai et pour la moralité de la chose, que l'agent italien obtenait tous les renseignements qu'il désirait de M. Hirvoy, commissaire de Napoléon III (ex-chapelier failli), pour quelques petits cadeaux et quelques parties échevelées.

CHAPITRE XXXI.

VICTOR-EMMANUEL.

Les hommes qui s'occupent tant soit peu des affaires du jour se souviennent encore de la réception des Tuileries, 1er janvier 1859, lorsque Napoléon III dit à S. Ex. M. Hubner, ambassadeur d'Autriche :

— Je professe, mon cher Hubner, la plus haute estime pour votre jeune et chevaleresque empereur ; mais votre gouvernement tyrannique est la honte du siècle !

Ces paroles impériales, prononcées devant tous les représentants des nations européennes, retentirent à Vienne comme un coup de foudre.

En sortant de l'audience officielle, les diplomates s'empressèrent de soumettre à leurs maîtres respectifs la relation de l'incident du 1er de l'an et la quasi-déclaration de guerre de

la France à l'Autriche. On devait s'attendre à la guerre pour le printemps.

Le roi du Piémont, incapable de s'occuper d'autre chose que de chasse, de femmes et de champagne, disait à la même réception et en présence des deux Chambres que l'année 1859 serait une année féconde en événements pour le sort de l'Italie; que les Italiens, secondés par un puissant allié, devaient s'apprêter aux combats, aux souffrances et aux sacrifices pour l'indépendance, la liberté de leur patrie et l'unité du royaume italien.

Le soir même de ces harangues guerrières des deux têtes couronnées, je partais pour Parme. Cantelli, chef du mouvement, m'attendait au bureau des voitures pour me conduire chez lui. Ce chef, quoique grand seigneur et paraissant plein de feu pour l'unité de sa patrie, ne m'inspirait qu'une confiance médiocre, à cause de ses antécédents.

Il avait été maire en 1848 ; expulsé et condamné à mort à la rentrée des Bourbons, il accepta la grâce de ses bourreaux en 1850, et il s'y était rallié.

Le comte Cantelli, en homme rompu aux ruses des cabinets, s'apercevant de ma retenue,

m'en parla franchement. Franchement, je lui répondis qu'il avait pensé juste...

Nous nous quittâmes, deux jours après, les meilleurs amis du monde; et depuis, je l'avoue, il a servi sa cause comme député, comme ministre et comme préfet, avec un zèle et un dévouement inébranlables contre la duchesse de Bourbon, qui lui avait sauvé la vie, qui avait payé pour lui 80,000 francs de déficit, que le maire de 1848 avait laissé dans la caisse municipale de Parme.

A Modène, je fus reçu par Carbonieri et Zini, ex-professeur à Gênes. Ils étaient rentrés dans leur patrie pour y conspirer contre François IV, duc de Modène, qui, quelques années avant, les avait graciés tous les deux. De Modène, je me rendis à Bologne. Pepoli, cousin des Napoléon par Murat, m'invita à loger chez lui. Ce jeune marquis croyait que sa parenté avec les familles régnantes de Paris et Berlin l'aurait fait au moins grand-duc. Mais son secrétaire, mieux avisé que le petit-fils de Murat, lui a fait comprendre qu'il faut qu'un grand-duc aujourd'hui sache faire, en cas de besoin, sa correspondance, ses discours officiels, etc. Se rendant à ces considérations, M. le marquis

Pepoli s'est contenté d'être tout bonnement député, et, dans les occasions, commissaire extraordinaire dans les provinces, comme à Perruggia et Padoue.

Les comités révolutionnaires de Parme, Modène et Bologne surtout, s'organisaient régulièrement et rapidement; je reçus ordre du comte de Cavour, que j'informais tous les jours, de me rendre en Toscane, où Ricasoli et Boncompagni dirigeaient le mouvement.

Ces deux messieurs, qui me reçurent fort bien, me surprirent. Le baron Ricasoli, issu des premiers nobles florentins, décoré de l'ordre de Marie-Thérèse d'Autriche, ami intime du duc régnant, Autrichien très-prononcé toute sa vie politique, sauf deux jours en 1848 qu'il se fit républicain avec Mordini, Guerazzi, Montenelli de Ciprioni, qu'il trahit en allant aux frontières chercher Léopold, que ses nouveaux amis et le peuple de Florence avaient chassé.

M. Boncompagni me surprit encore davantage, il était représentant du gouvernement sarde.

Il avait été demandé, par la cour de Toscane. comme connaissance, et comme ami et ambassadeur. Il avait juré fidélité et sincérité. Il

avait, comme son collègue Ricasoli, tout trahi, tout foulé aux pieds.

Le gouvernement autrichien, informé par ses agents de toutes nos menées occultes : organisation des comités révolutionnaires, engagement des volontaires dans toute la Péninsule, sous les ordres de Garibaldi, qui, oubliant les injustices de Charles-Albert, accourait pour mettre son épée au service de Victor-Emmanuel, les armements réguliers de l'armée sarde, ordonna au général Giulay d'envoyer deux officiers de son état-major à Turin porter une déclaration de guerre, et ce dans les vingt-quatre heures, si les volontaires n'étaient pas licenciés et l'armée piémontaise désarmée.

A l'arrivée des deux envoyés, le roi rassembla son conseil, et, par ordre de son ministre, il répondit qu'il ne pouvait accepter aucune des propositions de la cour de Vienne.

Pendant le conseil, je reçus ordre du comte de préparer une manifestation aux aides de camp de Giulay.

A peine furent-ils hors du château qu'une foule de gamins les accueillit par des cris : Vive l'Italie ! Vive l'indépendance ! A bas l'Autriche ! A bas nos bourreaux ! A bas les tyrans !

Avant qu'ils fussent au chemin de fer, les gamins avaient entraîné avec eux plus de vingt mille personnes.

A mon retour de la station, je fus chaleureusement complimenté par le ministre, qui s'enferma dans son cabinet pour rédiger la dépêche suivante :

« Sire,

» Les deux envoyés autrichiens ont été con-
» duits à la station du chemin de fer par la
» population de Turin aux cris de : Vive l'Ita-
» lie ! Vive l'indépendance ! A bas l'Autriche !
» A bas nos bourreaux ! A bas les tyrans ! »

Signé : Cavour.

Deux heures après, il m'appelait pour me faire voir la réponse :

« Le prince Napoléon et moi nous nous em-
» barquerons à Marseille demain soir. Le maré-
» chal Canrobert et Niel arriveront par Luga.
» Le général Mac-Mahon viendra me joindre à
» Gênes, avec 40,000 Africains, où le maréchal
» Baraguey d'Hilliers doit débarquer aujour-
» d'hui même. »

Quand j'eus fini de lire, le comte me demanda :

— Que pensez-vous de cette dépêche?

— Excellence, lui dis-je, c'est l'exécution du deuxième article que les deux parties ont signé à Plombières! en attendant le troisième... Puisque le premier est consommé depuis longtemps...

CHAPITRE XXXII.

GUERRE ET CONSPIRATION RICASOLI.

Quelques jours après, S. A. le prince de Carignan, le comte de Cavour, le général de Lamarmora, Ratazzi et moi, nous partîmes pour Gênes pour y recevoir les puissants alliés. Sa Majesté Impériale, le prince Napoléon, le maréchal Vaillant et une foule de généraux, de colonels et d'officiers d'ordonnance, débarquèrent au son des cloches, au bruit du canon, aux cris frénétiques d'une population entière

qui s'était portée sur le port pour saluer la France, qui sacrifiait son sang, son argent, pour venir libérer une nation qui, sous le premier Empire, avait partagé nos gloires, nos triomphes et, de 1815 à 1850, avait également partagé nos revers et nos humiliations.

Puissé-je me tromper; mais il me semble qu'un jour, par suite des hommes qui le gouvernent, ce royaume de 24 millions d'habitants que nous avons fondé se tournera contre nous et nous payera d'ingratitude!

Je ne voulus pas, par amour-propre, assister officiellement à aucune réception, à aucune fête, à aucun bal, qui furent donnés à Gênes en l'honneur de l'armée française. Pour ne pas me trouver face à face avec ceux que j'avais servis et avec lesquels j'avais été même trop lié, je me contentai de suivre officieusement les principaux acteurs du grand drame militaire qui commença à Montebello, à coups de canons, et se termina à Villafranca par un coup de plume.

En me mêlant au cortége, je vis, ce que je savais déjà, que le vrai roi du Piémont, Victor-Emmanuel, n'avait pour lui que le titre, et que l'ordonnateur, l'exécuteur de l'opinion pu-

blique était bien l'homme que l'empereur des Français appelait à Plombières et celui qu'il ne cessa de consulter depuis son entrée à Gênes jusqu'à la journée de Solférino.

Lorsque Napoléon établit son quartier général à Alexandrie, et que le ministre retourna à Turin, je reçus ordre de partir pour Florence avec des carabiniers vêtus en civils, afin de m'entendre avec Ricasoli et Boncompagni, qui pressaient le cabinet de Turin d'agir, parce que, disaient-ils, le peuple, se sentant appuyé par la France, était impatient d'attendre.

Dans un conciliabule que j'eus avec les chefs des sections, chez les directeurs du complot, nous décidâmes, d'un commun accord, que mes quatre-vingts Piémontais s'éparpilleraient le matin sur les places de la ville en cherchant à ameuter les passants. Dès qu'on jugerait l'esprit florentin prêt à seconder la révolution, on se porterait place du Palais Pitti pour y crier : A bas Léopold! A bas le Duc! Vive l'Italie! Vive l'Indépendance! Ce mouvement convergent dans les rues s'exécuta comme une manœuvre. Et quand la foule était agglomérée place du Château, Ricasoli, le même qui lui en avait ouvert les portes en 1848, monta rapide-

ment les escaliers, se présenta au duc régnant, et lui demanda de partir sur-le-champ, au nom du peuple qui demandait son abdication. Le duc, au lieu de se mettre à la tête de son armée — 15,000 hommes — et charger cette vile multitude, demanda à ses bourreaux une escorte pour passer la frontière de ses États. Une heure après, le drapeau sarde flottait sur tous les édifices de la ville des Médicis.

Toutes les caisses furent pillées ; mes agents, qui étaient descendus des Alpes presque en sabots, se promenaient deux jours après en grands seigneurs aux Cassines.

Ceux qui se sentaient un peu capables d'être quelque chose, s'installèrent, de leur autorité, aux postes, aux télégraphes, dans les ministères, à la préfecture, aux mairies, etc., etc., etc. Heureusement que les héros des barricades de Rome, Milan, Gênes, Livourne, vinrent, par ordre de Cavour, remplacer ceux qui avaient jugé utile de rester à Florence sous les ordres de Ricasoli, qui *s'était nommé* gouverneur général de la Toscane et de Boncompagni, qui s'était créé commissaire du roi de Piémont.

Le gouvernement provisoire se constitua comme suit :

M. Boncompagni, président du conseil et commissaire du Roi ;

M. le baron de Ricasoli, ministre de l'intérieur ;

M. Fabrizzi, à la justice ;

M. Corsi, au commerce ;

M. Silvagnoli, à l'instruction publique ;

M. Peruzzi, aux finances ;

M. Bianchi, secrétaire général du conseil.

Comme il n'y avait ni armée, ni marine, il n'y eut ni ministre de la guerre, ni ministre de la marine.

A quatre heures du soir, la ville de Florence était aussi tranquille, aussi indifférente que l'avant-veille. Le berger corse, qui avait reçu 6,000 francs pour sa course de vingt-quatre heures, se disait à part lui :

— Qui pourrait jamais croire que Boncompagni, ministre accrédité auprès du grand-duc, qui montait hier les escaliers du palais Pitti en faisant des courbettes, y règne aujourd'hui en maître après en avoir chassé le souverain ! Qui pourrait croire également que le baron Ricasoli, qui alla chercher en 1849 le grand-duc, que la révolution avait chassé de la Toscane, et qui reçut pour ce fait la croix

de Marie-Thérèse, soit le même homme qui vient d'aider à chasser le même grand-duc!

La révolution finie en Toscane, je reçus ordre du comte de Cavour de me porter avec mes agents à Parme.

Le comité de Parme, composé de Cantelli, San-Vitali, Melussi, David, Torregiani, vint au-devant de moi, dès qu'il apprit que je m'approchais de la ville. Dans un café à Saint-Hilaire, nous arrêtâmes nos mesures pour faire des barricades dans toute la ville. Le chef de la police, Mattei, le général Trotti, qui commandait 10,000 hommes, avec lesquels il aurait pu nous mitrailler, s'étaient vendus au gouvernement de Turin et n'empêchèrent rien.

La grande-duchesse, Marie de Bourbon, en s'éveillant un beau matin, se trouva débordée par les révolutionnaires, fit atteler sa voiture et se dirigea sur Mantoue, pour se mettre sous la protection des canons de l'Autriche.

Le comte Cantelli, maire de Parme en 1848, condamné à mort comme chef d'insurrection et pour avoir pris 80,000 francs dans la caisse municipale, avait été gracié par la grande-duchesse; pour reconnaître tant de générosité,

Cantelli s'était de nouveau fait conspirateur, en 1859, pour détrôner sa bienfaitrice.

Dans le duché de Modène, les choses se passèrent de même qu'à Florence et à Parme. MM. Carbonieri, Zini, Mayer, Chiesi, furent les chefs qui me reçurent et auxquels je dus obéir.

Le duc de Modène, au lieu de marcher contre les insurgés, passa le Pô, pour aller au milieu des baïonnettes autrichiennes.

CHAPITRE XXXIII.

MASSIMO D'AZEGLIO.

Pendant que je m'acheminais vers le duché de Parme avec mon personnel, pour m'entendre avec le comte Cantelli, et vers Modène, pour y remplir la mission qu'on vient de voir, Victor-Emmanuel nommait son cousin, le prince de Savoie, lieutenant général du royaume et se plaçait avec son armée, campée à Saint-Maurice, sous les ordres de l'empereur des

Français, qui prenait modestement le titre de général en chef des armées franco-italiennes. J'ajoute que ce double titre n'empêcha pas le puissant allié d'être surveillé par la police de Cavour, pendant tout le temps qu'il resta en Italie. Par suite de quelques faveurs plus ou moins permises, Hyrvoi, inspecteur du camp impérial, bien que payé sur le budget français, ne se faisait jamais faute de rendre compte à mes agents de tout ce qui se passait sous la tente du quartier général français.

Pendant que l'armée opérait ses mouvements en avant, qu'elle battait les Autrichiens à Castiggio et Montebello, qu'elle préparait les victoires de Magenta et de Solferino, la police et les comités organisés par Cavour détrônaient les roitelets de l'Italie centrale. L'armée française marchait à pas de géant dans la haute Italie.

A Montebello, à Palestro, à Magenta, à Solferino, des victoires éclatantes couronnaient le drapeau des deux nations. La paix de Villafranca vint arrêter l'élan de l'armée et laisser inachevé le programme de Napoléon : *L'Italie libre des Alpes à l'Adriatique.*

Le comte de Cavour, en apprenant cette nou-

velle, m'envoya avec Massimo d'Azeglio dans les Romagnes, puis il donna sa démission et se retira à Genève. Ratazzi le remplaça pendant que je me dirigeais, avec le représentant du Roi, vers Bologne, qui, à l'instigation des comités Pepoli, avait chassé les autorités cléricales, abaissé les armes du Pape et les avait remplacées par les armes italiennes.

J'accompagnai ce commissaire, qui rentra dans la ville sur un tapis de fleurs. Les drapeaux aux armes de Savoie se mariaient avec le velours et la soie que les Romagnols avaient exposés, en signe de joie, à leurs fenêtres. Toute la ville était dans une surexcitation difficile à décrire : des cris, des chants, des musiques, faisaient chorus dans les rues, où les Bolonais se promenaient librement, sans craindre que la police autrichienne, qui les avait tyrannisés depuis 1815, les en empêchât.

Aussitôt le soir venu, une foule de gens, la plupart des révolutionnaires qu'on avait mis en liberté le matin, se promenaient en ville en criant : *I lumi!* (De la lumière.)

Les fenêtres s'éclairaient par enchantement, et si quelque bon citoyen n'obéissait pas aux saturnales piémontaises, il était bel et bien

traîné en prison et quelquefois on saccageait sa maison.

Encouragés par l'obéissance qu'ils trouvaient presque dans toute la ville, les sans-culottes de Bologne se portèrent devant l'évêché. S. Em. Mgr Viale, prélat, mon compatriote, était alors cardinal et occupait le palais archiépiscopal. Auteur du concordat, il était détesté ouvertement des révolutionnaires, qui, pour se venger de ses principes clérico-bourbons, criaient en masse : *I lumi!!*

Et voyant que Son Éminence n'obéissait pas, ils escaladèrent la grille de la cour, s'avancèrent dans les escaliers pour monter dans les appartements.

Je me trouvais chez monseigneur. Comme compatriote, je lui avais rendu visite, et j'y avais dîné ; comme agent de Cavour, — et là est le véritable talent de l'espion, — je m'étais faufilé dans le camp ennemi.

Je me présentai au bout de l'escalier un pistolet et un poignard à la main, et je leur dis :

— Voilà donc l'usage que vous faites le premier jour de votre liberté! Vous voulez forcer un ministre de Dieu à se réjouir de vos saturnales! C'est là ce que vous appelez la liberté?

Je suis Français! je vous annonce que l'Empereur saura demain votre conduite de ce soir, et le bel usage que vous voulez faire de la liberté, qu'il est venu vous donner en brisant vos fers! Je vous préviens, en outre, que le premier d'entre vous qui franchira ces marches aura la tête cassée et que le second sera poignardé!

A ces mots, beaucoup d'entre eux voulaient battre en retraite; mais, comme dans toutes les affaires de ce genre, les meneurs crièrent : que c'était une honte pour la ville de Bologne de reculer devant un seul Français, et de souffrir un seul palais sans lumière, tandis que tous les autres étaient illuminés. Alors tous d'un élan firent volte-face et s'apprêtèrent à monter.

Mais à la détonation d'un coup de pistolet, les plus hardis se précipitèrent, avec tant de rapidité, de désordre et de peur que plus de cent Bolonais restèrent couchés dans la foule. Alors la valetaille du cardinal descendit les escaliers: les uns avec des bâtons, les autres avec des pelles, des pincettes, le suisse avec sa lance... En un instant ceux qui voulaient saccager l'archevêché fuyaient dans toute la ville. Son Éminence qui riait à une fenêtre appela ses valets et leur dit :

— Ah! si vos compatriotes des Romagnes avaient fait ce que vous avez fait ce soir, ils seraient encore des chrétiens dévoués à la sainte Église; tandis que ce soir, ils sont des possédés de Satan... Car, souvenez-vous bien, mes enfants, c'est la lâcheté de l'honnête homme qui donne du courage aux mauvais sujets !

Le matin, le commissaire de d'Azeglio et son entourage rirent de l'affaire de la veille, qui occasionna une polémique des plus irritantes dans la presse européenne. Les journaux révolutionnaires attaquaient à outrance le cardinal de ce qu'il restait sourd aux aspirations populaires, qu'il détestait le progrès, la lumière. On le traita de sanfédiste, de codino, de rétrograde, etc., etc.

Des journaux opposés défendirent chaudement le prince de l'Église, attaquèrent ouvertement les meneurs révolutionnaires qui voulaient forcer les autres à faire comme eux, et dirent que sans le courage d'un officier français le palais archiépiscopal aûrait été saccagé et que Sa Grandeur aurait été assassinée.

CHAPITRE XXXIV.

FARINI.

Je reçus ordre de Ratazzi de me rendre momentanément à Modène, pour être à la disposition de Farini, dictateur, ex-médecin des prisons à Rome. Ce dernier était un homme de fer, un être qui ne reculait devant rien, pour faire voir aux yeux de l'Europe que le prince d'Este, François IV, avait gouverné ses sujets en tyran et que les Modenais l'avaient chassé pour se jeter dans les bras de Victor-Emmanuel.

Un jour, pendant que j'étais dans son cabinet, on lui annonça que le colonel Anviti, ex-aide de camp du duc de Bourbon, avait été arrêté à Parme et conduit en prison. Il entra dans une colère terrible, faisant partir immédiatement Curletti, agent de police, avec ordre de livrer le malheureux colonel à la populace.

Le jour même, Anviti était traîné sur la place publique, la corde au cou et décapité. Sa tête fut placée sur une pyramide, en présence d'une population de 60,000 âmes et d'une garnison de 5,000 soldats. Et pour prouver son contentement de ce fait atroce, le journal du soir annonçait à ses lecteurs que Davidi, qui avait coupé la tête pour la placer sur la pyramide, était nommé directeur des prisons.

Le directeur des prisons était nommé directeur des postes, en remplacement d'un duquiste; et Curletti, qui avait ordonné la mort du colonel, était créé chevalier de Saint-Maurice.

S. M. Napoléon, en apprenant cette iniquité révoltante, ordonna à son consul, M. Paltrinieri, de demander satisfaction ou ses passeports.

A cette colère du puissant allié, le médecin Farini monta à cheval, parcourut les rues de Parme, à la tête de l'armée et arrêta cent vingt-sept individus comme coupables de l'assassinat Anviti. Mais les cent vingt-sept coupables entrèrent par une porte de la prison, à quatre heures du soir, et le nouveau directeur (Davidi) les fit sortir, à minuit, par l'autre porte. Pas un ne fut interrogé! Pas un ne fut con-

damné! Le gouvernement français fut satisfait.

Ce que je viens de dire peut donner une idée du caractère du médecin Farini. Je veux maintenant le montrer comme administrateur et proconsul piémontais.

Dès qu'il prit possession du duché de Modène, au lieu d'occuper le palais ducal, il s'installa à l'hôtel Saint-Marc, où il recevait sans distinction et invitait à sa table tous les hommes qui jouissaient d'une certaine influence dans le peuple. En dix jours, sa note d'hôtel monta à *sept mille francs*. Le maître d'hôtel, M. Ferari, changea son compte contre un brevet de colonel d'état-major! Que le lecteur ne crie pas : *mensonge* de cette nomination d'un homme qui quitta le tablier de cuisine pour prendre les épaulettes d'or! Mezzacapo, père du général, se coucha un soir avec le fouet de cocher, et s'éveilla le matin lieutenant-colonel, aide de camp de son fils, le général Mezzacapo, commandant à Bologne; et le baron Ricasoli avait payé une note de voitures de *six mille francs*, avec une commission de secrétaire particulier, dans la personne de Celestino Bianchi.

Ces deux notes étrangement payées et ces deux incroyables nominations ont été publiées

par les journaux italiens. Jamais elles n'ont été démenties.

Le nouveau dictateur trouvant que le logement qu'il avait à l'hôtel était insuffisant, alla s'établir dans les appartements du duc de Modène, prince d'Este, François IV. Et l'épouse du médecin coucha dans le lit de la duchesse.

La nuit et le lendemain furent employés à vider les armoires, les commodes, les buffets, pour s'approprier, au nom de Farini, tout ce qu'on trouvait marqué au nom de François; la première lettre étant un F pour les deux noms. On ne changea que l'argenterie sur laquelle il y avait une couronne.

On la fondit pour se l'approprier.

Toute la garde-robe de la duchesse fut usée et portée par Mme Farini et sa fille.

Toute celle du grand-duc fut usée et portée par le baron Riciardi, gendre et secrétaire du dictateur.

La cave, où l'on trouva des spécimens de tous les vins et de toutes les liqueurs de l'Europe, fut vidée par ses commensaux pendant les élections.

Les écuries, les faisanderies, les chasses réservées, furent volées, saccagées par les Pié-

montais, qui arrivaient en masse pour occuper tous les emplois, à la place d'anciens serviteurs, qu'on chassait, après quinze, vingt ans de services, sans paye, sans retraite et bien souvent sans asile !

Deux jours après, il composa son ministère : ceux qui étaient venus avec lui de Turin et qu'il avait nourris à l'hôtel du colonel Ferrari furent les premiers placés.

Mayr à l'intérieur ;

Chiesa à la justice ;

Frappoli à la guerre ;

Barommeo aux finances,

Visconti-Venosta,

Riccordi, son chef de cabinet.

Mayr et Venosta étaient ex-employés de Mazzini ; Frappoli était ami de Garibaldi.

Le dictateur, en raison des rapports qu'il recevait des patriotes vénitiens et de ses agents, était très-inquiet, parce que tous les renseignements s'accordaient à annoncer une attaque à main armée de la part de l'ex-duc, qui voulait chasser les Piémontais de son duché. Or, Farini n'avait à sa disposition que quelques carabiniers pour la police. Le dictateur voulut profiter de l'occasion pour apprécier mon savoir-

faire et me pria d'aller moi-même à Sanguinetto, où le duc de Modène passait la revue de l'armée qu'il avait si intempestivement employée à Solferino, au lieu de s'en servir pour refaire la conquête de son duché. J'avais pour mission de m'assurer de ce qu'il y avait à craindre.

Le soir même je passais le Pô, mais au lieu d'aller directement à Sanguinetto, où était le duc, je me dirigeai sur Vérone, où étaient ses partisans, qui avaient préféré l'exil au séjour de Modène sous le gouvernement de Victor-Emmanuel. Confiant dans le génie de la police, j'entrai au café de la place Bras, où se réunissaient tous les ennemis de la révolution. Je pris place à une table entourée de cinq individus, déjà aux prises avec la politique du jour et qui discutaient en français, bien qu'ils fussent tous Italiens. Un d'eux, vieillard à cheveux blancs, luttait pour la liberté contre tous; il était éloquent, mais il n'avait d'autres connaissances sur la révolution que celles qu'il avait prises à Turin, en lisant les journaux de Cavour. C'était un émigré amnistié après le traité de Villafranca. Voyant que les autres ne répondaient pas ou divaguaient tout en écoutant attentivement, je laissai échapper quelques

signes d'impatience. Tous me regardèrent, m'interrogèrent et me demandèrent si j'étais Italien ou Français et ce que je pensais de leur discussion.

— Je suis Français, dis-je. Puis regardant le vieillard-orateur, je combattis ses vues par des arguments si forts que tous me félicitèrent.

— Vous êtes donc légitimiste? me demanda mon adversaire.

— Oui, monsieur, mon père est mort à Quibéron! Moi j'ai été blessé aux Tuileries en 1830, et je crie toujours : Vivent les Bourbons! et plus je parcours l'Europe, plus j'étudie les gouvernements constitutionnels, plus j'aime le descendant de Saint-Louis, Henri V, roi de France, par la grâce de Dieu, plus je déteste vos bavards de tribune, véritables buveurs de sang! ambitieux de l'or d'autrui et cherchant à le voler au lieu d'en gagner à la sueur de leur front. — De la politique actuelle j'ai peu de choses à dire.

La France vivait heureuse et libre avec les Bourbons. Elle est aujourd'hui misérable, esclave courbée sous le sabre d'un bâtard des Bonaparte. L'Italie centrale était tranquille, vivant paisiblement, riche de son sol, de ses

arts, de ses monuments, sous les gouvernements paternels des princes de Lorraine, d'Este et de Bourbon ; elle est depuis deux mois livrée à l'esprit du démon. Garibaldi, cet aventurier, Cialdini, cet homme de fer, la tuent, la livrent à la prostitution, la déshonorent ! Au lieu des églises et des croix du Sauveur, on ne voit plus que des casernes ou des poignards, des révolutionnaires du roi galant qui a, à lui seul, plus de quatre-vingt bâtards.

Dès que j'eus fini mon discours, un des auditeurs, le comte de Molza, chambellan du duc de Modène, voulut me conduire chez lui où il y avait soirée. Il m'y présenta à tout l'aréopage exilé : Forly, ministre des affaires étrangères; Giacobassi, ministre de l'intérieur; Dibuoi, ministre de la police; Saccozzi, général en chef de l'armée modénaise. Tous me serrèrent la main et, en causant un peu de tout, je me tirai si bien d'affaires que le vieux Saccozzi me prit pour un officier supérieur et me pria de l'accompagner le lendemain à Sanguinette, où il devait se rendre pour passer en revue les troupes que le prince d'Este voulait voir avant de partir pour Vienne.

Deux jours après j'avais l'honneur d'être

reçu par le duc, qui se trouvait à la tête de son petit corps d'armée. Il me remercia de ma visite, m'invita à dîner et me garda deux jours pour assister aux revues et aux manœuvres, puis il m'amena à Vérone où il me fit loger et donner une chambre au même hôtel (les Trois Couronnes.)

Presque tous les officiers nous avaient accompagnés pour offrir un banquet à leur souveraiu, dans lequel je fus si éloquent, en demasquant si bien la révolution italienne ; je fus si sévère pour V. Emmanuel, pour Cavour, et surtout pour Farini, en le qualifiant de bourreau, voleur, usurpateur, que tous serrèrent la main de l'agent secret de Cavour, le croyant véritablement le comte de Fausiale, officier français et légitimiste acharné.

En retournant auprès de Farini, j'amenai avec moi deux officiers et le médecin du duc. Je leur avais fait croire qu'ils n'avaient qu'à se montrer pour faire une réaction dans les partis contre les Piémontais.

Deux jours après, un major et deux capitaines suivirent les autres, persuadés que les siens étaient déjà maîtres du mouvement.

Ils furent tous arrêtés ou expulsés du duché !

Le soir, à la suite de ces arrestations, je fus appelé à la grande réunion officielle du palais. Ils étaient émerveillés de mon opération !

Dès lors, on ne décida plus rien, en fait de police politique, sans que je ne prisse part à la discussion, et bien souvent on se rangeait à mon avis ainsi que cela arriva pour les élections des représentants.

Sur mes notes que j'avais fournies à M. le Dictateur, il fit une circulaire à tous les syndics (maires) concernant les élections, rédigée à peu près en ces termes :

« Les élections pour les représentants de la » nation devant se faire le 1er octobre pro- » chain et afin d'éviter tout désordre, nous or- » donnons aux maires et aux chefs des Comités » de procéder avec la plus grande énergie et » de se conformer aux articles qui suivent :

» Art. 1er. Les maires et chefs de comités » se rendront chez les curés des paroisses, » prendront, s'ils ne veulent pas les donner de » bonne volonté, les registres sur lesquels » sont inscrits tous les électeurs. Ils feront un » billet pour chaque nom en mettant *oui* ou » *non* pour le nom du député qu'ils veulent » nommer pour la Chambre.

» Art. 2. Les billets seront placés dans l'urne
» et confiés aux carabiniers royaux.

» Art. 3. Il faut, pour montrer aux yeux de
» l'Europe qu'il y ait autant que possible
» unanimité.

» Art. 4. Le dépouillement des billets se
» fera par les soins du juge de paix publique-
» ment en présence du peuple. »

Toutes les élections, toutes les annexions qu'on a fait en 1859-60 et 1866, en Italie, ont été calquées sur ce modèle.

Après les élections des représentants, Rattazzi, trouvant la tâche un peu lourde, céda sa place à Cavour qui me fit appeler à Turin.

CHAPITRE XXXV.

GARIBALDI.

Tous les grands écrivains de l'Europe ont écrit sur Garibaldi. Je me garderai bien de refaire, après Alexandre Dumas, la biographie

de l'ami de Mazzini. Je n'oublierai pas que j'écris mes mémoires, sans aucune prétention littéraire et je veux me borner à narrer ce qui est à ma connaissance personnelle.

Pendant le ministère Rattazzi, les duchés de Parme et de Modène, ainsi que les Romagnes, avaient été réunis par le dictateur Farini sous un seul gouvernement et portaient le nom de : provinces de l'Émilie. Ces provinces furent, avec la Toscane, administrées par Ricasoli, annexées au Piémont, aussitôt que Cavour eut repris le timon des affaires. Le Milanais, conquis par la France, fut également donné au Piémont. Cet État microscopique, selon l'expression d'un général autrichien, qui n'avait que quatre millions d'habitants avant la guerre, en possédait maintenant quinze millions. Tout cela ne suffisait pas à l'ardente ambition du ministre sarde.

C'est alors qu'il songea à faire réapparaître Garibaldi sur la scène.

Pendant la guerre de 1859 il avait été proclamé par les journaux piémontais vainqueur de Varèse et de Como. Il est bon de noter en passant qu'il entra dans ces villes, deux jours après le départ des Autrichiens. Après la guerre

Garibaldi vint à Turin pour s'entendre avec le gouvernement sur l'expédition de la Sicile. Cavour, dont l'appétit était insatiable, goûta fort les projets garibaldiens, les encouragea et fournit tout ce qui était nécessaire, en hommes, en armes, en bâtiments et en matériel.

Huit cents hommes choisis parmi les plus braves de l'armée régulière, bien équipés et deux bâtiments de Rubattino, furent mis à la disposition du général avec deux cents volontaires, appartenant pour la plupart aux chasseurs des Alpes, commandés par Bixio, Turn, etc. Parmi eux se trouvaient des étrangers et même des Belges.

A la nouvelle de cette expédition, la France demanda des explications. Cavour, pendant qu'il ordonnait à l'amiral Persano de protéger le débarquement de Garibaldi en Sicile, écrivait à Thouvenel que Garibaldi avait donné sa démission de général sarde et de député piémontais; qu'il s'était emparé des bâtiments de Rubattino dans le port de Gênes et avait pris la mer pour son propre compte, se dirigeant vers un point inconnu.

J'ignore si Napoléon se contenta ou fit semblant de se contenter de ces futiles explications,

mais il est certain que les bâtiments dont se servit Garibaldi furent achetés par le gouvernement piémontais.

L'acte de vente en fut passé par-devant maître Bodini, notaire, rue du Pô, 62, et fut signé par :

Burattino, pour lui-même,

Le général Saint-Frond, pour le Roi,

Médici, pour Garibaldi,

Ricciardi, pour Farini.

Aussitôt que tout fut prêt à bord, on leva l'ancre. Le jour même, les journaux de Gênes (par ordre de Cavour) disaient que quelques aventuriers, guidés par Garibaldi, s'étaient emparés de vive force des bâtiments de Rubattino dans le port et avaient pris la haute mer, se dirigeant vers le Levant.

Cependant, Garibaldi se dirigeait vers la Sicile, où il avait déjà des émissaires (Crispi, Lafarina, etc., etc.), il s'arrêta au fort de Telamone, pour compléter son armement, en poudre, fusils, sabres, etc., etc. Par ordre du ministre Fanti, le commandant du fort donna tout. Ainsi, dans la même journée, le ministre des affaires étrangères déclarait à l'Europe que Garibaldi était un aventurier, etc., etc., et le

ministre de la guerre lui fournissait tout le nécessaire pour aller s'emparer de la Sicile.

Dès que les clérico-bourbonniens de France apprirent le débarquement du héros italien en Sicile, craignant qu'il ne renouvelât sa campagne de 1849 à Rome, ils accoururent en foule dans cette ville sous les ordres d'un général français pour protester contre le gouvernement impérial et pour défendre la papauté que personne n'attaquait. Se rappelant alors ce que j'avais fait pour le cardinal Viale lors de mon voyage avec Massimo d'Azeglio dans les Romagnes, le comte Cavour m'envoya à Rome avec ordre d'employer tout mon talent pour m'introduire dans les bonnes grâces du Sacré-Collége et apprendre ce que les sanfédistes complotaient contre la France et contre l'Italie.

CHAPITRE XXXVI.

PIE IX. — ANTONELLI.

La mission que me donnait le comte de Cavour était ardue, difficile, dangereuse même dans une ville ultra-cléricale, dont les sanfédistes avaient fait leur quartier général.

A mon arrivée dans la ville éternelle, je portai au cardinal Milesi, ancien légat à Bologne, la lettre que son collègue, le cardinal Viale, m'avait donnée dans cette ville, comme on s'en souvient. Le cardinal Milesi, ancien ministre et neveu de Pie IX, au vu de la lettre de son ami, me reçut avec beaucoup de bienveillance, m'assurant que j'étais le bienvenu à Rome, que le Saint-Père et les cardinaux avaient parlé bien souvent de moi qui avais sauvé l'archevêque-cardinal des mains des révolutionnaires. Il m'offrit de me présenter à Antonelli, qui serait enchanté de me voir.

Je remerciai le neveu du Souverain-Pontife sans accepter ses offres et je me rendis au tombeau des apôtres, puis je rentrai chez moi. Un jeune homme m'avait suivi dans mes courses.

Le lendemain j'allai au Pincio, magnifique point de vue d'où l'on découvre les sept collines de la ville éternelle, et je fus encore suivi par le même jeune homme.

C'était un agent d'Antonelli à qui le cardinal Milesi avait annoncé mon arrivée et qui apprenant que j'avais refusé de le voir, avait conçu de la défiance et s'était empressé de me mettre dans les mains d'un de ses limiers.

Mais il y a un proverbe qui dit : *Doublure contre doublure ne fait pas l'habit*. Limier contre limier, si l'un des deux connaît l'autre, cet autre sera battu. Pour mieux tromper l'agent d'Antonelli, ma première visite fut pour le tombeau des apôtres Pierre et Paul, puis je visitai les églises ; je fuyais le monde et si, par hasard, je m'abouchais avec quelqu'un à la promenade ou dans les églises, ou au café, je faisais aussitôt le plus grand éloge du gouvernement romain et je frappais sans pitié sur les proconsuls piémontais.

Après huit jours de ce manége, je reçus un

matin l'ordre de me présenter place Montecitorio, où demeure le gouverneur ou préfet de police. Le fonctionnaire qui me faisait appeler était M. Porqualoni, chef de la police du Pape. Il me reçut avec aménité, me fit asseoir près de lui et me demanda mes papiers.

— Pure forme, me dit-il, parce que nous savons que si vous ne venez pas pour servir notre Saint-Père, vous ne venez pas pour le desservir.

— Plût à Dieu que je n'eusse que vingt ans! m'écriai-je; je n'aurais pas attendu jusqu'aujourd'hui pour endosser l'uniforme papalin. Votre cause est la mienne et celle de tous les honnêtes gens, catholiques ou autres.

Pendant que je parlais entra, sans frapper, un homme de cinquante ans, très-laid, très-gros et possesseur de deux hernies terribles, qui l'empêchaient de marcher aisément.

— Monseigneur, dit le chef de la police au nouveau venu, j'ai l'honneur de vous présenter M. Griscelli, l'homme dont nous avons parlé quelquefois.

Sachant que j'étais en présence d'un dignitaire romain, je m'inclinai profondément pour saluer.

M. Matteucci me regarda des pieds à la tête et me dit :

— Il paraît que vous n'êtes pas bien curieux. Comme Corse, vous devez être catholique ; il n'y a pas une personne venant à Rome qui ne désire parler à Sa Sainteté ; on vous offre de vous conduire auprès d'elle et vous refusez !

— J'ai refusé parce que je n'ai rien à offrir et rien à demander. Je serais désespéré de faire perdre un instant au vicaire de Jésus-Christ, pour mon compte, tandis qu'il peut être avec ceux qui ont à donner ou à recevoir.

— Cependant il faut que vous veniez avec moi chez le cardinal qui a besoin de vous voir.

— Si Son Éminence me demande, je vais chez elle immédiatement.

Le cardinal Antonelli reçoit officiellement au Vatican, où ses appartements sont placés au-dessus du Saint-Père, mais officieusement, il reçoit chez lui, en face du Quirinal. C'est donc dans cette dernière demeure que j'eus l'honneur de lui être présenté, pour la première fois, par le préfet de police.

Il se leva à mon approche, me toisa scrupuleusement et me demanda quel sujet m'amenait à Rome ?

— Le désir de voir de près le siége de la catholicité, ses ministres et Sa Grandeur, répondis-je.

— Et si le Saint-Père avait besoin de vos services, les lui refuseriez-vous?

— J'ignore, Éminence, les services que je puis rendre au Saint-Père. Je suis trop vieux pour m'engager dans les zouaves pontificaux.

— Mais il ne s'agit pas de faire de vous un soldat. Votre expérience, votre énergie et l'emploi que vous avez occupé auprès de Napoléon III ont fait de vous un agent extraordinaire pour la police secrète; tels sont, du moins, les renseignements que nous avons reçus de Paris. C'est cette expérience que nous voudrions employer contre nos ennemis qui sont les vôtres, avez-vous dit chez le gouverneur; si vous voulez vous y prêter...

— Mon expérience et mon dévouement vous sont acquis, Éminence. Disposez de ma personne à toute heure pour le service du Saint-Père.

— Il paraît à Rome, depuis quelques mois, un journal maudit, dans lequel les rédacteurs, avec un esprit infernal, déchirent le gouvernement romain, le vicaire de Jésus-Christ, ses

ministres, ses employés, la sainte Église, etc., rien n'est respecté par ces fils de Satan.

Il nous traite de tyrans, de brigands, etc. Sa Sainteté y est encore plus malmenée que les cardinaux.

Et personne ne peut le découvrir! M. le gouverneur assure que ce pamphlet infâme s'imprime dans le Transtévère... Mais, jusqu'à ce jour, aucun agent n'a pu le découvrir! Nous voudrions vous prier de vous en occuper, persuadés d'avance que vous réussirez.

— Merci, dís-je, de la bonne opinion que Son Excellence a de moi, mais j'arrive à Rome pour la première fois, je n'y connais encore personne que le Dôme et le pont Saint-Ange. Quel jour paraît le journal?

— Tous les mardis. Nous le recevons le mercredi par la poste.

— Avant qu'il paraisse encore deux fois, Son Éminence l'aura dans les mains avant qu'il soit mis à la poste.

— Cela est impossible, exclama le préfet de police, mes agents ont exploré le Transtévère maison par maison et ils n'ont rien trouvé.

— Parce qu'il ne s'imprime pas dans Rome, monsieur le gouverneur.

— Cependant tous les rapports de mes agents l'affirment.

— Nous verrons qui aura raison, ou de vos quinze cents agents, qui connaissent Rome depuis longtemps, ou de Griscelli qui vient d'arriver.

Dès ce jour, je ne fus plus surveillé. En sortant de l'hôtel Antonelli, je rendis compte à Turin de ce que j'avais déjà fait à Rome. Le comte Cavour m'écrivit d'aller chez le comte Turio, consul sarde, rue des Bourguignons, 28, où je trouverais des instructions. A minuit, sur un rendez-vous que nous avions pris ensemble au café Lepri, rue de Condotti, le consul et moi nous nous rencontrions sur le Pincio; il me donna ma correspondance.

Le comte Cavour m'envoyait 2,000 francs et l'ordre de sacrifier le porteur du journal, le sieur Ranzi, qui allait le chercher tous les mardis à Civita-Vecchia, attendu que le journal s'imprimait en Toscane et venait tous les mardis par le bateau des messageries impériales. Le pauvre diable fut sacrifié dans les conditions suivantes :

Deux jours après, c'est-à-dire un mardi, je me rendis chez le cardinal pour lui demander

un agent énergique et dévoué au Sacré-Collége, dont j'avais besoin pour la journée : Son Excellence me donna l'officier de carabiniers pontificaux Egli, que je fis habiller en civil et que j'emmenai avec moi à Civita-Vecchia, port de mer où les bâtiments débarquent les voyageurs et les lettres pour les États-Romains. Aussitôt que le bâtiment entra dans le port, il fut abordé par une petite barquette : un jeune homme de 25 ans, qui était venu également de Rome, sauta à bord.

Un instant après, il en descendait avec un paquet. Un douanier du pape l'accompagnait. Tous deux débarquèrent, sans attendre la commission de santé et se rendirent à la gare du chemin de fer.

A midi, nous arrivions tous à Rome et l'officier et moi nous prîmes une voiture. Je suivis celle du jeune homme jusqu'à la rue Ripetta, n° 75; il descendit, paya et monta les escaliers pendant que je me rendais au Vatican pour annoncer ma découverte à Son Excellence, qui fit appeler le lieutenant de garde et lui ordonna d'aller, avec deux carabiniers, où je lui avais dit... Une demi-heure après, l'officier revenait avec 200 numéros du terrible

pamphlet (la plupart étaient déjà sous bande) et les déposait aux pieds du ministre du Souverain-Pontife, qui, à la vue des journaux, ne put maîtriser sa joie... Il fit appeler M. Matteucci et M. Pasqualini, assesseurs de la police, pour leur montrer que leurs agents étaient ou des incapables ou des vendus au Comité romain.

En rentrant le soir chez moi, j'y trouvai Egli qui avait ordre de m'accompagner chez le cardinal à n'importe quelle heure, parce qu'il désirait me parler avant d'aller au lit.

Son Eminence, en me voyant, me dit que le Saint-Père me remerciait, qu'il voulait me voir et m'envoyait 200 écus romains (1,120 fr.), de son côté, le cardinal me donna 100 écus (560 fr.) et me demanda comment j'avais fait pour trouver, en trois jours, ce que ses quinze cents agents n'avaient pas trouvé en deux mois!

— Son Eminence a eu la bonté de me dire que le journal n'arrivait que les mercredis, alors j'ai pensé qu'il venait par les messageries-postes de mardi, car j'étais persuadé également que les révolutionnaires n'imprimaient pas un tel journal dans Rome.

— Nous aurions dû penser à cela, mais les agents de la préfecture persistaient à dire qu'il s'imprimait dans le Transtévère.

Ranzi fut arrêté pendant qu'il mettait le journal sous bande et expulsé des États du Pape.

Il s'en alla à Turin où le comte lui donna un emploi dans les postes. Il y est encore. Il est marié avec une Anglaise et demeure rue Léopoldine, nº 14.

Le lecteur intelligent pensera, j'aime à le croire, qu'ayant subi une surveillance de huit jours et ayant rendu un pareil service au gouvernement romain, il n'en fallut pas davantage pour m'assurer de toute la confiance des ministres de Rome.

D'après les ordres du cardinal Antonelli, le berger corse eut l'honneur d'être présenté, le jour même, au Vatican, en présence de S. E. de Mérode, pro-ministre des armes, de MM. Borromeo et Houléaï. Dès que j'eus donné mon nom, un clerc m'introduisit dans un salon servant d'antichambre à une salle moins grande où le vicaire de J.-C. donne ses audiences.

Un instant après Mgr Borromeo, petit-neveu de l'illustre archevêque de Milan, vint me prier de le suivre.

En me trouvant en présence de Pie IX, je voulus m'incliner pour baiser son pied, mais il me tendit la main. Antonelli, de Mérode, Stella, Borromeo, Talbot et Hohenlohe étaient présents. Sur l'ordre du majordome, je m'assis sur un fauteuil placé à quelques pas du Pape. Après quelques questions politiques sur les hommes et les choses d'Italie, le Saint-Père me demanda :

— Que disent de moi les Piémontais?

— Les Piémontais, très-Saint-Père, ne croient pas que la main qui les bénit du haut de la chaire de vérité, soit la même main qui a signé le châtiment des chrétiens de Perruggia.

Le Saint-Père fit un mouvement, puis me demanda :

— Et, d'Antonelli, que disent-ils?

— Ils disent, très-Saint-Père, que Son Éminence est arrivé à Rome tout seul, bien pauvre, après 1840, et qu'aujourd'hui il y est avec tous ses frères plus que millionnaire.

Le Pape se mit à rire et me demanda également ce qu'on disait de de Mérode.

— On dit, Saint-Père, que Mgr de Mérode sacrifie sa grande fortune pour le bien de l'Église, qu'il donnerait sa vie pour le Souverain-

Pontife, mais qu'il embrouille les questions au lieu de les éclaircir.

— Très-bien, dit Pie IX en se levant, je savais cela, mais personne n'avait osé me le dire.

Dans toute la ville de Rome, les réponses que j'avais faites au Pape furent l'objet des conversations pendant deux jours. Le *Journal de Rome* du 16 mars 1861, disait que j'avais manqué de tact, ce qu'il attribuait à une émotion que je n'avais pas eue. Le soir de cette audience, je dînai chez Mgr Matteucci, gouverneur de Rome; plusieurs dignitaires romains étaient présents, entre autres le cardinal Altieri, ministre de l'instruction publique, qui m'invita à aller le voir à la Sapienza.

Lorsque j'arrivai à la Sapienza, au collége du gouvernement, le cardinal Altieri me tint le langage suivant :

— Mon fils, je vous remercie de tout ce que vous avez fait pour notre Sainte-Église. Vous avez sauvé la vie à un prince de la foi, un vieux ministre de Dieu, le cardinal Viale-Préla, à Bologne. Vous avez, en arrivant dans la ville sainte, rendu un signalé service à tous les serviteurs de Dieu, en faisant arrêter ce révolu-

tionnaire propagateur de mensonges infâmes qui infectait et pervertissait toute la ville et semait la discorde dans toutes les maisons. Mais tant que du mal existe, on n'a rien fait, et tant que ces deux Nérons, Napoléon et Garibaldi, vivront, il n'y aura ni paix ni bonheur pour la religion catholique et pour l'humanité! Le premier, grand hypocrite, nous étouffe et soutient qu'il nous embrasse; il nous laisse dépouiller. Les Romagnes sont à la révolution, et il prétend audacieusement qu'il nous soutient, qu'il nous protége. Garibaldi a juré de nous exterminer. En 1849, nous fûmes obligés de nous sauver à Gaëte, sans quoi il nous aurait tous égorgés! Voyez ce qu'il fait en Sicile : il y a déclaré la guerre aux prêtres. Les congrégations, les couvents sont livrés aux séides de ce nouveau Julien l'Apostat. Si ces deux satans n'existaient plus, tout rentrerait dans l'ordre... La paix et la félicité régneraient au sein des familles... La puissance divine qui vous a dirigé vers la siége de la catholicité, mon fils, vous a marqué de son doigt pour nous sauver! Écoutez, nous avons ici deux bons chrétiens, qui se dévoueront pour le bonheur de Dieu, ne demandant qu'à frap-

per; mais ils sont ignorants, ils ne sont jamais sortis de Rome; ils ne connaissent ni l'un ni l'autre de ces misérables voués à l'enfer!... Nous avons pensé à vous, mon fils, non pour exposer votre vie précieuse, mais pour diriger ces hommes, les guider, les conduire!

Le cardinal Altieri, ministre de la sainte Église, me demandait bel et bien de faire assassiner l'empereur des Français et le héros italien. Je répondis que j'étais dévoué de corps et d'âme au Très-Saint-Père, mais qu'avant de dire oui, je demandais à réfléchir et surtout à connaître les hommes que le gouvernement romain voulait me confier.

Je n'avais pas achevé que les deux hommes se présentèrent à nous.

— Les voici, dit le prince Altieri.

— Ces deux bandits que le Sacré-Collége avait fait sortir de prison, s'appelaient l'un Ortoli qui avait fait douze ans de bagne, pour meurtre, l'autre Mariani, qui avait fait six ans de bagne pour assassinat et vol. Ortoli, après nous avoir examinés, dit en italien : *Mi faccia il piacere di farmi vedere questi due birbanti; li ammazzo tutti i due per avere il denaro che mi hanno promesso.* (Faites-moi le plaisir de

me faire voir les deux brigands; je les assassinerai tous les deux pour avoir l'argent qu'ils m'ont promis.) On lui avait promis 500,000 francs pour Napoléon et 100,000 francs pour Garibaldi.

Le cardinal, en les renvoyant, leur donna une poignée d'écus, générosité que je crus devoir blâmer en disant que ces malheureux ne pensaient plus à rien dès qu'ils avaient la bourse pleine.

Mais ils pensaient à quelque chose, car ils coururent au lupanar s'amuser avec des filles de joie, et dirent, à qui voulait l'entendre, que le Sacré-Collége leur donnait de l'argent à discrétion pour assassiner deux hommes.

La police romaine, si chatouilleuse sur des riens, fermait les yeux sur les menées scandaleuses de ces deux vauriens.... Heureusement pour les habitants de la ville éternelle, la police française veillait et arrêta ces deux effrontés coquins... Le général Goyon, aide de camp de l'Empereur, commandant en chef de l'armée d'occupation, ordonna une instruction qui fut commencée immédiatement par M. Bellot de la Vigne, chef d'escadron de gendarmerie, aujourd'hui chef de légion à Marseille.

Huit témoins furent entendus, savoir :

MM. Matricola, négociant;
Cesarini, id.
Vincenzi, médecin;
Renzi, photographe;
Tetti, sergent-major au 20ᵉ chasseurs;
Guartella, id. au 43ᵉ de ligne;
Mattei, sergent id.
Bertin, sapeur id.

Tous ces témoins, dignes de foi, jurèrent, sous serment, qu'Ortoli et Mariani avaient tenu le langage pour lequel ils étaient arrêtés. Les Romains, qui avaient vu quelques jours auparavant arrêter et expulser de leurs familles les membres du comité, attendaient avec impatience l'ouverture des débats et la condamnation des deux agents d'Altieri.

Mais à leur grand étonnement ils apprirent que toute l'instruction avait été anéantie et que les prisonniers avaient passé la frontière de Naples, grâce à la toute-puissance du cardinal Antonelli.

Je conduisis à Rome une affaire plus importante. Le gouverneur préfet de police me fit dire un jour que le cardinal-ministre m'atten-

dait le soir à huit heures, à sa maison particulière, derrière le Quirinal.

Je savais déjà qu'Antonelli ne recevait ses fidèles sanfédistes que la nuit et chez lui.

Aussitôt que je me fis annoncer, à l'heure fixée pour la réception, je fus introduit dans un salon, où toutes les richesses en tableaux, statues, médaillons (excepté celles du Christ et de la Vierge) se mariaient.

Son Eminence vint me recevoir et me fit passer dans une grande salle, déjà occupée par quinze personnages. J'en avais remarqué quelques-uns, au café du Cours, à Saint-Pierre.

Tous m'étaient inconnus de nom.

Dès que le cardinal fut assis, il dit :

— Messieurs, voici l'agent qui a découvert le pamphlet et ce sera encore lui (s'il veut) qui découvrira le fameux Comité révolutionnaire.

Tous me regardèrent, et l'un d'eux dit :

— Pour qu'il ait découvert l'homme qui distribuait le journal et pour qu'il découvre le Comité révolutionnaire en si peu de temps qu'il est à Rome, il faut qu'il soit un des leurs !

Il ne se trompait pas, — mais la réponse ne se fit pas attendre.

Et me levant devant S. Em. Antonelli je répondis :

— Demander devant qui je suis ou avec qui je suis, c'est inutile, puisque nous sommes tous des hommes dévoués à la même cause. Il n'y aurait que moi qui ferait partie des partisans du Piémont. Mais alors les agents payés par le Sacré-Collége sont trois fois punissables :

1° De n'avoir pas découvert le pamphlet ;

2° De ne pas découvrir le Comité;

3° De n'avoir pas su découvrir en moi, qui suis à Rome depuis quinze jours, un agent piémontais.

Le lecteur, j'aime à le penser, jugera ce que ces paroles produisirent au milieu des espions secrets du cardinal, qui tous se flattaient d'être des hommes rompus au métier et capables de trouver les choses les plus cachées... Le ministre leva la séance en me retenant auprès de lui pour m'annoncer qu'il lui fallait le comité révolutionnaire, pour qu'il puisse renvoyer tous ses espions qui lui coûtaient cher et ne faisaient rien!

Je promis que dans peu de jours je pourrais lui donner un bon résultat.

En sortant du Quirinal, je me rendis rue Bourguignonne, chez le consul sarde, pour envoyer une dépêche en chiffres à Turin et pour lui rendre compte de la séance que je venais d'avoir et pour lui demander des ordres... Le ministère de Turin m'ordonna de livrer les membres du comité à la condition qu'ils seraient exilés hors les frontières romaines.

Le 19 mars, par mes ordres, le comité de la ville ordonna une manifestation pacifique pour célébrer la Saint-Joseph, fête de Garibaldi et de Mazzini, qui eut lieu sur le cours de deux à trois heures, pendantque les prosélytes se promenaient.

Les chefs qui composaient le comité dirigeant, furent arrêtés et exilés du territoire : Sibvestralli, Riquetti, Mastriola, Tittoni, Silvani, San-Angelis se retirèrent à Florence où ils furent hébergés, aux frais de la Toscane et ils continuèrent à faire une propagande contre le gouvernement de Rome, par ordre du gouvernement sarde. Quand le gouvernement de Piémont envahit les Marches et l'Ombrie, ce furent les membres du comité, avec leurs commissions dans leurs poches, qui guidèrent

les armées de Cialdini et de Fanti pour usurper Perruggia, Sinigaglia, Ancône, etc., etc.

Le soir même de ces arrestations, Antonelli me fit demander au Vatican, me complimenta et me donna, de la part du Saint-Père, six cents francs. Ces deux faits, joints à tant d'autres qu'on m'attribuait, me firent une réputation d'un agent extraordinaire.

CHAPITRE XXXVII.

EXPÉDITION DE SICILE.

(Revue rétrospective sur Garibaldi.)

Aussitôt après l'arrestation des deux assassins, je me rendis, par ordre de Cavour et d'Altieri, dans le royaume des Deux-Siciles où j'ai besoin de m'arrêter un instant pour achever le portrait de Garibaldi, avant de parler du roi, de la reine et du comte de Trapani.

Bien qu'en apparence retiré de la politique après le traité de Villafrancha, lorsque Cavour

porta devant le parlement la cession de Nice à la France, Garibaldi monta à la tribune et dans un discours plein d'amertume, débordant de fiel contre la France, il attaqua et condamna la politique de Cavour. Mais après la séance, il donnait la main au ministre ainsi qu'à Cialdini et se rendait chez Necchi, avec Bixio, Medici, Cozenz, Sirtori, Torr, Tépli, ses futurs généraux, de là il allait à Gênes, s'embarquait sur les bâtiments que le gouvernement lui avait achetés, et quelques jours après il débarquait à Marsala. Deux bâtiments napolitains l'attaquèrent, lui coulèrent bas les deux vapeurs et tuèrent quatre bersagliers de l'armée régulière, pendant qu'ils s'emparaient de l'île de la Sicile.

L'amiral Persano qui avait suivi l'expédition pour la protéger et la seconder au besoin, par ordre de Cavour, débarqua à terre, se rendit à l'état-major du général et fit adresser au peuple de la Sicile une proclamation au nom de Victor-Emmanuel. Puis il envoya la dépêche suivante, à Turin, à bord de l'*Adélaïde*, le 16 mai 1860 :

« Garibaldi a débarqué à Marsala avec mille » soldats. Crispi l'a reçu à la tête du peuple.

» Lafarina est à Palerme. Je m'y rends moi-
» même pour le protéger.

» Envoyer des hommes et des armes à Palerme. »

Le lendemain, les mille soldats s'avancèrent vers Catalafimi, où il rencontrèrent six mille Napolitains qui firent semblant de combattre pour leur roi, et s'enfuirent épouvantés vers Palerme. Ajoutons que la plupart des officiers de François étaient déjà vendus aux commissaires de Cavour. Deux jours après les révolutionnaires sommèrent la garnison de Palerme de se rendre. Le général Lanza, qui commandait vingt-cinq mille hommes de troupe, plusieurs bâtiments dans le port et une forteresse bien armée, se rendit.

Garibaldi fit son entrée en ville en tirant par simulacre quelques coups de fusil, et forma un gouvernement provisoire. Toutes les caisses furent saccagées.

Les postes et les emplois furent donnés aux ennemis des Bourbons. Tous les employés de François II furent exilés ou emprisonnés ! Les Tuileries et le Vatican se déclarèrent satisfaits, et cependant pas un homme n'avait quitté Pontedora. Le régiment envoyé à Palerme était

bel et bien régulier. Persano télégraphia de nouveau :

« J'ai vu le dictateur. Il remercie le gouver-
» nement du roi, pour les hommes et les armes
» que Nicotera lui a amenés de Livourne.

» 16 mai 1860.

» PERSANO. »

Alors Cavour, qui n'avait jamais cessé de diriger l'expédition en la faisant suivre et protéger par la flotte piémontaise, envoya au dictateur de la Sicile des armes et des régiments entiers avec la chemise rouge des volontaires de Garibaldi.

Quinze jours après, Garibaldi, qui était parti de Gênes avec mille volontaires, était à la tête de cinq divisions formant une armée de vingt-deux mille hommes, que le ministère de Turin lui avait envoyés avec armes et bagages, et des officiers pour les commander, sous les ordres des généraux que le dictateur avait créés.

Bixio, général à Palerme; Médici, chef de barricades à Milan, général; Cosenz, général; Sirtori, général; Turr, exilé hongrois, ex-soldat, général. Sauf le chef de la légion hon-

groise, tous les généraux de Garibaldi n'avaient jamais été caporaux, n'avaient jamais commandé une compagnie ni vu ni fait la guerre.

Mais le dictateur n'y regardait pas de si près ; du reste, il ne faisait en cela que suivre l'exemple de Farini, qui d'un maître d'hôtel avait fait un colonel, et de Mezzacapo, qui avait fait de son frère, cocher, un lieutenant-colonel de l'armée sarde... Et ajoutons en passant, pour l'histoire de l'armée piémontaise, que toutes ces étranges nominations ont été confirmées officiellement, au détriment de tant d'anciens colonels, par le gouvernement du roi-galant-homme.

En laissant la Sicile, pillée, saccagée par les bandes du dictateur, où nous retournerons bientôt, j'ai besoin de revenir à Rome, où je me suis arrêté après l'arrestation et l'exil du comité romain.

CHAPITRE XXXVIII.

INFAMIES ROYALES.

Le soir même que le Saint-Père me fit féliciter de l'avoir débarrassé de ce comité révolutionnaire, le roi de Naples, par l'entremise de son représentant, le comte de San-Martino, me faisait demander à Naples pour me confier une mission importante.

Le ministre de Turin non-seulement consentit à mon départ pour Naples, mais il m'envoya deux de ses agents, Brimbilla et Remetilli, avec ordre d'en faire entrer un (Brimbilla) dans l'armée pontificale et d'amener Remetilli avec moi, à Naples, où le marquis de Villamarini m'attendait.

Du consentement du Sacré-Collége et du général de Lamoricière je partis pour Naples, avec le comte de la Croël des Prés, manda-

taire du roi François II. Dans cette ville tout était confusion. Les ministres donnent leur démission, les officiers et les soldats désertent, les employés sont vendus à la révolution ; les jeunes souverains, sans expérience, s'abandonnent à leur sort.

Le comte de Trapani, homme énergique et passablement jésuite, chercha à s'entendre avec Rome pour trouver un moyen de sauver la monarchie napolitaine. Malheureusement les clérico-bourbonniens, depuis que la Sainte-Ampoule a été ensevelie sous les murs de la Bastille, n'ont jamais eu un homme. Le peuple seul en enfante avec la liberté. Le parti de la tyrannie n'a jamais eu d'autres héros que les chevaliers du poignard ou les chimistes du poison. C'est à l'un de ces instruments que la cour de Naples, d'accord avec le Vatican, songeait pour se sauver.

A mon arrivée dans la capitale des Deux-Siciles, le comte de la Croël des Prés me fit descendre à l'*Hôtel de la Belle Venise*, et me demanda à quelle heure je désirais être présenté à Sa Majesté. Je répondis que toutes les heures étaient bonnes, attendu que je n'avais rien à faire. Le comte de la Croël était secré-

taire du comte de Trapani, oncle du roi et sanguinaire comme lui.

— Si vous voulez, me dit alors le secrétaire du comte, Son Altesse viendra ici à huit heures du soir.

— Va pour huit heures.

A l'heure précise, le 14 mai 1860, S. A. le comte de Trapani, oncle d'un roi, frère d'un roi, beau-frère du duc de Toscane, frappait à la porte du berger corse, à l'*Hôtel de la Belle Venise*, tenu par Pedrotti.

L'émissaire de la cour me parla de ce que j'avais fait à Rome.

Il savait tout et me tint à peu près le même langage que le prince Altieri, pour m'engager à assassiner Garibaldi. Je lui répondis qu'il m'était impossible d'accepter une semblable mission, à moi tout seul et sans réfléchir.

— Comment, tout seul! me dit Trapani, et Ortoli et Mariani, qui ne demandent qu'à exécuter vos ordres?

— Ortoli et Mariani, répliquai-je, sont entre les mains de la police de Napoléon, et celle-ci ne les lâchera que sur l'échafaud.

— Oui, dit Trapani, si ces hommes avaient été arrêtés à Paris, mais ils ont été arrêtés à

Rome, et là c'est le cardinal Antonelli qui commande ; il n'a qu'à se présenter à Goyon pour les faire mettre en liberté, et demain à midi Ortoli et Mariani seront *ici*.

— Si ces hommes arrivent ici demain, je pars après-demain pour Palerme.

Je croyais à tout, excepté à cela.

Le comte, enchanté de ma promesse, se rendit à Portici, où je devais aller le soir pour être présenté à Leurs Majestés, et moi, plus qu'enchanté, je me rendis immédiatement chez le marquis Villamarina, ministre du roi sarde, à qui je contai tout ce qui venait de se passer.

Villamarina m'ordonna d'accepter, de partir pour Palerme et me donna une lettre de recommandation pour l'amiral Persano. Un agent *intelligent* peut être payé à la fois *par Cavour*, *par le Pape*, *par le roi de Naples*, et voyager de Naples à Palerme aux frais du général Garibaldi, qu'il a mission d'assassiner ; c'est en effet, ce qui m'est arrivé, et si le lecteur en doute, si les journaux ultramontains crient au mensonge, je ferai attester devant l'Europe qui me lira, par :

Napoléon III, empereur des Français ;

Victor-Emmanuel, roi d'Italie ;

Drouyn de L'Huys, sénateur;

Nigra, ambassadeur à Paris;

Arthom, premier secrétaire d'ambassade, à Paris;

Le comte Borromeo, député italien;

Visconti-Venosta, ministre, id.;

Garibaldi;

Crispi, député italien;

Cenni, colonel, id.;

Bixio, général, id.;

Persano, amiral, id.;

Villamarina, préfet à Milan,

que j'ai dit la vérité, rien que la vérité!

Le soir, à huit heures, le comte Trapani me présenta aux jeunes souverains des Deux-Siciles.

Le roi est un maigre et chétif individu élevé par les prêtres; il ressemble à un moine défroqué.

La jeune reine est d'une beauté extraordinaire et d'une vivacité toute virile; elle l'a prouvé à Gaëte. Je fut bien reçu ; les ministres Caraffa et Ajosta étaient présents avec les généraux Saverino et Piannelli. La conversation fut vive et enjouée. Pas un mot sur ma mission ne fut prononcé. Je fus sévère pour les

misérables généraux et fonctionnaires qui se vendaient à la révolution pour un peu d'or, et je dis au roi :

— Sire, à moins que Dieu ne vienne à votre secours, je vois que de tristes épreuves vous attendent : c'est le lot de tous les souverains ; mais si jamais on vous propose d'abandonner votre ville de Naples, faites fusiller immédiatement celui qui serait assez lâche pour vous le proposer.

— Cependant, dirent les courtisans, si la révolution éclatait dans les rues?

— Si la révolution éclatait dans les rues, répondis-je, je monterais au fort Saint-Elme et avant vingt heures je voudrais qu'on pût dire : « Naples était là !... »

— C'est mon avis, dit la future héroïne de Gaëte.

Les autres restèrent muets.

En sortant du salon pour entrer dans le cabinet du roi, où j'étais appelé, je dis au comte Trapani :

— Vous êtes entourés de traîtres, vous êtes perdus.

Je ne croyais pas si bien prophétiser.

François II, incapable de me dire autre

chose, me remercia de mon zèle pour sa couronne et ajouta que je devais m'entendre avec son oncle au sujet de ma mission.

Je reçus des armes, des munitions, de la poudre muette, des poignards et de faux passeports. Muni de ces objets, je me rendis chez l'ambassadeur piémontais, le comte de Villamarina, et je l'informai des desseins criminels des Bourbons de Naples. Lui-même m'informa que le comte de Cavour approuvait à l'avance mon acceptation et mon voyage en Sicile, et, à cet effet, il me donnait une lettre de recommandation pour le commandant de la flotte, l'amiral Persano.

Ortoli et Mariani arrivèrent de Rome, en poste, à midi juste. A une heure, munis de faux passe-ports, d'armes, de poisons et d'une promesse écrite de la main du comte de Trapani, par laquelle il s'engageait à donner à Ortoli et Mariani 100,000 francs chacun, s'ils assassinaient Garibaldi, nous partîmes par le bateau-poste de Naples à Palerme. J'avais pris le nom de Courletti, Ortoli celui de Carbonieri, et Mariani celui de Capafiqui.

Deux jours après nous débarquions à Palerme. Nous allâmes loger à la Tour de Lon-

dres. J'avais, dès notre arrivée, rendu visite à l'amiral Persano qui avait prévenu Crispi de notre arrivée.

Le matin nous fûmes arrêtés sur la dénonciation du marquis Dina, qui nous suivait depuis Naples. Nous fûmes menottés et conduits à la citadelle.

Quelques instants après, Garibaldi et Crispi arrivèrent pour nous interroger dans une salle qui contenait deux cents personnes environ.

Tout cet appareil était de la fantaisie, mais il était nécessaire pour sauvegarder ma réputation et pour en imposer au peuple palermitain. Les deux membres du gouvernement se placèrent sur des chaises auprès d'une table et nous firent approcher pour donner nos noms; nous étions menottés et escortés par un piquet de soldats ayant le fusil chargé et la baïonnette au bout. L'officier qui les commandait avait le sabre nu et me tenait par le bras.

— Comment vous appelez-vous? dit Crispi en s'adressant à moi.

— Avant de répondre un mot à toutes les questions qu'il vous plaira de me poser, je demande qu'on m'ôte les menottes, autrement je ne dirai rien. Il faut que la défense soit libre

comme l'accusation, et j'en appelle à l'illustre général, le père de la liberté.

— Oui, qu'on leur ôte les menottes, dit le général.

— Vive la liberté! vive Garibaldi! cria la populace qui nous entourait.

Le général en nous faisant ôter les menottes, ordonna aux soldats de fusiller celui de nous qui chercherait à s'échapper. Crispi alors voulut commencer à nous interroger, mais je lui demandai, à mon tour, de quel droit il m'interrogeait.

— Du droit qu'on a d'interroger les assassins qu'on va fusiller, répondit le secrétaire du dictateur.

Fusiller! Alors ne sachant pas si on ne m'avait pas joué moi-même, malgré ma recommandation auprès de l'amiral Persano, je criai:

— Fusiller! et de quel droit? Qu'avons-nous fait? Quel est notre crime? Mais quand même nous serions des assassins, où sont les assassinés?

— Vous êtes des conspirateurs! répondit Crispi, blême de colère.

— Où sont les juges? Est-ce qu'on vous a condamnés, sans juges, toutes les fois que vous

avez conspiré? Entendez-vous, Palermitains, le langage des apôtres de l'indépendance? Fusiller! fusiller!

Les Palermitains qui étaient derrière nous, crièrent :

— Des juges! qu'on leur donne des juges! Nous ne sommes pas des Bourbons, nous sommes des libéraux.

Sous la pression de ces cris, le général Garibaldi ordonna que nous fussions conduits à bord du *Washington*, qui était à l'ancre dans le port. Pendant le trajet, Ortoli, qui avait tremblé tout le temps de la discussion, voulut s'évader; un soldat de l'escorte lui cassa les reins d'un coup de fusil.

Mariani, dès qu'il arriva à bord, se précipita dans la mer et se noya.

Ainsi finirent les héros du Saint-Office et les Bourbons de Naples.

Quant au berger corse, l'agent de la révolution, qui avait eu peur pendant un moment, il fut placé aux premières places, mangea à l'état-major du bâtiment pendant la traversée de Palerme à Gênes, et deux jours après il rendait compte de toutes ses fredaines au comte Cavour, à Turin.

CHAPITRE XXXIX.

L'EXPÉDITION DES ROMAGNES ET NAPLES.

François II, au lieu de s'enfermer au fort St-Elme et de faire acte de vigueur, écouta ses ministres, déjà tous vendus au Piémont. Ils l'enfermèrent à Gaëte, d'où il ne devait sortir qu'après avoir perdu sa couronne et son royaume.

Je fus chargé d'accompagner le roi Victor-Emmanuel à Florence, où il allait se montrer aux Toscans.

Accompagné d'une troupe de gens bien mis (pareils à ceux que Piétri m'avait donnés pour Napoléon à Dieppe), je procurai une entrée triomphale au roi galant-homme à Livourne et à Florence. C'est dans cette dernière ville qu'à la suite d'un bal officiel, le roi, en entrant dans

sa chambre, trouva trois dames que le zèle un peu exagéré de Zigola et Saint-Frond, ses aides de camp, y avaient amenées.

Le lendemain de cette orgie, on décidait d'envahir les Marches et l'Ombrie. Tous les révolutionnaires qui étaient restés à Pontedora pénétrèrent sur le territoire pontifical, ayant à leur tête les membres du Comité romain qu'Antonelli (on s'en souvient) avait fait arrêter et expulser de Rome. MM. Sant-Angeli et Silvestrelli marchèrent sur Peruggia, Mastricula et Tettoni marchèrent sur Orbino, Tettani et Silvani se portèrent sur Pesaro.

Les Piémontais, commandés par le roi, devaient attendre pour pénétrer dans les États de l'Église que les villes y fussent en révolution et que des commissaires de ces villes les y appelassent. Mais dès qu'on apprit que Napoléon, étant à Chambéry, avait autorisé Cialdini à aller combattre Garibaldi qui, de Naples, marchait sur Rome, ils franchirent la frontière, s'emparèrent de Perruggia, de Pesaro, d'Ancône, etc., et, bien que je n'aie pas à écrire l'histoire de cette campagne, où les Piémontais étaient quatre fois plus nombreux que les soldats de Lamoricière, je veux mettre au

grand jour un fait qui mérite le blâme de toutes les honnêtes gens.

Au moment où le général marquis de Pimodan, commandant une division de zouaves pontificaux, chargeait une colonne piémontaise, un soldat placé derrière lui l'étendit mort. Ce soldat était un agent de Cavour, qui l'avait fait s'engager à Rome. Son coup fait, ce soldat passa au camp de Cialdini et fut nommé maréchal des logis des carabiniers à Milan. Le roi d'Italie, en passant dans cette ville, a décoré Brambilla de la médaille de la valeur militaire.

J'avais quitté le roi à Florence pour me rendre à Naples. Ma mission était de combattre les influences qui pourraient détourner Garibaldi des intérêts piémontais.

Le camp de Caserte était dans un désordre incroyable. L'armée regorgeait de filles publiques. Les nuits se passaient en orgies ; Garibaldi, l'activité même, n'était plus reconnaissable ; quand il ne se montrait pas en public pour satisfaire son amour de la popularité, il partageait son temps entre la table et Dumas qui ne le quittait pas. Alors, grâce à cette manière de faire, le royaume de Naples était livré

aux Mazzini, Mario, Saffi, Conforti, Scialoia, de Cardona, Imbrioni, Tefano, etc., etc. Les trois premiers voulaient y proclamer la République, les autres ne s'occupaient qu'à vider les caisses de l'État et à s'y créer des emplois et des dignités avec de gros émoluments.

Un seul fait donnera la mesure de ce que j'avance. Si Garibaldi, comme dictateur, se contentait d'une modeste solde de dix francs par jour, son entourage ne pratiquait pas le même désintéressement.

M. Bertani, secrétaire du dictateur, qui était avant l'expédition de Sicile, en 1860, simple officier de santé à Gênes, rue Neuve, 35, est aujourd'hui colonel d'état-major et riche de 14,000,000 de fr. ! Interpellé dans le Parlement par un de ses collègues en chirurgie, mais député comme lui, sur l'origine de cette subite fortune, il répondit, dans la séance du 7 juin 1862, que quatre millions lui avaient été donnés par Adami et Cie pour la concession des chemins de fer des Calabres, et qu'il avait gagné les dix autres millions à la Bourse.

Devant cette situation que j'exposai longuement à Cavour, celui-ci ne pouvait hésiter, sans manquer à son programme, car il n'était

pas possible que pareille occasion se présentât pour compléter l'unité italienne. Aussi le cabinet de Turin, sûr de l'appui des révolutionnaires romains et comptant sur la promesse de Napoléon, fit envahir les Marches et diriger des troupes sur Naples.

Il annonçait vouloir combattre Garibaldi, mais il était bien résolu à l'embrasser dès qu'il le rencontrait.

J'étais encore à Naples quand Garibaldi et le roi galant-homme firent leur entrée dans la ville, au milieu d'une stupeur causée par la comédie qu'ils avaient jouée en se rencontrant.

Farini, ex-dictateur de l'Émilie, s'installa à Naples avec les mêmes pouvoirs qu'à Modène, mais au bout d'un mois il était découragé. Le prince de Carignan, Nigra, Ponzo de Saint-Martin et Cialdini lui-même se brisèrent contre l'énergie des Napolitains. Tous voulaient être Italiens.

Dégoûté de tout ce que je voyais, je sentis le besoin de prendre un peu de repos, ce qui n'était pas étonnant après l'existence agitée que j'avais menée pendant plusieurs années. La mort du comte Cavour, le seul homme que je crusse capable de surmonter toutes les diffi-

cultés que rencontrait le nouvel état de choses, me rendit ma liberté. Ceux qui arrivaient au pouvoir après lui, Ricasoli, Rattazzi, Péruzzi, etc., ne m'inspiraient qu'une médiocre confiance. Peut-être les avais-je vus de trop près. Du reste, il faut l'avouer, l'expérience que j'avais acquise avait singulièrement modifié mes idées. Je voyais le Piémont s'imposer partout, à Milan, à Modène, à Parme, à Florence, et ne se maintenant que par la force. Partout, enfin, les Piémontais étaient regardés comme étrangers, parce que partout aussi, il faut bien le dire, ils se conduisaient en conquérants.

Les embarras sans cesse renaissants du gouvernement italien, le mécontentement chaque jour plus manifeste des provinces annexées, le mauvais état des finances, après tant d'années, ne sont pas de nature à me faire changer de conviction.

CHAPITRE XL.

Genève, Bruxelles, Londres.

Après la mort du comte de Cavour, je quittai Turin et je me rendis à Genève. A mon arrivée sur les bords de ce lac tant aimé, au milieu des patriotes suisses, dans le seul coin de l'Europe où l'on respire l'air de la liberté, je mis en ordre les notes que j'avais prises et j'en fis une brochure intitulée : *Les hommes et les choses du royaume d'Italie*, par un agent secret de Cavour. Cette brochure, corrigée par Mgr Mermillod, évêque de Genève, eut un retentissement extraordinaire en Europe. Des interpellations furent faites à Paris, à Londres, à Bruxelles, à Madrid.

Mais avant d'en arriver là, j'eus à subir bien des déboires. A mon grand étonnement, aucun imprimeur de Genève ne voulut imprimer ma brochure. Mgr Mermillod m'envoya à Lyon, avec une lettre de recommandation pour

M. Chaurens, avocat, place Bellecourt, 33. Celui-ci me reçut très-bien et me présenta au comité légitimiste, composé de MM. Léopold Gaillard, Malézieux, Vincent de Saint-Bonnel, de Saint-Victor, l'abbé des Rozières, Jouve et l'abbé Morin. Tous ces messieurs me félicitèrent, m'engagèrent à persister dans ma résolution et me donnèrent de l'argent pour me rendre à Paris, avec une lettre pour M. l'abbé Sisson, propriétaire de l'*Ami de la Religion*. Les imprimeurs de Lyon avaient refusé de m'imprimer, absolument comme ceux de Suisse, avec cette différence que ceux de Lyon craignaient un procès avec le gouvernement, tandis que ceux de la Suisse refusaient par crainte d'un soulèvement populaire.

Le comité de Paris, MM. Janicot, de la *Gazette de France*, Garnier, de Riancey, de l'*Union*, Coquille, du *Monde*, tous journalistes, le comte de Carné, Broglie, Benoist d'Azy, me reçurent avec la même bienveillance que les membres du comité de Lyon. Malheureusement à Paris, au milieu des nombreux agents du gouvernement, on tremble encore plus qu'en province. Aucun des partisans du droit divin ne voulut se charger de me présenter à un im-

primeur. Sur leurs conseils, je me rendis à Bruxelles et je me présentai, mon manuscrit sous le bras, chez M. Paul Nève, du *Journal de Bruxelles*. A peine eut-il parcouru les feuillets de ma brochure, qu'il donna ordre à son imprimeur de la tirer à 4,000 exemplaires. Le succès fut immense. En moins de deux heures toute l'édition fut littéralement enlevée. Je fus mis en relations, à Bruxelles, avec tout ce que le parti catholique compte d'illustrations et je fus partout bien accueilli. MM. les comtes de Theux et de Mérode, Dumortier, Schollaert, d'Arenberg, Paul Nève, etc., m'invitèrent à dîner. Quelques ecclésiastiques suivirent cet exemple. S. Em. Mgr le cardinal Sterckx m'invita à Malines, où il me traita huit jours.

L'immense succès de cette brochure engagea le parti clérical à m'envoyer à Londres pour y faire une traduction en englais.

Sur l'avis du légat du Saint-Père, Ludowiski, aujourd'hui évêque de Posen, le comité belge m'envoya à Londres avec une lettre de feu S. Ém. le cardinal Wiseman. Après avoir lu la lettre de son collègue, le prince de l'Église m'installa chez lui, m'admit à sa table et me procura un traducteur (lord Vegly) pour ma bro-

chure. Son Éminence m'aida de tout son pouvoir et de toute sa science à corriger les épreuves, à les faire expédier en Écosse, en Irlande et dans toute l'Angleterre.

Le roi des Deux-Siciles, de son exil de Rome, me créa baron et m'envoya, avec mes titres de noblesse, une lettre écrite de sa main.

La cour romaine, stimulée par la cour de Naples, m'envoya par l'entremise de S. Ém. le cardinal Antonelli, la somme de 5,000 francs. Après deux mois de séjour à Londres, chez le cardinal Wiseman, je quittai Son Éminence. J'étais entré chez lui simple berger, j'en sortis baron. Le diplôme que le roi m'a envoyé de Rome et que le cardinal m'a transmis, porte :

« Griscelli, baron de Rimini. »

Dès ce jour, le nom de mes pères disparut pour faire place à celui de Monsieur Arthur, baron de Rimini.

Je partis pour la Suisse, où j'écrivis une *lettre à lord Palmerston*, que M. Wyss, de Berne, imprima, et une autre lettre à Victor-Emmanuel que je fis imprimer à Fribourg. Ces deux lettres font partie d'un pamphlet que j'ai publié à Bruxelles, et qui a pour titre : *A bas les masques !*

CHAPITRE XLI.

MONSEIGNEUR BOVIERI.

Pendant que j'étais à Berne, jouissant de la vue de ses montagnes, je reçus une lettre de Monseigneur Bovieri, nonce du Saint-Père près la Confédération suisse, qui m'invitait à aller le voir à Lucerne, où demeure le nonce, tandis que tous ses autres collègues restent à Berne, siége du Conseil fédéral. Je me rendis à l'invitation de Monseigneur, sans me douter le moins du monde de ce qu'il pouvait avoir à me dire. Il me reçut très-bien, m'invita à dîner le soir, et c'est en dînant qu'il m'expliqua l'objet de son invitation.

— Monsieur le baron de Rimini, me dit-il, j'ai reçu des lettres de Rome qui font de votre énergie à démasquer les ennemis de la Sainte-Église et de votre dévouement au Souverain-Pontife, les plus grands éloges. Je dois vous

avouer que, malgré les services que vous nous aviez rendus à Boulogne et à Rome, votre mission à Palerme avait donné quelques soupçons, parce que des gens disaient que si on vous avait regardé comme *un des nôtres*, avec la consigne que vous aviez, on vous aurait fusillé. Mais les publications que vous avez faites depuis contre les Piémontais, nous ôtent toute crainte et nous obligent à avoir une confiance illimitée dans l'homme qui rend de pareils services à notre cause.

— Monseigneur, dis-je, si les gens qui m'ont calomnié à Rome se fussent trouvés à Palerme et qu'ils m'eussent vu les menottes aux mains, escorté par des soldats, en présence de Garibaldi, si alors ils m'avaient entendu, ils ne m'accuseraient pas. Je ne devais pas être fusillé, pas plus que les deux autres, bien que nous fussions coupables de vouloir assassiner Garibaldi. Mais qui pouvait le prouver? Nous étions arrivés le soir et on nous arrête le matin. Nous n'avions pas encore vu la ville. Si Ortoli a été fusillé, c'est qu'il a voulu s'échapper. Mais, je l'avoue à regret, Monseigneur, autour du Sacré-Collége qui dit libéral, républicain, dit buveur de sang. Non,

mille fois non, Éminence, les libéraux et les républicains d'aujourd'hui ne sont pas les fils des républicains de 93. Les Robespierre, les Marat, les Danton n'existent plus. Les aveugles seuls ne veulent pas le voir. Voyez la révolution italienne, que je n'approuve pas, que j'ai combattue et que je combattrai toute ma vie, en quoi ressemble-t-elle à la révolution française? Ce sont les deux extrêmes.

Les républicains français guillotinèrent leur roi, égorgèrent les prêtres, massacrèrent le peuple et le noyèrent dans le sang; des milliers de victimes passaient devant les tribunaux révolutionnaires et montaient à l'échafaud, sans preuves, sans procès, sans défense, la plupart sans être entendus.

Les républicains italiens ne demandent qu'à chasser l'étranger et un peu de liberté; mais pas d'échafaud, pas de massacres, pas de tribunaux révolutionnaires, pas de procès, pas de souverains décapités, pas de prêtres égorgés.

— Ce que vous dites est bien la vérité, dit le nonce du Pape; mais nous avons peur qu'on n'en vienne à nous chasser de Rome comme en 1849.

— Tant que le drapeau français flottera sur le fort Saint-Ange, le gouvernement du Saint-Père n'a rien à craindre.

— Que Dieu vous entende! me répondit Mgr Bovieri, plus ou moins convaincu par l'éloge que j'avais fait de ses ennemis. Puis il me montra une lettre du cardinal Antonelli, qui peignait les souffrances, les embarras du gouvernement romain, celui-ci n'avait pas d'argent, et personne ne voulait s'employer pour lui en procurer. Le baron de Rimini, disait le cardinal, qui vient de Londres, qui ne recule devant rien et qui triomphe des plus grandes difficultés, ne pourrait-il pas se charger de retourner en Angleterre pour notre cause et y chercher un chrétien qui nous ouvre un crédit, avec des garanties? Grâce aux connaissances qu'il a, la chose doit lui être facile.

— J'accepte de grand cœur, répondis-je; et avant peu, j'espère, avec l'aide de Dieu, pouvoir réussir.

Écrivez à Son Eminence Antonelli qu'il envoie immédiatement au cardinal Wiseman à Londres toutes les pièces qui me seront indispensables, savoir : les pouvoirs pour traiter,

l'indication du mode d'emprunt, l'intérêt qu'on veut payer, les garanties qu'on donne, la somme qu'on désire, et pour combien de temps on veut emprunter.

Le lendemain, je traversai Bâle, Mulhouse, Strasbourg, Metz, le Luxembourg, la Belgique, et j'allai m'embarquer à Ostende pour Londres.

Le cardinal Wiseman, en me voyant de retour, sachant d'ailleurs quel motif m'amenait, parut enchanté et m'offrit de nouveau le logement et la table dans son palais de York-Place, nº 8, Portman Square.

La négligence du Sacré-Collége à m'envoyer ce qui m'était nécessaire, bien que Son Éminence de Londres eût écrit, me firent perdre un mois dans la capitale de la perfide Albion, où la chaleur m'étouffait.

Enfin, les papiers arrivèrent, et Charles Devaux, banquier en face du pont de London-Bridge, prêta, sur les instances du cardinal qui était son confesseur, 12,000,000 de francs au Souverain-Pontife pour dix ans, à 5 p. c. d'intérêt, avec la garantie de l'État pontifical.

Dès que les millions furent en route pour Rome, le cardinal Wiseman me donna 2,000 fr. pour mes frais de voyage et me

chargea de porter des papiers cachetés au comte de Chambord, qui avait pris pour résidence d'été la jolie ville de Lucerne.

Jamais mission n'a été acceptée par le berger corse avec plus de plaisir, et le lecteur le comprendra, puisque je quittais la chaleur de Londres pour la fraîcheur de la Suisse, et je retournai auprès de Mgr Bovieri avec le plaisir d'avoir confirmé la bonne opinion qu'on avait de moi au Vatican; enfin, et ce n'était pas la moindre des causes de mon contentement, je devais avoir l'honneur de me trouver en présence de M. le comte de Chambord, Henri V, le représentant du droit divin.

CHAPITRE XLII.

LE COMTE DE CHAMBORD A LUCERNE.

Je quittai donc le cardinal Wiseman qui m'avait comblé de bienfaits, dont je garderai un éternel souvenir. Je désire que mes paroles

arrivent jusqu'à lui, afin qu'il soit bien persuadé que je ne suis pas un ingrat.

A la descente du wagon, je fus surpris de rencontrer Mgr Bovieri, nonce du Saint-Père, et son secrétaire, qui m'attendaient pour me conduire à la nonciature, où un logement m'était préparé par les soins du représentant du Saint-Siége.

Je témoignai à ce prince de l'Église ma reconnaissance pour la réception toute bienveillante qu'il daignait faire à un pauvre inconnu.

— Comment inconnu ! mais le baron de Rimini est chaudement recommandé par l'évêque de Londres, et vous avez à Lucerne S. A. le prince et une masse de Français qui, depuis qu'ils ont reçu la dépêche de votre arrivée, sont dans l'attente de votre personne.

Un prince de l'Église avait annoncé par le télégraphe à Henri de France, le chef des Bourbons, que le baron de Rimini était parti pour Lucerne.

Comme le berger corse avait fait place au baron de Rimini, parole d'honneur, je n'en fus pas étonné.

En entrant à la nonciature avec le personnel de l'ambassade, nous y trouvâmes le comte de

Charette, commandant les zouaves pontificaux, que j'avais déjà vu à Rome avec le général de Lamoricière. En nous voyant, nous nous embrassâmes. Puis il me dit :

— Son Altesse désire te voir de suite.

Mgr Bovieri nous accompagna chez le duc de Bordeaux, que nous trouvâmes, dans un salon, entouré d'un cortége d'habitants du noble faubourg Saint-Germain. Plusieurs — MM. de Larochefoucault, Pozzo di Borgo, de Chévigny, Bourbon-Chalus, de Renneville, de Charette, de Monnier, de Poli — m'avaient vu à Rome et me serrèrent la main. Son Altesse, devant laquelle je fléchis le genou, me prit la main et me fit asseoir à sa gauche. Il me félicita de mon énergie d'avoir démasqué, le premier entre tous, le roi sarde et ses conseillers.

Après avoir pris connaissance des lettres que je lui apportais de Londres, Mgr de Bordeaux se retourna de nouveau vers moi, me serra affectueusement la main, et m'invita à dîner pour le lendemain... Une heure après, je retournais avec Mgr Bovieri, avec qui je soupai. Ce jour-là il n'y avait rien, ni dîner, ni soirée, chez le comte de Chambord.

Le lendemain, à six heures précises du soir,

nous entrions au salon où j'avais été reçu la veille. Mgr Bovieri, le chancelier Bortoli et moi nous allâmes présenter nos hommages à S. A. R. Henri de France, qui, ce soir-là, était entouré d'une foule de dames venues exprès de Paris pour présenter leurs félicitations de dévouement au chef de la branche aînée, au petit-fils de Charles X, à celui, enfin, que l'illustre auteur du *Génie du Christianisme* appelait l'enfant du miracle.

Quelques secondes après, les officiers de service crièrent :

— En place, messieurs et mesdames, S. A. R. est servie!

Plus de cinquante invités s'assirent et se placèrent aux endroits où leurs noms étaient marqués. J'eus l'honneur de me trouver entre l'illustre Berryer et Victor Laprade : un orateur et un poëte. Bien qu'il n'y eut ni toast, ni discours, la conversation entre les convives n'en fut pas moins vive et brillante.

Presque tous les preux de Castelfidardo accompagnaient le commandant des zouaves pontificaux, qui devait, après le repas, célébrer son union avec Mlle la duchesse de Fitz-James, ange de candeur, de talent, de vertu, trop tôt,

hélas! pour ses amis et pour ses parents inconsolables, appelée au sein de Dieu.

Une foule immense des premières familles de France était venue prendre Lucerne d'assaut, afin de saluer le roi du droit divin.

Pendant que nous étions au dessert, quelques cris se firent entendre sous les fenêtres de Son Altesse. Puis à ces cris : A bas les blancs! à bas les Bourbons! succédèrent ceux de : Vive la république! Vive Garibaldi! Vive l'Italie!

Presque tous les convives se levèrent. Mgr de Chambord seul resta assis et pria les convives de ne pas faire attention à cela.

Mais tous à l'envi, voulant faire preuve de dévouement, crièrent que c'était une insulte que des Français ne pouvaient pas souffrir.

Tandis que les vieux légitimistes se serraient autour de Son Altesse Royale et des dames, je descendis les escaliers avec le comte Bourbon de Chalus, Malézieux, conseiller à la cour de Lyon, le baron de Saint-Front, le vicomte de Renneville, et je vis, de la porte de l'hôtel, un jeune homme qui criait plus que les autres et un homme de quarante-cinq ans environ, que je reconnus immédiatement pour le me-

neur payé pour le charivari que quelques émigrés français voulaient nous donner. Sans savoir si j'étais suivi par d'autres, je m'élançai au milieu des crieurs, je saisis le meneur par le collet, je l'étendis à mes pieds, je lui plaçai le canon d'un pistolet sur le front, en lui disant :

— Si vous bougez, vil misérable, je vous casse la tête !

Tous les autres s'enfuirent. Seul, le jeune blondin s'avança vers moi pour m'arracher l'arme. D'un coup de poing je l'étendis à mes pieds, et de l'autre main j'allais lui donner un coup de stylet, quand le conseiller Malézieux m'arrêta le bras en m'appelant par mon nom et disant :

— Ne le tuez pas, c'est peut-être un Français.

— Oui, nous sommes Français, dirent-ils tous les deux en se levant. Et Français de Lyon, comme vous, M. le conseiller, ajouta l'homme de quarante-cinq ans, s'adressant à M. Malézieux.

— Qui êtes-vous? que faites-vous ici? répondit le magistrat légitimiste.

— Je suis Primorin, ex-commissaire de police de Lyon, qu'un employé de Napoléon a

fait destituer de sa place il y a quelques années. Ce jeune homme est un enfant naturel de Mlle Meunier et d'un Corse que j'ai fait arrêter à Lyon comme bigame et qui aujourd'hui, au service de l'Empereur, m'a fait appliquer la loi des suspects.

— Mais qui vous a payé pour insulter grossièrement un prince français?

— Personne, monsieur; nous étions au café, nous avons vu arriver beaucoup de monde: alors, échauffés par la boisson, nous sommes venus crier sous les fenêtres.

M. Malézieux donna 20 francs à l'ex-commissaire qui, effectivement, m'avait arrêté, ainsi qu'on doit se le rappeler, et que j'avais fait destituer (lors du voyage du prince-président dans le Midi) par le préfet, M. Vincent, aujourd'hui sénateur... Mais je dis au jeune homme de venir me voir à la nonciature le lendemain.

Lorsque nous remontâmes dans le salon du comte de Chambord, tous les invités, les dames les premières, me félicitèrent chaleureusement de mon énergie, à tel point que ce soir-là, avant la cérémonie de la noce, je fus le héros de la soirée.

Le lendemain, à 8 heures, on m'annonça la visite du jeune crieur de la veille. Je le fis entrer et asseoir de suite.

Il m'apprit, sur ma demande, que sa mère étant morte en lui donnant le jour, il avait été élevé par son grand'père, mort plus tard du choléra. Qu'alors il avait vendu le peu que ses parents lui avaient laissé, et qu'il était venu en Suisse pour y être employé dans une librairie, mais qu'il était sans emploi pour le moment.

Je lui demandai s'il serait content de connaître son père.

— Oh! oui, monsieur!

Je lui donnai cent francs, le priant de faire venir ses papiers de Lyon et lui promis que s'il était sage, je le ferais placer dans une bonne maison... .

Je n'eus pas plutôt terminé, qu'il me sauta au cou pour m'embrasser, ce que je lui rendis avec usure, bénissant Dieu et M. Malézieux qui m'avaient empêché de commettre un parricide.

CHAPITRE XLIII.

VOYAGES, MISSION (ANECDOTES).

Deux jours après je prenais congé de S. A. R. Henri de France, de Mgr Bovieri, et je partais (par ordre de ce dernier) pour Baden-Baden, où je devais me rencontrer avec le cardinal Grassellini, qui venait de Rome avec une mission pour la reine de Naples. Au moment de monter en wagon, le jeune Lyonnais s'avança les larmes aux yeux pour me dire :

— Oh! monsieur part! Et que vais-je devenir, mon Dieu! moi qui vous aime tant!

— Vous viendrez me trouver à Munich, aussitôt que vous recevrez vos papiers, mon garçon, lui dis-je en lui tendant la main. Il la saisit et la couvrit de larmes.

L'illustre orateur Berryer, qui partait également pour Baden-Baden, me dit en voyant le jeune Lyonnais :

— Est-ce qu'il pleure sa vie, ce jeune homme ?

— Il en est bien au contraire content, répondis-je à Berryer, puisqu'il demande à venir avec moi pour vivre d'un emploi qu'il me charge de lui procurer.

Le sifflet de la locomotive mit fin à l'entretien et un train à toute vapeur nous conduisit le soir dans le pays de la roulette.

Nous descendîmes à l'*Hôtel de la Reine d'Angleterre*, où le cardinal Grassellini avait eu la bonté de retenir pour moi un logement.

Le soir, à table d'hôte, quelle ne fut pas ma surprise de me voir placé entre le comte Bacciochi, chambellan de l'Empereur, et de Saint-Albin, bibliothécaire de l'Impératrice!

Celle de Bacciochi fut aussi grande que la mienne, surtout quand il vit le prince romain me prendre le bras après le dîner, et me prier de lui servir de *cicerone* dans le salon de conversation. M. Berryer, après avoir perdu quelques napoléons, quitta l'Allemagne; le cardinal et moi nous nous rendîmes à Augsbourg, pour visiter S. M. la reine des Deux-Siciles, près de laquelle Son Éminence était envoyée par le Souverain-Pontife, pour l'engager à re-

tourner à Rome auprès du roi son époux, afin de faire cesser tous les bruits calomnieux que les ennemis de la dynastie cherchaient à propager en Europe.

L'évêque de la ville avait retenu pour nous des logements à l'*Hôtel des Trois Noirs*.

Le lendemain de notre arrivée, nous fûmes présentés à l'héroïne de Gaëte, dans le couvent des Ursulines.

Les autorités ecclésiastiques de la ville nous accompagnaient. En entrant dans le couvent, l'aumônier et toutes les sœurs de l'établissement, en grande tenue, vinrent recevoir et présenter l'eau bénite au prince de l'Église jusqu'à la porte; puis au chant glorieux du *Veni Creator* et du *Te Deum*, nous rentrâmes dans la chapelle du couvent.

A la sortie de la cérémonie, on nous introduisit dans un salon richement meublé. A peine étions-nous assis, qu'on annonça : La Reine !...

Marie-Sophie s'avança escortée de son frère, colonel du 4e léger, du prince de Taxis, aide de camp du roi, du prince Saint-Ignazio, chambellan de la reine, et accompagnée de plusieurs dames attachées à sa personne.

Pour une recluse, elle était même trop entourée. Elle remercia le cardinal de sa visite, salua tous ceux qui se trouvaient présents à l'audience, en leur adressant à tous quelques mots bienveillants avec une grâce qui les charmèrent.

— Oh! vous ici, me dit la reine, dès que mon tour arriva de lui être présenté.

— Oui, Majesté! répondis-je. A Portici et à Naples, présenté par votre oncle, S. A. de Trapani, je fis serment de fidélité; à Augsbourg, présenté par Son Éminence, je renouvelle mon serment en regrettant de n'avoir pas été tué à Gaëte en face de tant de lâchetés et de tant de trahisons.

— Je vous remercie, répondit la reine en me donnant sa main à baiser.

A la sortie de l'audience, le frère de la reine vint me prendre, avec le prince de Taxis, pour me conduire chez lui, où il me présenta à son épouse, jeune femme d'une rare beauté, mais paraissant à côté de son mari absolument trop petite; du reste, la femme la plus spirituelle de toute la Bavière. Pendant huit jours que nous restâmes à Augsbourg, elle exigea, avec une grâce infinie, que je lui rendisse visite tous les jours.

Le soir, la reine nous invita tous à dîner à l'hôtel de ville.

Elle se plaça à table, ayant le cardinal à droite et l'évêque du diocèse, Mgr Pancrace, à sa gauche. En face d'elle, il y avait sa belle-sœur, qui avait le berger corse à sa droite et le secrétaire du cardinal à sa gauche. La conversation se fit en français, parce que les Italiens ne parlaient pas allemand et que les Allemands ne connaissaient pas la langue de Dante. Heureusement que tous parlaient celle de Bossuet et de Corneille.

Le lendemain je fus invité à passer la journée chez Son Altesse Royale le frère de la reine des Deux-Siciles, dans sa maison de campagne près le Danube, où j'appris de la bouche même de l'héroïne le *fait suivant*, que je crois devoir livrer à la publicité, pour montrer aux lecteurs la confiance que j'avais su inspirer aux nobles personnages qui m'admettaient dans leurs cercles, et la manière dont la plupart des princes allemands se marient en consultant surtout leur cœur.

La reine venait de rappeler à la société comme quoi j'avais conseillé à son mari de mitrailler Naples plutôt que de l'abandonner,

lorsqu'une belle main de femme s'étendit par-dessus la table pour serrer la mienne.

— C'est donc vous, me dit-on, qui êtes le baron de Rimini, dont mon mari et moi avons parlé tant de fois avec Sa Majesté.

— Oui, madame, répondis-je, et à l'honneur que j'ai de toucher votre main, joignez celui de me dire à qui j'ai l'honneur de parler.

— A S. A. l'épouse de Max de Bavière, colonel au 4e chevau-léger, belle-sœur de Sa Majesté, née Muller, et qui désire causer un peu avec vous des affaires d'Italie.

Le dîner était à peine achevé que l'épouse de Max de Bavière se levait de table avec l'intention de venir à moi. Aussi vite que possible je me levai et allai à sa rencontre. Elle me tendit de nouveau la main. Je la saisis avec un respect très-visible, mais elle me prit le bras, sans façon, et m'entraîna dans le salon près d'une fenêtre. Là nous nous assîmes, et alors elle m'adressa un déluge de questions sur les hommes et les choses d'Italie; le Pape, Antonelli, de Mérode, Victor-Emmanuel, Cavour, Garibaldi, Magenta, Solférino, Marsala, Palerme, Naples et Gaëte furent passées en revue.

Pendant notre conversation ou plutôt notre discussion, S. E. l'évêque Pancrace, le bourgmestre, la reine, donnant le bras à S. A. le prince de Taxis et suivie de S. A. son frère, l'époux heureux de mon illustre et spirituelle interrogatrice, vinrent faire cercle autour de nous, sans prendre part à la discussion. Lorsque la reine vit que tout ce que sa belle-sœur avait demandé avait été plus ou moins accordé, elle demanda à sortir pour faire un tour sur les remparts, admirable promenade, plantée d'arbres, d'où l'on découvre le plus joli panorama du royaume de Bavière.

La reine des Deux-Siciles descendit la première, donnant le bras à S. A. le prince de Taxis. Le prince Max, son épouse, le berger corse venaient ensuite. Le cardinal, l'évêque, le bourgmestre, etc., suivaient derrière nous. Dès que nous fûmes sur les remparts, près de l'embarcadère de la gare de Munich, je pris la liberté d'adresser une question à l'épouse du prince Max.

— Votre Altesse, lui dis-je, veut-elle me faire l'honneur de me dire dans quelle partie de l'Allemagne se trouve la ville qui lui a donné le jour? Mon ignorance m'empêche de recon-

naître, au milieu de tant de familles régnantes, le nom de Muller.

Les deux époux me regardèrent en riant.

— Mais, monsieur le baron, répondit la charmante princesse, mon père n'était pas souverain, puisqu'il n'était que major au service de S. M. le roi de Bavière, et la ville où je suis née est Ratisbonne.

Puis avec un amour et un élan que la plume ne peuvent dépeindre, elle prit le bras de son époux, en disant :

— Quoique je sois jeune, ma vie est un petit roman.

— Roman heureux, répondis-je.

— Oui, très-heureux, dit-elle, en se serrant contre le prince, et que je vous conterai volontiers, si vous promettez de ne pas l'imprimer.

— Oh ! Altesse, répondis-je en saluant. Qui oserait écrire une nouvelle que la Staël n'écrit pas ?

— Vous me flattez, monsieur le baron, en me donnant le talent de l'auteur de *Corinne*, mais j'aime mieux élever nos enfants et m'occuper de ménage que de littérature.

— Je suis persuadé que Son Altesse saurait faire les deux.

— Non, je préfère vous conter mon roman que de l'écrire.

— Merci, Altesse, mille fois merci d'avance!

— Demain, vous venez dîner chez nous. Le prince a invité le cardinal. Après le dîner, ces deux messieurs doivent aller au couvent voir la reine pour des affaires venues de Rome. Nous deux, nous resterons, et, pour vous distraire, je vous conterai mon roman.

Dans cette promenade, sur les remparts d'Augsbourg, bien des gens s'aperçurent que Sa Majesté Sicilienne se serrait un peu trop contre son cavalier, que d'autres liens que ceux de la galanterie existaient entre Marie-Sophie et le prince de Taxis.

Le lendemain, après le dîner chez le frère de la reine, la princesse tint la promesse qu'elle m'avait faite.

Après le départ de son époux et du cardinal pour le couvent, nous nous assîmes sur un sopha, en tête-à-tête, et Son Altesse commença ainsi :

« Je suis née à Ratisbonne. Mon père, major dans l'armée du roi, est mort quand j'avais à peine douze ans. Ma bonne mère, que vous connaissez, resta veuve à vingt-neuf

ans. Elle aurait pu, quoique pauvre, se remarier, mais ne pensant qu'à sa fille unique et ne vivant que pour elle, maman ne voulut pas me mettre sous l'autorité d'un beau-père.

» Nous vendîmes après la mort de mon père tout ce qui ne nous était pas nécessaire et nous vînmes nous fixer à Munich.

» Ma mère vivait très-retirée, l'instruction de sa fille seule l'occupait. Je fis de bonnes études, afin de contenter celle qui m'avait donné le jour. Je fis surtout des progrès dans l'étude de la musique et du chant.

» Le jour de la distribution générale des prix, ma mère faillit mourir de joie en voyant sa fille chargée de couronnes. Toute la haute noblesse de la capitale vint la féliciter. Le jour même, le directeur du théâtre royal de Munich vint chez ma mère, et après bien des pourparlers, il fut convenu qu'il viendrait tous les jours me donner des leçons, en présence de ma mère, et que je ne me présenterais sur la scène que le jour de mon début. Mais je devais m'engager à aller tous les soirs au théâtre, dans une loge qu'il mettait à notre disposition, afin que je pusse étudier la scène, le jeu et le langage des artistes.

» Deux mois après, une affiche annonçait les débuts de Mlle X..., fille d'un major, qui, pour soutenir sa mère, s'était fait artiste.

» Le théâtre était comble. La cour, la noblesse y étaient en majorité. Dès les premières notes, je fus couverte d'applaudissements. A la fin du premier acte, je fus conduite par le directeur dans la loge royale. Ma mère, qui ne m'avait pas quittée, s'évanouit en sortant de la loge royale. S. A. le prince Max la soutint et nous accompagna derrière les coulisses du théâtre, où j'avais ma chambre pour m'habiller.

» Au deuxième et dernier acte, les bravos continuèrent de plus belle. Les artistes, qui ne m'avaient jamais vue, au lieu d'être jaloux de mon triomphe, vinrent me féliciter et m'accompagnèrent jusqu'à la porte. Son Altesse, que je ne connaissais pas, nous accompagna, en donnant le bras à maman, jusqu'à la maison. Là, dans une petite chambre sans tapis, il se jeta à mes pieds. Le lendemain, nous étions tous trois ici, à Augsbourg, à l'*Hôtel des Trois Rois*. Le prince avait un appartement au second; ma mère qui ne m'avait pas perdue de vue, m'annonça en se couchant que Son Altesse voulait m'épouser.

» Je vous laisse à penser ce que les journaux et le public dirent de nous. Le prince Louis-Max, qui venait dîner et déjeuner avec nous, nous dit un jour qu'il avait reçu ordre du roi, son père, et du ministre de la guerre, de se rendre à Munich. Nous l'accompagnâmes, ma mère et moi, jusqu'à la gare, et bien que la pureté de ma conscience ne me reprochât rien, dès que je le vis monter en wagon sans m'embrasser (il me donna seulement la main), je me sentis défaillir. Ma bonne mère m'embrassa et me dit :

» — Ne crains rien, ma fille, ton époux reviendra.

» J'étais la cause du rappel subit du prince. Le roi ne voulait pas qu'il m'épousât et, sur les instances qu'il lui fit, le prince consentit à me quitter, à condition que le roi me ferait comtesse et que son père me ferait une dot. Tous deux consentirent. Le roi donna le brevet et Son Altesse donna 400,000 florins. Aussitôt qu'il eut tout en mains, le prince revint à Augsbourg, appela l'évêque Mgr Pancrace, et le soir nous étions mariés! La cour et la noblesse, en apprenant notre mariage, nous mirent à l'index.

» Nous continuâmes à vivre à Augsbourg. Mon mari, qui était colonel au 4e chevau-léger, était obligé d'aller tous les jours à Munich. Ma bonne mère et moi nous allions tous les soirs le chercher à la gare.

» Il y avait quatre ans que nous menions cette vie, lorsqu'un jour, étant assise sur un banc des remparts, un monsieur vit notre enfant jouer avec sa bonne et s'arrêta pour l'interroger.

» — Comment t'appelles-tu, mon enfant?

» — Je m'appelle Louis, comme papa, répondit hardiment mon fils.

» — Et que fait ton papa?

» — Mon papa est colonel de cavalerie, monsieur.

» — Ah! colonel de cavalerie!... Puis, après un moment de réflexion, le monsieur attira à lui l'enfant et, l'embrassant, lui demanda encore : Que veux-tu faire quand tu sera grand?

» — Servir le Roi comme papa.

» Alors le monsieur, se retournant vers moi et se levant :

» — Mademoiselle, me dit-il, je vous félicite de l'intelligence précoce de votre frère.

» — C'est mon fils, monsieur.

» — Alors, si je ne me trompe, vous êtes l'épouse de S. A. le prince Louis-Max?

» — Oui, monsieur, et voilà son fils.

» Le lendemain, étant à la même place, je vis venir sur les remparts plusieurs équipages. Dès que la première voiture fut arrivée près de mon banc de prédilection, la portière s'ouvrit et le monsieur de la veille en sortit, accompagné de dames et de messieurs. Venant ensuite à moi, il me dit :

» — Je vous présente la reine.

» Un monsieur s'était emparé de Louis et le couvrait de caresses en l'appelant *son fils*.

» C'était mon beau-père. »

Son Altesse s'arrêta en me regardant : « le reste ne mérite pas la peine d'être raconté. » — Ce reste, que la princesse ne voulut pas me dire, c'est que, dès ce jour, elle fut admise à la cour de Bavière, où rien ne se fait sans qu'elle ne soit consultée. Pendant que j'eus l'honneur de l'approcher à Augsbourg, je vis bien des ministres du roi venir la voir ou lui écrire pour lui demander des conseils.

La reine de Naples ayant consenti à retourner à Rome, nous partîmes pour Munich, le cardinal et moi. Lui fut logé à la nonciature

Ludwigstrasse) et moi à l'hôtel du *Raisin bleu*, près de la poste royale, non loin de la fameuse brasserie où Sa Majesté va tous les soirs, comme un simple paysan, prendre sa chope de bière.

CHAPITRE XLIV.

MISSION A MADRID.

Comme à Augsbourg, les autorités civiles et militaires rendirent visite au cardinal. Le nonce (le prince Chigi), le ministre de l'intérieur (Neumans) et S. M. le roi donnèrent des dîners officiels en son honneur. Le berger eut l'honneur d'assister aux deux premiers. Le cardinal seul fut invité au dîner du roi. Son chapelain, son secrétaire et moi, nous ne fûmes invités qu'à la soirée qui eut lieu après, et où nous fûmes passablement bien reçus, mais pendant laquelle je ne causai avec personne, si ce n'est avec le baron de Feistemester, secrétaire de

S. M. Bavaroise, qui me confirma toute l'histoire de la princesse Louis-Max.

Quelques jours après nous traversions la Suisse, la France et nous nous embarquions à Marseille. Le jour même de notre arrivée à Rome, j'eus le plaisir de causer avec S. E. le cardinal Antonelli et le ministre des finances Ferraris. Tous deux me remercièrent de mon zèle et me félicitèrent de la manière dont j'avais réussi à Londres l'emprunt pontifical. Je répondis que leurs éloges ne devaient pas s'adresser à moi, mais au cardinal Wiseman, et le lendemain, en présence du Saint-Père, je tins le même langage.

François II, me sachant à Rome, apprenant par le cardinal Grassellini que j'avais été à Augsbourg, m'envoya son secrétaire, le général Saverino, pour me dire de le venir trouver au palais Farnèse. J'y allai et là, en présence des généraux Ulloa, de Clary, des comtes de Trani, de Trapani, du prince Pignatelli, du baron Cetto, du prince Iscio, je lui rappelai ce que je lui avais dit à Portici. Il me demanda des nouvelles de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Je répondis à S. M. que l'Italie était ruinée par ses proconsuls, la France par

Napoléon; mais que l'Allemagne cherchait un homme pour l'aider à sucer ses roitelets qui agissaient en tyrans (1).

Sur un signe de l'ex-roi de Naples, les courtisans se retirèrent, sauf le comte de Trapani. Ce dernier, prenant alors la parole et tout en me félicitant d'avoir procuré de l'argent au Saint-Père au moyen d'un emprunt de 14,000,000 de francs, me pria d'aller en Espagne où je pourrais peut-être placer quelques bons de l'emprunt de Gaëte. Sur ma réponse affirmative, il me donna une lettre de recommandation pour l'ambassadeur de Naples, comte de San Martino, à Madrid, et 1,000 fr. pour mon voyage. La cour romaine, bien qu'elle eût encaissé 14 millions, ne m'avait donné que trois mille francs.

Cette mission, je l'avoue, je l'acceptais avec plaisir, parce qu'elle me procurait l'avantage de visiter le pays d'Ignace de Loyola aux frais des Bourbons.

Lors de mon départ de Rome, on me donna une masse de lettres de recommandation : pour la Reine, pour le Roi, pour les grands

(1) Le sens politique de Rimini est ici remarquable.

d'Espagne, pour le père *Claret* et pour la célèbre *sœur Patrocinio.*

A mon arrivée à Madrid, je fus logé et hébergé chez le comte de San Martino, ambassadeur du roi de Naples (sans royaume), qui, prenant le baron de Rimini pour un haut personnage (parce que le berger corse parlait un peu de tout), me présenta à la cour, aux ministres et m'accompagna au célèbre couvent d'Alcantara, pour y voir la toute-puissante *Patrocinio* avec sa chemise fabuleuse.

Nota. « La sœur Patrocinio est ex-cantinière » — intrigante personnifiée — condamnée à » un an de prison pour vol. Elle eut l'audace » de faire croire au père Claret, confesseur et » *bien vu* de la Reine, que la Vierge de Tolède » lui était apparue dans sa prison et lui avait » dit :

» — Patrocinio, tu sortiras d'ici avant peu, » graciée, comblée d'honneurs. Dieu te donne » la faveur de guérir toutes les maladies des » grands qui consentiront à revêtir dévotement » la chemise *que tu portes à présent.*

» C'est avec cette sale chemise, que j'ai vue » et touchée, que l'abbé Claret et la sœur Patrocinio gouvernent l'Espagne... La Reine a » une dévotion si grande dans la chemise de

La célèbre sœur reçut l'ambassadeur et moi avec un certain cérémonial qu'en qualité de supérieure du couvent elle ne faisait pas pour le ministre.

Elle me fit une masse de questions sur le Pape, sur les cardinaux, sur beaucoup d'hommes d'État. Et quand le ministre lui eut

» Patrocinio, qu'elle n'a jamais voulu s'en
» passer quand elle était en couches... »

Nota. « En 1864, dans le couvent dirigé
» par la sœur Patrocinio, outre vingt-sept
» jeunes filles compromises, il y eut seize descen-
» dantes de grands d'Espagne dont l'état était
» des plus intéressants. Cette affaire fit, comme
» on le pense, grand bruit en Espagne. Pour
» ne pas livrer les grands coupables — le roi
» et le père Claret — on accusa et on arrêta le
» sacristain, don José Malvina; on l'empoi-
» sonna, disant qu'il s'était empoisonné lui-
» même, pour se soustraire au *châtiment.* »

Nota. « La reine d'Espagne qui a eu tant
» d'enfants d'une manière miraculeuse, sans
» habiter entièrement avec son mari, a été
» trouvée avec l'acteur italien *Roncini; pendant*
» *ma mission*, le premier jour qu'elle se mon-
» tra au théâtre, il y eut des cris :

» — A bas Madame Roncici!

» Le théâtre fut fermé *pendant deux mois.* »

dit ce que j'avais fait pour la cause des clérico-bourbons et le but de mon voyage en Espagne, elle me dit :

— Après-demain, vous m'apporterez pour 100,000 fr. de bons de l'emprunt de Gaëte ; je vous donnerai un bon sur la caisse du couvent.

En dix jours, grâce surtout au père Claret et à son amie Patrocinio, j'avais placé pour quinze cent mille francs de bons.

Je me présentai alors chez le maréchal Narvaez, avec qui j'avais eu plusieurs entretiens après son mariage avec Mlle Tascher, pendant son exil à Paris. J'allai le trouver et je lui expliquai le but de ma visite. Il m'écouta sans m'interrompre, et aussitôt que j'eus fini, le maréchal me dit :

— La cause des Bourbons de Naples est perdue, faute d'hommes. Ce pauvre roi n'a eu autour de lui que des lâches et des vendus. Je veux parler en sa faveur à mon banquier, M. Vargas, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 2, qui est également le banquier de la reine Christine. S'il voit la possibilité de faire quelque chose, il le fera. Revenez ici demain, je pourrai vous donner la réponse.

Le lendemain il m'annonça que le banquier Vargas prenait des bons de Gaëte pour un million cinq cent mille francs, à 60 francs.

Quand je donnai cette nouvelle au représentant de François II, il faillit tomber à la renverse.

— Mais cela n'est pas possible, me dit-il, comment diable vous y êtes-vous pris? Je vous répète que cette affaire me paraît impossible.

Pour toute réponse, je pris le comte de San Martino avec moi et le conduisis chez le banquier Vargas, avec qui il signa l'acte d'après lequel le roi devait recevoir à Rome, chez le banquier Torlonia, la somme de neuf cent mille francs, contre le dépôt d'un million cinq cent mille francs de titres de l'emprunt de Gaëte. Le banquier Vargas gagnait 600,000 francs.

Le prince Pignaletti, en apprenant ce résultat inespéré, m'écrivit une lettre toute de sa main, pour me féliciter au nom du roi son maître, et me prier de me rendre à Paris, rue Taitbout, n° 5, chez l'ex-ambassadeur, le marquis Canofari, auprès duquel je trouverais des ordres pour une autre mission confiée à mon zèle et à mon dévouement.

CHAPITRE XLV.

MISSIONS A LONDRES ET A VARSOVIE.

Lorsque je me présentai chez le marquis Canofari, celui-ci me donna connaissance des ordres qu'il avait reçus du palais Farnèse à Rome.

Il s'agissait de me rendre à Londres et d'y employer toute mon intelligence pour y contracter un emprunt sur le palais Farnèse, que le roi consentait à hypothéquer pour une somme de deux millions de francs.

Je me rendis à Londres avec des pouvoirs pour traiter. A vrai dire, je ne croyais pas réussir. Comme je me promenais le soir dans Regent-street, je fus accosté par Carreras, riche négociant espagnol qui a deux maisons de tabac, Regent-street et Prince-street, Carreras m'invita à aller chez lui et là il me demanda ce qui m'amenait à Londres.

— Je viens pour chercher de l'argent et j'offre en garantie le palais de Farnèse, que le roi veut hypothéquer.

— Ah diable! si tu étais arrivé avant-hier, je t'aurais fait ton affaire en deux heures. Aujourd'hui ça m'est impossible, je suis à sec; j'ai prêté quatre millions au bey de Tunis. Mais je veux te faire conclure l'emprunt auprès de M. Holloway, pharmacien-chimiste dans le Strand, 213. Viens ce soir, Prince-street, à mon magasin, Holloway y sera de sept à huit heures et nous causerons.

Au premier mot que j'adressai au banquier anglais, celui-ci me dit :

— Je prête tout ce que le roi demandera, moyennant hypothèque sur le beau palais de Farnèse.

Je réussis dans cet emprunt, sans l'aide du cardinal Wiseman.

En sortant de chez Carreras, j'envoyai une dépêche télégraphique au marquis Canofari, pour le prier d'envoyer un agent du roi avec les titres de propriété et les pouvoirs pour traiter. Six jours après arrivait de Rome le comte François de Latour, premier aide de camp de François II. Vingt-quatre heures après son ar-

rivée, un mandat de deux millions, sauf la commission de 2,000 francs, sortait de la caisse de M. Mouriet, banquier, York-Banc, n° 9, et était envoyé au banquinr Torlonia, place des Apôtres, à Rome, pour être payé à vue à l'ex-roi des Deux-Siciles.

Le mandataire du roi et moi, après avoir visité les princes d'Orléans, auxquels M. de Latour remit des lettres de Rome, nous nous embarquâmes pour la Belgique. Avant d'arriver à Paris, nous parcourûmes Ostende, Bruges, Malines, Anvers, Liége, Bruxelles, Mons, Tournai, Lille et Amiens. Je ne fis que coucher à Paris, et dès le lendemain, je me rendis à Versailles, où je me logeai *Hôtel du comte de Toulouse*, sous le nom de baron de Rimini.

La police et les gendarmes ne se doutèrent jamais qu'ils avaient à Versailles celui qui les avait tant de fois commandés aux manœuvres de Satory.

Un soir, pendant que je dînais, un monsieur à l'accent polonais vint se placer à ma table et me demanda si je ne connaissais pas le baron de Rimini.

— Moi-même, lui dis-je. Que puis-je faire pour vous? Qui vous envoie?

Pour toute réponse, il me remit une lettre du prince Czartoriski, qui me priait de me rendre à son hôtel, Ile Saint-Louis, à Paris. Le Polonais Jabloniski dîna avec moi. Nous prîmes ensuite le chemin de fer, et à huit heures du soir je frappai à la porte de l'*Hôtel Lambert*. Le prince polonais reçut immédiatement et me pria d'accepter la mission d'accompagner Jabloniski, qui portait au comité insurrectionnel la somme de cent mille francs. Sans avoir aucune responsabilité, mon rôle devait être de l'accompagner jusqu'à Varsovie, chez l'archevêque Felinski, où il devait déposer la somme contre un reçu, et de prendre le plus de renseignements possibles sur la marche des événements.

Nous partîmes le lendemain, l'agent polonais et moi. Comme tous les proscrits de son pays, il était fier, brutal, insolent. Dès que nous eûmes passé la frontière française, il prit des airs de commandement, et en arrivant à la gare de Mayence, où il voulut s'arrêter, il m'ordonna de porter son sac de nuit. Je le toisai des pieds à la tête en lui disant de porter son sac lui-même, que le prince Czartoriski m'envoyait en Pologne pour l'accompagner et non pour lui

servir de domestique; que d'ailleurs, si l'un de nous devait faire le valet, j'avais l'habitude de commander et non d'obéir. Il porta lui-même son sac jusqu'à l'hôtel. Mais dès ce moment, l'amitié et l'estime firent place à la mésintelligence... Nous prîmes chacun une chambre et nous dînâmes séparément. Pendant que le garçon me servait, je lui demandai où était le télégraphe. Dès que j'eus soupé je pris mon chapeau et me dirigeai vers la station pour envoyer une dépêche. Le Polonais me suivit, il avait déjà changé d'allures. Il me demanda si j'envoyais une dépêche à Paris.

— Oui, lui dis-je, en le regardant en face. Le prince saura avant une heure que je ne veux plus aller à Varsovie.

— Et pourquoi?

— Parce que je n'ai jamais voyagé avec des maîtres...

— Oh! monsieur le baron, je vous prie de me pardonner; il n'est jamais entré dans ma tête l'intention que vous me prêtez.

Tout en me faisant prier, je finis par me laisser gagner et nous retournâmes à l'hôtel; mais au lieu d'y coucher, nous prîmes le chemin de Wiesbaden. Deux heures après, le Po-

lonais Jabloniski gagnait, à la roulette, quatre-vingt-cinq mille francs. Le lendemain, malgré moi, malgré les supplications et les prières de plusieurs Polonais, il voulut jouer encore.

A trois heures précises il ne lui restait plus qu'un billet de 1,000 francs sur les 185,000 francs. Il le plia en quatre et le plaça sur zéro. Le croupier tourna et annonça le numéro 27. Le mot n'était pas achevé qu'une détonation se faisait entendre. La tête du malheureux Jabloniski tombait sanglante sur le tapis vert.

Une heure après, les jeux recommençaient pour faire d'autres victimes. Le commissaire de police des jeux, sur ma demande, me fit le certificat ci-après :

« Je soussigné, commissaire de police des » jeux de Wiesbaden, certifie que le nommé » Jabloniski s'est tué volontairement *d'un coup* » *de pistolet*, après avoir perdu tout l'argent » qu'il avait gagné la veille, soit 85,000 francs, » plus les 100,000 francs qu'il avait dans son » portefeuille. Je certifie en outre que M. le » baron de Rimini, qui est arrivé avec lui, a » fait, avec plusieurs Polonais, tous ses efforts » pour l'empêcher de jouer.

» *Signé* : MULLER. »

Le soir même, pendant que ce certificat partait pour Paris, je continuai mon voyage pour la Pologne. En arrivant à Varsovie, j'appris que l'archevêque Felinski, à qui je devais rendre compte de ma mission et demander des renseignements, avait été arrêté la veille, par ordre du Czar, et conduit à Saint-Pétersbourg et de là en Sibérie. De crainte de subir le même sort, je ne pris qu'indirectement quelques renseignements, et j'appris ainsi que l'insurrection n'était pas générale, mais que quelques intrigants faisaient seuls tuer du monde pour recevoir de l'argent des comités de Paris, de Turin et de Zurich.

Pour enlever tout soupçon et pour tromper la police moscovite, je continuai ma route, comme le portait mon passe-port, jusqu'à la capitale de toutes les Russies.

En descendant à l'hôtel Péterhoff, je demandai un guide parlant français, et je me fis conduire au cimetière catholique. Là, dans une petite allée à droite, je me jetai à genoux, les yeux baignés de larmes, sur une pierre où je lus : « Ici repose la comtesse de Gardonne, regrettée et pleurée par son inconsolable époux. »

Le soir même j'étais en route pour Posen, Berlin, Francfort et Paris.

CHAPITRE XLVI.

LE CONGRÈS DE MALINES.

Le soir même de mon arrivée, je me rendis chez le prince Czartoriski, qui, comme le lecteur le sait, avait été instruit de la catastrophe arrivée à son agent. Il me reçut assez froidement et me dit que j'aurais dû l'empêcher de tant jouer. A cette réception blessante, je pris mon chapeau. Le prince me dit alors avec une certaine arrogance :

— Mais achevez donc de rendre compte de votre mission.

— Je n'ai pas de compte à rendre aux gens qui se prélassent dans des salons, tandis que leurs partisans se font tuer pour reconquérir leur indépendance.

— Monsieur, me dit le prince, en me fermant

la porte au nez, je rendrai compte au Saint-Père de votre conduite.

— Rendez compte au diable ! criai-je, en descendant les escaliers de l'île Saint-Louis.

J'avais ordre de la cour de Rome de me mettre à la disposition du prince Chigi, nonce apostolique.

S. E. Mgr Chigi, que j'avais connu à Rome et à Munich, me reçut dès mon arrivée et m'ordonna de me rendre à Malines pour assister au congrès catholique que S. E. le primat de la Belgique avait institué dans son diocèse, pour combattre l'hérésie et afin de procurer aux ultramontains une chaire-tribune du haut de laquelle on flétrirait la révolution italienne.

Deux jours après je faisais mon entrée dans l'archevêché de Sa Grandeur le cardinal Sterckx, à Malines.

Ce père de l'Église me reçut et m'invita à un dîner, pendant lequel il ne fut question que des affaires italiennes.

En se levant, il me prit affectueusement la main et me dit :

— Je suis heureux, monsieur le baron de Rimini, de trouver en vous un auxiliaire aussi savant des affaires que le Congrès aura à traiter

concernant les spoliations que Victor-Emmanuel a commises au préjudice des princes légitimes et de notre Sainte-Église. A compter de ce soir, votre couvert sera toujours mis le soir à six heures et le matin à onze. Seulement, je regrette de ne pouvoir vous loger au palais. Prenez un hôtel en ville aux frais du Congrès et donnez votre adresse au secrétariat. A demain, termina le primat de la Belgique.

— A demain, répétai-je en me rendant à l'*Hôtel de la Cigogne;* et, en réfléchissant, je me mordais le petit doigt pour m'assurer que je ne dormais pas... Je me tâtais partout afin de me convaincre de mon existence... Puis je m'interrogeai : Est-ce bien vrai que je suis ici pour assister au congrès de Malines?...

Le matin comme le soir, après le café, le cardinal primat de la Belgique et le berger corse avaient entre eux des discussions sur le roi sarde, sur Garibaldi, sur les proconsuls piémontais.

Il y avait quatre jours que j'étais hébergé par les Sanfédistes aux frais du denier de Saint-Pierre, quand Mgr Sterkx me fit mander chez lui pour me communiquer une lettre de Rome.

Cette lettre, écrite toute de la main de S. E. Antonelli, m'annonçait que j'étais remplacé au Congrès catholique par M. Nardy, auditeur de Rote de l'Autriche. Le cardinal annonçait, comme consolation, qu'il m'envoyait au congrès de Francfort, officieusement, regrettant de ne pouvoir me laisser à Malines, où j'aurais pu éclairer les membres de l'aréopage papiste, par mes connaissances des hommes et des choses d'Italie.

Bien que je ne fisse plus partie des élus, je n'assistais pas moins aux séances, présidées par le baron de Gerlache, premier président à la cour de cassation et président de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, homme croyant et magistrat intègre. Là, je vis et entendis les partisans du temporel, les ennemis du progrès et des idées avancées.

Mais j'avoue franchement, persuadé que c'est bien l'opinion de la majorité de ceux qui me liront, que la plupart des illustres orateurs qui se firent entendre à Malines n'étaient pas eux-mêmes très-partisans de tout ce qui se fait au Vatican. Mais, à l'exemple de leurs aînés de 93, qui prenaient Coblence pour Paris et le Rhin pour la Seine, et de leurs fils qui ont pris

Rome et le Tibre pour leur capitale et leur fleuve national, ils prennent la Belgique pour leur patrie; mais ils profitent de cette tribune rétrograde pour jeter l'anathème sur les hommes et les choses de leur pays et pour saper les constitutions de leur gouvernement, afin de faire parler un peu leur éloquence.

Dès que j'eus entendu les Montalembert, les Félix, les Dechamps, Léopold Gaillard, Dupanloup, je partis de Malines pour me rendre à Francfort avec une lettre pour le roi de Bavière, que Mgr Nardi me donna.

CHAPITRE XLVII.

CONGRÈS DE FRANCFORT.

Que de réflexions ne ferait pas ici un écrivain fécond! Le berger corse envoyé officiellement au congrès des roitelets de la Confédération!

Que diraient ces vieux blasons de la Ger-

manie s'ils avaient pu se douter que l'envoyé des *clérico-bourbons*, celui que le chef de la maison d'Habsbourg recevait si cordialement sous le nom de baron de Rimini, en présence de tant de princes, ducs, barons, etc., etc., n'était autre que l'agent secret de Cavour, de Napoléon, etc. ?

En écrivant ces lignes, je me demande de nouveau si je dors ou si je suis bien éveillé?

En arrivant à Francfort-sur-le-Mein, ville riche et florissante, magnifiquement située au milieu d'un jardin, je me rendis à l'ambassade de Bavière, où le roi me reçut, me complimenta de ma mission et me fit conduire à l'*Hôtel de Bruxelles* (près la station du Midi), où toute sa maison militaire était logée aux frais de l'État et delaquelle je fis partie pendant toute la durée du Congrès.

S. A. R. le prince de Taxis et le baron Feistemester m'installèrent près d'eux en qualité d'anciennes connaissances de Munich, lors de mon voyage avec le cardinal Grassellini.

D'autres attachés : ministres, généraux, chambellans, secrétaires, etc., etc., me firent l'accueil le plus bienveillant à la table où nous

dînâmes. Ils vinrent le lendemain me rendre visite séparément dans ma chambre.

Deux jours après, le baron Offeman, secrétaire particulier de S. M. I. et R. C. l'empereur d'Autriche, vint m'annoncer que son auguste maître m'accordait l'audience demandée pour le lendemain à midi.

A l'heure désignée, je me présentais à l'aide de camp de service (comte de Crenneville) qui me présenta à François-Joseph.

Le chef de la maison d'Habsbourg me reçut avec une bienveillance assez marquante, malgré la présence des petits potentats de la Confédération germanique; il me demanda des nouvelles de Rome, de l'Italie, du Saint-Père et d'Antonelli.

Il fit appeler son secrétaire, le baron Offeman, lui ordonna de mettre à ma disposition, tous les jours, le compte rendu des séances du jour, afin que je pusse en rendre compte à Rome.

Puis, me prenant la main, il ajouta avec un charme indéfinissable :

— Je regrette infiniment, monsieur le baron, que vous ne puissiez pas assister à nos séances, afin de juger par vous-même tout ce

qui se dit et se fait à Francfort, pour démentir énergiquement les infamies qu'on nous impute. On dit même que nous voulons nous coaliser contre la France pour écraser l'Italie.

— Sire, répondis-je, je n'ai pas besoin d'y assister, le secrétaire de Sa Majesté Impériale m'en informe avec une exactitude vraiment merveilleuse tous les soirs. Et ne m'en informerait-il pas, que je crois les déclarations de Sa Majesté mille fois mieux que si j'assistais aux décisions de l'Assemblée.

D'autres visiteurs attendaient comme moi leur audience. Je dus sortir du palais ; M. le comte de Crenneville m'accompagna jusqu'à la cour en m'invitant à dîner pour le lendemain à cinq heures à la table impériale.

Je ne parlerai pas du dîner, ni de la réception officielle qui eut lieu immédiatement après. Mais pour intéresser mon lecteur, toujours avide de bons morceaux, je lui conterai un fait digne de trouver ici sa place.

Après les réceptions impériales, et dès que les conversations eurent repris leur cours, S. A. I. le prince de Metternich, S. A. le duc de Nassau et S. A. le prince de Taxis, en me

rencontrant dans le salon, me prièrent de vouloir les accompagner à Wiesbaden.

— A Wiesbaden, répondis-je, pourquoi ne pas aller à Hombourg ?

— Il faut que nous allions à Wiesbaden, pour être à Johannisberg, où Sa Majesté Impériale vient dîner demain soir et où S. A. la princesse nous attend, répondit le prince de Metternich.

Deux jours après nous entrions au Kursaal de Wiesbaden, les princes pour jouer au 30 et 40, moi pour me promener au salon de conversation.

Au moment de la fermeture des jeux, le prince de Metternich perdait 25,000 francs, le duc de Nassau perdait 27,000 francs, et le prince de Taxis, l'heureux admirateur de la reine de Naples, gagnait 33,000 francs.

Nous allâmes passer la nuit, avec des femmes, à l'*Hôtel de Paris*, pour y attendre le jour dans une orgie qui coûta au vainqueur 2,000 francs.

A la pointe du jour, une chaise de poste nous conduisit à Johannisberg.

La journée se passa en visite des caves du château, de terres, bois appartenant au prince Metternich.

A cinq heures du soir, nous allâmes tous à la station du chemin de fer pour y recevoir l'empereur d'Autriche, le roi de Saxe, le grand-duc de Saxe et leur suite qui, en arrivant, embrassèrent la princesse. Nous nous mîmes en route jusqu'au salon, où une table richement servie nous attendait.

Après quelques banalités de politesse, on se plaça à table. Les maîtres du logis firent les honneurs du dîner et de la soirée avec un goût digne de leur renommée.

Pendant le dîner, me trouvant placé en face du grand-duc de Baden, je le vis se pencher à l'oreille de l'Empereur et, en me regardant, lui dire quelque chose.

Il n'avait pas achevé que tous deux éclatèrent de rire, rire qui fut partagé, comme on le pense, par tous les autres.

Je fus le seul à ne pas rire, et avec une audace digne d'un Corse, je pris la liberté de dire au monarque :

— Sire, je regrette sincèrement de ne pas connaître le motif de cette joie, je serais heureux de m'y associer.

— Mais c'est de vous qu'il s'agit, cependant.

— Alors j'aurais ri pour deux, Sire.

— Eh bien ! dit Sa Majesté Impériale, racontez-nous votre aventure de Carlsruhe.

Je me levai aussitôt et, saluant l'assemblée :

« L'année dernière, dis-je, dans la belle capitale de S. A. le grand-duc de Bade, pendant que Renz qui, grâce à la générosité de son auguste souverain, a la plus riche compagnie équestre de l'Europe, donnait sa dernière représentation au Champ de Mars, le cheval d'une des écuyères qui disputaient la coupe d'or (munificence de Son Altesse), se cabra, se jeta dans l'hippodrome et, sautant par-dessus la corde, la désarçonna et la traîna sur une longueur de quelques mètres. Elle était dans un état pitoyable, car son pied était resté dans l'étrier.

» Plusieurs officiers suivirent en steeple-chase et au lieu de chercher à arrêter le cheval furieux, s'amusaient à regarder sous les jupes ensanglantées de la malheureuse écuyère.

» J'arrêtai le cheval et, me retournant vers les officiers, je leur dis en colère :

» — Si j'étais votre souverain, je vous ferais manger de l'herbe, au lieu d'orner vos épaulettes de nouveaux insignes.

» Renz arriva presque en même temps que

moi, prit l'écuyère qui s'appelait Palmela et la conduisit dans son hôtel.

» Le soir, pendant que je dînais, plusieurs officiers vinrent me demander raison ou une rétractation de ce que j'avais dit contre eux. Bien que seul, j'acceptai le cartel.

» Dès que les officiers furent partis, je demandai deux témoins, mais personne ne voulut me servir de parrain contre les officiers du pays.

» Renz et son premier écuyer acceptèrent et m'accompagnèrent le lendemain, à six heures, sur le terrain.

» A la première passe mon adversaire s'affaissa. Comme son collègue prenait sa place, les carabiniers arrivèrent, nous arrêtèrent et nous conduisirent en ville, où, grâce à la générosité de Son Altesse, nous fûmes mis en liberté. »

— Et Palmela ? demandèrent quelques auditeurs.

« — Palmela, messieurs, que je croyais avoir gagné à ma cause, me défendit d'aller la voir pendant sa maladie. A son premier jour de sortie, elle vint chez moi avec son directeur. Elle me donna la main et me dit :

» — Je viens vous remercier d'avoir arrêté mon cheval le jour de cette malheureuse course. Mais je ne puis vous remercier de votre duel, parce que je déteste les duellistes. Aujourd'hui, monsieur, je ne puis me présenter sur aucune scène sans être sifflée.

» — Mademoiselle, lui dis-je en l'éconduisant poliment, si jamais pareille chose vous arrive, je me ferai tuer pour vous élever une statue. »

Le soir nous rentrions tous à Francfort.

CHAPITRE XLVIII.

SÉJOUR A ROME.

Lorsque les séances du Congrès furent terminées, je me rendis à Rome pour rendre compte de la mission que le Sacré-Collége m'avait confiée, et, sans flatterie, le baron de Rimini fut reçu avec des marques si visibles de satisfaction qu'il en fut ému. Je me présentai

au cardinal Antonelli, qui me félicita de mes voyages et de la réussite de mes emprunts.

— Prenez un bon logement et reposez-vous, me dit-il, vous devez en avoir besoin. Quand vous désirerez me parler, vous viendrez au Quirinal; ici, il y a toujours une foule de solliciteurs qui nous empêche de causer aussi longtemps que je le voudrais.

En sortant du Vatican, je me rendis rue Ripetta, n° 35, où je louai un logement pour trois mois, dans la ferme intention de prendre un repos absolu dont j'avais grandement besoin, après une vie si agitée.

Si j'étais artiste, je pourrais faire une description pompeuse du Vatican, de Sainte-Marie-Majeure, du Colisée, du théâtre de Néron, du Capitole. Malheureusement je n'ai d'autres métiers que ceux que vous connaissez; aussi je m'ennuyai horriblement dans la Ville-Éternelle, au milieu de la calotte, des cornettes et de l'habit brun ceint d'une corde. Presque toute l'année 1864 se passa de cette manière.

Moi, l'activité même, condamné au *far niente* comme le lazzarone de Naples! Encore si j'avais pu nouer une conspiration, mais pas un conspirateur à mettre en scène. Les Piémontais,

toujours considérés par la cour romaine comme les ennemis de Dieu et de l'Église, passaient sur les États pontificaux comme des étoiles filantes.

Les garibaldiens, les mazziniens, les unitaires, le comité romain, tous étaient morts ou faisaient le mort.

Le comité dirigeant de Florence avait entamé des pourparlers avec la France et recommandait à ses adhérents de Rome de rester calmes.

« L'évacuation des troupes françaises dépend entièrement de votre conduite, leur disait-il; tenez-vous tranquilles, prenez patience; le moment approche où vous serez maîtres de vos destinées. Le plus petit mouvement, la plus légère manifestation servirait de prétexte à Napoléon pour prolonger indéfiniment l'occupation. »

Tout cela était capable de désespérer le plus fainéant des agents. Je voyais quelquefois Antonelli, de Mérode, Bérardi, du gouvernement romain, les comtes de Trapani, de Trani et le prince Pignaletti, du parti bourbonnien. Tous deux me payaient régulièrement. Lorsque la convention du 15 septembre fut signée, les deux gouvernements me firent sentir que leurs

moyens ne leur permettaient plus de faire des frais extraordinaires, que Napoléon les livrait à la révolution pour se débarrasser d'eux.

L'ambassadeur d'Autriche, M. le baron de Hubner, que j'avais connu à Paris quand il était auprès de Napoléon III, me proposa une mission; il s'agissait de traverser le Piémont pour aller à Venise. J'acceptai avec plaisir pour sortir de l'apathie où j'étais.

MM. le baron de Tanneberg, lieutenant de l'Empereur, et le chevalier Franck, chef de la police, furent si contents des renseignements que je leur apportai à Venise, qu'ils me prièrent de rester en qualité d'agent du contrôle.

CHAPITRE XLIX.

ESPIONNAGE DANS LE TYROL.

Il me fut très-facile, comme Français, de leur rendre des services. Tous les Vénitiens se livraient à moi, me croyant des leurs, sans que

j'eusse besoin d'employer les grands moyens.

Le chevalier Franck me doubla mes appointements le troisième mois de mon entrée en fonctions et m'attacha clandestinement à son cabinet. Je n'allais jamais à la préfecture. Je lui écrivais par la poste ou bien j'allais le trouver chez lui, place de l'Église Saint-Guillaume, nº 14. Plusieurs missions me furent confiées, à Vérone, à Padoue, à Mantoue, à Trévise, à Vicenza, à Bolzano et jusque dans le Frioul.

A mon retour de ces excursions, j'étais toujours bien rétribué. Un jour, le chevalier Franck me montra un rapport du commissaire de Trente qui demandait un agent intelligent pour découvrir un dépôt d'armes qu'on avait introduit dans le Tyrol par le lac de Garde.

Sur l'invitation du chef de la police, je partis de Venise pour Trente.

Dans cette ville, le commissaire de police m'assura qu'un Italien, ayant des ramifications avec le Tyrol, avait passé plusieurs fusils et les avait cachés sur le territoire de l'Autriche.

Je quittai le commissaire et la ville de Trente et je me fis conduire à Sora, petite ville sur les bords du lac de Garde.

Après deux jours passés dans cette ville,

n'ayant recueilli aucun indice, je me mis en route pour retourner auprès du commissaire. Comme je passais par une rue, j'entendis une voix, disant :

— Dépêche-toi donc, voilà du monde. C'est le Français qui voyage pour le tracé des chemins de fer.

Je m'étais inscrit à l'auberge comme ingénieur des voies ferrées.

— Si c'est lui, nous pouvons sortir, il n'a rien de commun avec la police autrichienne.

Deux hommes alors sortirent d'une porte, suivirent la même route et je les entendis dire :

— Avec ces quatre fusils, ça nous en fait quarante-deux dont nous disposons. Le major Tolozzi, qui m'a accompagné jusqu'au lac, n'a pas osé rentrer en ville à cause de ces canailles d'espions.

En passant près de moi, l'un d'eux me dit :

— *Buona sera, amico.*

Je fis semblant de ne pas entendre.

— Si tu attends la réponse, tu attendras longtemps, fit observer l'autre homme.

— Pourquoi ? répliqua le premier.

— Parce qu'il ne connaît pas l'italien, dit

le second, qui était établi à Sora, quoique Lombard.

Après avoir marché sur la route impériale dix ou douze mètres hors des murs, ils prirent à droite et s'enfoncèrent dans une espèce de vallée.

Je retournai sur mes pas et je prévins le commissaire de police de Sora, que j'emmenai avec moi jusqu'à l'endroit où j'avais quitté ces individus; deux agents l'accompagnaient.

Je lui donnai la consigne de suivre les suspects à distance jusqu'au dépôt qui ne devait pas être bien loin. Puis, d'un pas rapide, je continuai mon voyage jusqu'à Trente.

Le matin, lorsque je me rendis au bureau du commissaire de police, j'y rencontrai celui de Sora, qui était tout joyeux d'avoir si bien trouvé le dépôt, comprenant les quarante-deux fusils, trente sabres, de la poudre, des cartouches, etc., etc., et d'avoir arrêté les deux individus.

Ces deux fonctionnaires ne pouvaient pas comprendre que j'eusse découvert le dépôt en deux jours, eux qui le cherchaient depuis un mois et n'en avaient pas trouvé trace.

Deux heures après, j'arrivai à Venise avec

les armes et les munitions que le commissaire de Sora porta à la préfecture. Je dois ajouter, pour être juste, que, bien que je ne fusse pas présent, il dit au lieutenant de l'empereur n'avoir fait qu'exécuter mes ordres. On lui donna *deux cents florins* (500 fr.) et 50 florins pour chacun de ses agents (250 fr.), en tout 750 fr. Lorsque j'allai le soir, voir le chef de la police, il me donna de la part du baron Tanneberg 1,000 florins (2,500 fr.) Cette affaire coûta donc au gouvernement de Vienne 3,250 fr.

Tout ce qui fut trouvé dans la maison où était le dépôt ne valait pas la moitié de cette somme. Disons, pour être véridique, que le gouvernement autrichien laisse mourir ses soldats de faim, mais que ses espions vont en carrosse.

CHAPITRE L.

ESPIONNAGE A FLORENCE.

Pendant mon séjour en Vénétie, j'eus l'honneur de voir plusieurs fois le comte de Chambord, son neveu le prince Robert de Parme, son beau-frère, le duc de Modène, et tous, je dois le dire, me reçurent toujours avec bienveillance, surtout quand ils apprenaient que j'avais joué quelques *bons tours* aux Piémontais.

L'année 1866 marchait à pas de géant et l'on s'attendait tous les jours à être attaqué par Victor-Emmanuel.

Le major Tolozzi, officier garibaldien, n'écoutant que son courage, se jeta, en effet, avec une poignée de chemises rouges, dans le Tyrol, en passant par le *Stelvio;* mais, n'ayant pas été soutenu par les siens, il fut écrasé.

Cette attaque des garibaldiens ouvrit un nouveau champ aux journalistes. Ceux du mi-

nistère piémontais (qui subissaient la pression française) soutenaient que le parti avancé voulait fournir des armes à l'Autriche et la forcer à violer le traité de Villafranca en marchant sur Milan. Les journaux républicains attaquaient sans cesse le gouvernement, parce qu'il laissait dans les fers de l'étranger les Vénitiens, leurs frères.

Des rapports de quelques agents que nous avions à Turin et à Florence signalaient un mouvement inusité au ministère de la guerre et dans le comité garibaldien.

Les journaux mêmes laissaient entrevoir la rentrée en campagne de l'armée sur les bords du Pô.

Tous ces bruits finirent par prendre tant de consistance à Vienne que le ministre de la guerre écrivit directement au gouverneur de s'assurer des faits et de lui en adresser un rapport officiel.

Le lieutenant de l'empereur m'appela, un soir, dans son palais et me chargea de partir immédiatement pour Florence.

Je ne devais rien écrire au hasard; je ne devais parler que de ce que j'aurais vu et touché; mes lettres ne devaient être confiées qu'à

des personnes qu'il m'enverrait lui-même de Venise, tous les dimanches, et les dimanches où je n'avais pas de faits positifs à signaler, je devais dire seulement : Rien de nouveau.

Avec la pratique que j'avais de certaines affaires et avec ces instructions, le lecteur comprendra que je devais tout employer pour découvrir ce qu'il y avait d'officiel dans les articles des journaux et dans les rapports des agents secrets.

En sortant du cabinet, le gouverneur baron de Tanneberg me donna 1,000 florins (2,500 fr.) et une lettre de crédit de 2,000 florins (5,000 fr.) sur la maison Fenzi, banquier, place des Seigneurs, n° 1, à Florence.

— Voilà pour rester quelques temps à Florence. Allez à Milan, à Turin, à Gênes, à Naples, s'il le faut, pour savoir la vérité.

— Excellence, lui dis-je, je ferai tout mon possible pour que vous soyez content. Mais je crois que ce que j'ai de mieux à faire, c'est de rester à Florence où siége le gouvernement. Tout ce que je pourrais apprendre ailleurs n'aurait de valeur officielle que si la chose avait passé par les bureaux ministériels.

— Agissez comme il vous plaira, répondit

le baron Tanneberg, mais où dois-je vous envoyer l'agent dimanche?

— Dimanche, que l'agent se trouve, à midi précis, sous le dôme de la ville, près le Baptistère. Il me reconnaîtra à ces mots : *Qui aurait dit ça?* que je prononcerai en passant à sa gauche.

Deux jours après je me promenais avec indifférence au milieu de la foule qui affluait aux Cascines, magnifique promenade le long de l'Arno, à quelques pas de la ville. Je m'étais logé Via Calsaioli, n° 17 ; je dînais à table d'hôte à l'*Hôtel de l'Étoile* et je prenais mon café (pour lire les journaux français) au *Grand Café de l'Étoile de l'Italie*, en attendant les événements.

Quelques hommes politiques que j'avais vus ne m'avaient appris que ce que je lisais dans les journaux quotidiens. Deux pensées m'obsédaient : la première, de m'introduire dans les bureaux du ministère de la guerre ; l'autre, de me créer une relation auprès de Cairoli, député, colonel et l'âme du héros de Caprera. Je connaissais bien Crispi, mais je le savais trop discret pour me confier quelque chose de grave, à moi qui n'avais jamais servi dans son

parti. Je connaissais également le général Pettinengo, ministre de la guerre, avec lequel j'avais été lié pendant le ministère Cavour, où il était le chef du matériel de la guerre sous le ministre Fanti; mais on ne va pas chez un ministre de la guerre de but en blanc lui dire : « Montrez-moi vos plans de campagne. »

Il y avait déjà un mois que j'étais à Florence et j'avais déjà dit trois fois : Rien de nouveau. Un soir dans le *Grand Café de l'Etoile d'Italie*, à la table où j'étais, prirent place un jeune officier et trois messieurs venus en civils. Ils étaient un peu échauffés par la boisson. Un des bourgeois donna un démenti et un soufflet à l'officier. Ses deux compagnons, au lieu de le blâmer, l'approuvèrent. Je leur dis qu'ils étaient des misérables de se mettre trois contre un. Celui qui avait donné le soufflet allongea sa main pour m'en faire autant; un coup de canne sur les doigts, un autre sur la tête le firent tenir à distance.

Des messieurs, des officiers s'approchèrent en demandant le motif de la querelle. Le jeune sous-lieutenant, se voyant entouré des officiers, ses amis, tira son sabre pour tuer celui qui l'avait souffleté. Mais ses amis l'en empêchè-

rent. Le brouhaha alors devint général. Deux gardes de sûreté, conduits par un officier de police, vinrent pour nous arrêter. Tous les gens du café s'y opposèrent en disant :

— Nous empêcherons l'arrestation si on ne nous en dit le motif. Il y a eu des soufflets, des coups de canne donnés, c'est vrai, mais ce sont des hommes à s'arranger autrement que devant la police.

L'officier de police s'adressant alors à moi, comme au plus âgé des quatre, me demanda de lui raconter comme l'affaire s'était passée.

Aussitôt que j'eus fini, tous les officiers présents me donnèrent la main. Le bourgeois qui avait souffleté l'officier fut arrêté, les autres, moi compris, donnèrent leurs noms à l'officier de police. L'officier qui avait été souffleté s'appelait Cristofini et il était secrétaire particulier du ministre de la guerre.

Lorsque la police fut partie et que le calme fut rétabli, le jeune sous-lieutenant Cristofini me remercia ; les deux autres bourgeois, qui étaient des négociants de Pistoia, lui firent des excuses publiquement et le prièrent de faire sortir de prison leur ami qui appartenait à une bonne famille et que la boisson seule avait pu

pousser à commettre un acte que ses antécédents condamnaient.

Le souffleteur fut mis en liberté le lendemain. Le jeune secrétaire et moi nous devînmes inséparables. Aussi le cinquième dimanche, l'agent du baron Tanneberg put porter au gouvernement un rapport circonstancié sur les préparatifs que le gouvernement italien faisait pour attaquer l'Autriche dans son quadrilatère.

Le parti d'action engageait clandestinement des hommes et les dirigeait sur Como et sur Pescara. Dès qu'il crut être en force pour attaquer et pour forcer la main au ministère, les colonels Corte et Cairoli présentèrent à Pettinengo, ministre de la guerre, un plan de bataille et lui demandèrent si le gouvernement du roi voulait, oui ou non, y coopérer avec l'armée régulière.

Ce plan militaire (dont une copie que j'avais faite de mémoire après l'avoir lu et examiné, était entre les mains du cabinet de Vienne) portait :

« Attaque de la Vénétie.

» Le premier corps d'armée passera le Pô à

» Polesella, marchera sur Padoue et coupera
» le chemin de fer entre Venise et Vérone.

» Le deuxième corps d'armée passera le
» Mincio à Valleggio, marchera sur Padoue et
» coupera le chemin de fer entre Vérone et
» Mantoue.

» Le troisième corps d'armée fera le tour du
» lac de Garde, marchera sur Sora et coupera
» les communications entre Vérone et Trente.

» Le quatrième corps partira de Côme et
» entrera dans le Tyrol par le Pas-du-Cheval
» en marchant sur Bolzano. Si le gouverne-
» ment nous seconde, il enverra sa flotte dans
» la mer Adriatique. »

Devant la sommation faite par les deux lieutenants de Garibaldi, le ministre de Florence aima mieux accepter la guerre avec l'Autriche que la guerre avec la nation.

Alors on fit des préparatifs formidables et le traité d'alliance avec la Prusse fut conclu. Le gouvernement italien appela toutes les réserves, organisa l'enrôlement volontaire dans toutes les communes et décréta un impôt forcé de 700 millions de francs pour les frais de la guerre.

Le dimanche qui suivit tous ces préparatifs,

le factotum autrichien répondit aux mots : « Qui aurait dit ça? » par ceci : « Quittez, *ce soir*, et venez. »

En sortant de l'église, je courus chez le banquier Fenzi pour toucher mon argent et le soir même je passai le Pô, dans une barque, à Brescello, au lieu de le passer sur le pont de bateaux entre Lago Oscuro et la Madalena.

Lorsque j'arrivai à Venise que je n'avais pas vue depuis sept mois, l'année 1866 commençait au milieu des bruits de guerre, de traités, de déclarations de neutralité, etc. Chaque puissance faisait parler d'elle par des notes officielles.

Le lieutenant de l'empereur, baron Tanneberg, et le chevalier Franck, chef de la police, me félicitèrent de ma mission en m'annonçant que le ministre de la guerre à Vienne avait ordonné (en recevant le plan de campagne italien) qu'on me donnât une gratification de quatre cents florins (1,000 fr.)

CHAPITRE LI.

LA BATAILLE DE CUSTOZZA.

Ce chapitre tout militaire contient peu de ruses de police et ne saurait guère être écrit par un agent qui ne se trouve dans sa sphère qu'au milieu des complots, des conspirations, des ruses et des tromperies, etc., etc. Cependant, en achevant de rendre compte de mes derniers mois passés au service de S. M. I. François-Joseph, je ne puis faire autrement que de parler de la bataille de Custozza, de mon départ de Venise et de l'arrivée des commissaires français et piémontais.

Le gouvernement italien, trop faible pour attaquer le quadrilatère, attendit que l'Autriche fût aux prises avec la Prusse dans la Silésie. C'est alors, mais seulement alors, malgré ses fanfaronnades, qu'il massa les corps de l'armée régulière.

Le premier corps, commandé par Durando qui était à Milan, s'avança par Bergamo, Brescia et alla s'échelonner le long du Mincio, de Peschiera à Treviano.

Les deuxième et troisième corps, qui avaient leurs quartiers généraux sous les remparts de Piacenza, s'avancèrent sous les ordres du roi et de Della Rocca jusqu'à Goïto et Curtatone.

Le quatrième corps, sous les ordres de Cialdini, était massé le long du Pô, de Mirandola à Ferrare, etc., etc.

S. A. l'archiduc Albert, commandant en chef l'armée du Lombardo-Vénitien, était tranquillement dans son palais de Vérone, se contentant de réunir autour de la ville une force de quarante mille hommes environ. Les forces supérieures de l'Autriche étaient en Allemagne. Les quatre-vingt mille hommes qui étaient en Vénétie étaient éparpillés dans les forteresses de Peschiera, de Mantoue, de Legnano et dans les villes de Padoue, de Vicence, de Trévise, de Conegliano, d'Udine, etc., etc.

Deux jours avant la bataille, le gouverneur de Venise m'avait envoyé au quartier général du prince porter une lettre venant de Vienne. Son Altesse, après avoir lu cette lettre dans

laquelle j'ai toujours pensé qu'il était question de moi, me demanda si je me sentais capable d'aller jusqu'au Mincio, vers Valleggio, pour savoir ce que les Italiens y faisaient.

— Très-volontiers, Altesse, répondis-je.

Un commissaire de police (M. Ziegler) demanda à l'archiduc Albert de m'accompagner.

— Eh bien! partez, dit le général en chef de l'armée que le lendemain l'Europe devait saluer comme vainqueur de Custozza.

M. Ziegler et moi nous montâmes à cheval et nous élançâmes, au triple galop, sur la route de Villafranca, célèbre par l'entrevue des deux empereurs après la bataille de Solférino (1859).

Au milieu de la ville nous prîmes à droite jusqu'à Valleggio, village situé sur un mamelon d'où l'on découvre une partie de la Lombardie. Devant nous, à droite, s'étendait le corps d'armée du général Durando ; en face, entre le Mincio qui coulait à nos pieds, et Treviano, était campée la division Pianelli, un peu à gauche, vers Goïto et Curtatone, se trouvaient les corps du roi et du général de La Rocca. Avec des longues-vues, nous comptions les files des soldats.

Nous laissâmes nos chevaux entre les mains

d'un carabinier, puis nous descendîmes les hautes falaises pour voir toute l'étendue du fleuve. Quelle ne fut pas notre surprise de voir que les pontonniers italiens y avaient jeté cinq ponts sur lesquels le passage des troupes commençait à s'effectuer. Avec une seule batterie d'artillerie, les Autrichiens auraient empêché le passage.

Les uns disaient que l'archiduc avait voulu les attendre sous les murs de Vérone, pour mieux les battre. D'autres disaient que S. A. le prince Albert s'attendait à être attaqué sur le Pô, et non sur le Mincio où les Piémontais avaient été battus en 1848.

Le commissaire et moi, après avoir vu une division entière entrer en Vénétie, où d'autres devaient suivre, nous remontâmes à cheval et courûmes ventre à terre jusqu'à Vérone, sans nous arrêter.

Son Altesse allait se mettre à table quand son aide de camp lui annonça notre retour.

— Faites-les entrer ici, répondit l'archiduc.

En nous voyant couverts de poussière et de sueur : Asseyez-vous, nous dit-il, et buvez un bon coup.

Dès qu'il eut appris que le Mincio était fran-

chi par les Italiens, il ordonna à son aide de camp de télégraphier aux chefs de corps qui étaient à Padoue, à Trévise, à Vicence, d'avancer sur Vérone et d'envoyer chercher les généraux commandant dans la ville. Puis, il se mit à table tranquillement, sans témoigner aucune émotion. Lorsque nous eûmes bu notre bouteille, il nous fit donner 100 florins à chacun et dit que nous pouvions partir.

Le lendemain à 7 heures, l'archiduc Albert sortit de son palais au milieu d'un brillant état-major, comme un jour de parade, passa par la porte de Mantoue et prit la route de Villafranca, sur laquelle ses cinquante mille hommes étaient massés.

Les Piémontais, au nombre de quatre-vingt-treize mille, occupaient les positions inexpugnables de Valleggio, sur les hauteurs de Rivoli. Au premier coup de canon, l'archiduc Albert se mit à la tête de son armée, marcha en avant, perça le centre des fanfarons, commandés par le roi galant, écrasa l'aile droite de Durando, puis se retourna vers l'aile gauche qu'il culbuta.

Quelques heures après, le roi galant-homme repassait le Mincio plus vite qu'il ne l'avait

passé, et laissait au pouvoir des Autrichiens 18,000 prisonniers, 7,000 morts et 30,000 fusils avec des sacs, des chevaux et des munitions, etc., etc. Le héros de Caprera perdait, de son côté, 6,000 volontaires morts ou blessés, sans avoir pu pénétrer dans le Tyrol. Tel fut le résultat de la bataille de Custozza, véritable prélude de celle de Lissa.

Malheureusement, pour la cour de Vienne, l'incapacité et la lâcheté des généraux qui commandaient en Allemagne, ne répondit pas aux victoires du prince Albert et de l'amiral Tegethof. Elle fut obligée d'offrir la paix en cédant la Vénétie à la France. Cette dernière comédie, jouée par Napoléon, finit par un traité de paix, que la Prusse, l'Autriche et l'Italie signèrent après avoir fait massacrer cent mille hommes.

Si ces potentats avaient commencé par signer la paix avant de se battre, que de sang, que de larmes auraient été épargnés à leurs sujets!

En quittant la Vénétie et des chefs qui savaient si bien récompenser, je me rendis à Paris. Huit jours après, S. A. le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche près le gouvernement français, me faisait écrire la

lettre suivante par son premier secrétaire :

« Paris, le 26 septembre 1866.

» Monsieur,

» S. A. I. le prince de Metternich me charge
» de vous annoncer qu'il a reçu de son gouver-
» nement la somme de deux mille francs pour
» vous être remise le jour qu'il vous plaira pas-
» ser à la chancellerie.

» Recevez, Monsieur, l'assurance de toute
» ma considération.

Signé : « Comte MULINEN. »

CONCLUSION.

Après tant de fatigues et d'aventures je jugeai utile de me rendre à Paris pour me reposer, mais je comptais sans le ministre de l'intérieur, M. de La Valette. A peine étais-je arrivé que je reçus l'ordre de me rendre à Orléans, où *j'étais interné.* Le séjour de la capitale, où quelques années avant je commandais en maître, m'était interdit.

Au lieu de rester à Orléans sous les yeux de

la police impériale, que j'ai vu tant de fois à mes pieds, je me suis rendu à Bruxelles, pour jouir de la liberté et livrer à la publicité tout ce que j'ai fait comme agent secret de 1851 à 1866. Bien des gens, je le sais d'avance, crieront au scandale, je défie de dire que j'ai menti !

. . . .

Ici je m'arrête, laissant à M. J., mon éditeur et ami, le soin de publier tout ce que je lui ai cédé.

Mémoires, révélations, etc., à lui *seul désormais appartient tout*. Publication, impression, réimpression, traduction dans toutes les langues, etc.

Afin de donner à M. J... une preuve de mon estime, je m'engage à lui *donner* tous les renseignements qui seront à ma connaissance concernant mon service d'agent secret.

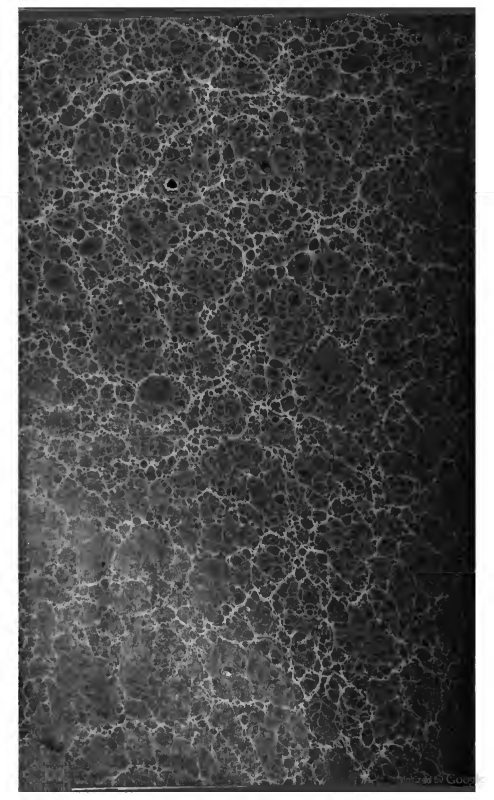
Bruxelles, le 15 décembre 1866.

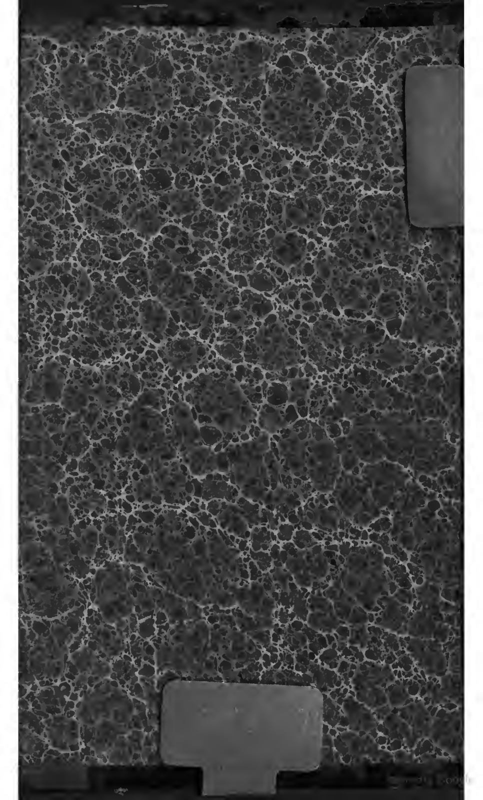
GRISCELLI DE VEZZANO, baron DE RIMINI.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME PARTIE.






BIBLIOTECA